Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
23. FEV 1962
Transmis a M. Overgemaakt aan de H.

L.7783/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 22 janvier 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur l'emploi des langues en matière administrative", a donné le 7 février 1962 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e januari 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het gebruik van de talen in bestuurszaken", heeft de 7e februari 1962 het volgend advies gegeven :

C.E.
Entrée
23.2.62

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Les différences entre la loi de 1932 et le présent projet qui tend à la remplacer, sont en partie soulignées par l'exposé des motifs. Le Conseil d'Etat se bornera donc généralement à examiner le projet en lui-même et dans ses répercussions sur les textes existants.

II.

Les dispositions légales et réglementaires qui concernent l'emploi des langues dans des matières autres que l'administration de la justice, l'armée et l'enseignement, sont nombreuses. L'on peut considérer qu'elles intéressent l'emploi des langues en matière administrative si cette expression est prise dans un sens large.

Parmi ces dispositions, certaines se bornent à déclarer que tel ou tel organisme est soumis à "la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative"; d'autres se réfèrent expressément à la loi du 28 juin 1932 que le projet abroge en principe, ou même à la loi du 31 juillet 1921 que la dite loi du 28 juin 1932 avait abrogée; d'autres enfin, sans faire aucune référence générale ou particulière à la législation en vigueur, contiennent des dispositions autonomes relativement à l'emploi des langues.

.../...

Si le projet n'offre aucune difficulté d'interprétation quant à son incidence sur les dispositions existantes qui se bornent à se référer à la "législation" sur la matière, il n'en est pas de même en ce qui concerne les dispositions qui se réfèrent expressément à la loi du 28 juin 1932 (ou à celle du 31 juillet 1921),ni en ce qui concerne les dispositions autonomes.

Dans un avis qu'il a donné sur un projet de loi relatif à la lettre de change, le Conseil d'Etat a estimé que l'abrogation d'une loi est sans incidence sur une autre loi qui s'y réfère et que la loi référée, abrogée quant à l'objet qu'elle réglait directement, demeure en vigueur en tant que dispositions auxquelles la loi référante a fait appel; cette thèse qui, dans l'espèce, revêtait une importance juridique considérable, n'a pas été combattue au Parlement.

Un autre principe d'interprétation - que la Cour de cassation a rappelé dans plusieurs arrêts - pourrait également recevoir application en l'espèce; c'est le principe "Les lois générales ne dérogent pas aux lois particulières".

L'on pourrait donc soutenir que les dispositions légales actuelles qui, soit font référence à la loi du 28 juin 1932 (ou à celle du 31 juillet 1921), soit règlent la matière de l'emploi des langues d'une manière autonome pour certains organismes publics, demeureront intégralement en vigueur. Cette thèse est renforcée par l'article 1er, § 1er, du projet,qui prévoit expressément que la future loi ne s'applique pas

.../...

aux services publics dont les actes sont régis au point de vue linguistique "par une autre loi"; l'article 42 du projet,qui n'énonce aucune abrogation ou modification autre que celle de la loi du 28 juin 1932,constituerait un argument de plus en faveur de pareille interprétation.

L'on pourrait cependant soutenir avec tout autant de pertinence que cette interprétation est en contradiction avec les §§ 2 et 3 du même article 1er du projet et avec l'intention certaine du Gouvernement, qui est d'unifier la matière de l'emploi des langues en matière administrative et de la régler par des dispositions d'application générale; que, si le Parlement fait sienne cette intention du Gouvernement, les principes d'interprétation exposés plus haut seraient sans application en l'espèce.

Le fait même que des interprétations divergentes sur la portée abrogatoire ou modificative de la loi nouvelle à l'égard des dispositions actuellement en vigueur - et donc sur son champ d'application - sont non seulement possibles, mais qu'elles peuvent toutes deux trouver appui sur des arguments sérieux, est de nature à créer des équivoques et par là de graves difficultés dans une matière où,plus encore qu'ailleurs, il importe de les éviter.

Il est donc nécessaire que le Gouvernement fixe son attitude à l'égard de chacune de ces dispositions particulières; dans ce but, le Conseil d'Etat a annexé au présent avis le texte de ces lois et règlements sans pouvoir d'ailleurs certifier que la liste en est complète.

.../...

III.

Le projet tend à régler sur des bases entièrement nouvelles des situations multiples et souvent complexes. Au lieu de s'occuper des diverses administrations prises dans leur ensemble, il les considère dans leurs services fonctionnant aux différents échelons, national, régional et local. Dans la terminologie du projet, un "service" peut désigner aussi bien une petite administration tout entière qu'une division, voire une subdivision d'une plus grande administration. De même, un "service local" peut être un bureau de poste ou de contribution, aussi bien qu'une administration communale.

Les "services" ainsi définis sont groupés selon l'étendue de leur compétence territoriale ou, pour employer un terme plus général, de leur circonscription, en services dont l'activité s'étend à tout le pays, en services "régionaux" et en services "locaux". Les premiers sont définis par l'intitulé du chapitre qui les concerne; ils se divisent en services centraux proprement dits, de direction ou de commandement, et en services d'exécution. Les services locaux sont ceux dont l'activité ne s'étend pas à plus d'une commune et les services régionaux, ceux dont l'activité s'étend à plus d'une commune sans s'étendre à tout le pays. Ces deux dernières définitions, particulièrement conventionnelles, devraient être insérées dans le projet même, en tête des chapitres qu'elles concernent.

.../...

A chacun des trois échelons considérés, le projet détermine le régime linguistique des "services", en fonction des langues dont l'usage est légalement reconnu aux habitants de leur circonscription.

Les observations qui suggèrent de modifier cette présentation, ont pour objet de mieux faire ressortir le système logique élaboré par les auteurs du projet, d'en combler les lacunes, et d'en supprimer les apparentes contradictions.

Un nouveau texte intégral est proposé à la fin de l'avis. En regard de chacune de ses dispositions, est reproduit le texte correspondant du projet gouvernemental. La consultation de ces textes synoptiques est indispensable à la compréhension des observations particulières.

IV.

Certaines dispositions du projet sont relatives au statut des membres du personnel des administrations de l'Etat et des organismes d'intérêt public. L'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 prévoit que les propositions qui ont un tel objet doivent être soumises à l'avis du comité de consultation syndicale. L'article 7 du même arrêté précise que le comité général de consultation syndicale est compétent, lorsque la question concerne le personnel de plusieurs Ministères ou de plusieurs organismes. Selon le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 20 juin 1955 (Pasinomie 1955, p. 271), les projets de loi n'échappent pas à la compétence des comités de consultation syndicale.

.../...

Si l'on peut soutenir que les dispositions du projet qui se bornent à organiser les services en fonction des nécessités qui s'imposent à l'administration en matière d'emploi des langues, échappent à la compétence des comités de consultation syndicale, il n'en va pas de même des dispositions qui fixent la situation personnelle des fonctionnaires ou qui ont une influence sur leur carrière. Certains articles du projet ont incontestablement ce caractère. Tel est le cas, notamment, de la disposition octroyant une allocation à l'agent bilingue (article 26, § 3, alinéa 3, du projet), de celle qui établit la règle selon laquelle les promotions ont lieu par cadre (article 26, § 5), de celles qui prévoient la sauvegarde des droits personnels acquis par les fonctionnaires (articles 31 et 32, et de celle qui modifie les statuts syndicaux (article 34).

Suivant les renseignements fournis par le délégué du Ministre, le projet n'a pas été soumis au Comité général de consultation syndicale. Il faut observer toutefois que, si le Roi peut imposer cette consultation dans la phase préparatoire à la présentation d'un projet de loi, l'omission de cette formalité ne peut relever, puisqu'il s'agit d'un projet de loi, que du contrôle parlementaire.

.../...

V.

Plusieurs dispositions du projet procèdent de l'idée erronée que tous les fonctionnaires ont subi un examen d'admission (article 11, § 1er; article 20, § 1er; article 26, §§ 3 et 4). Si le statut des agents de l'Etat généralise le recrutement au concours, des exceptions à cette règle sont prévues soit par l'article 18, soit par l'article 19 de ce statut, soit par des dispositions particulières qui ont autorisé à titre exceptionnel la nomination d'agents qui n'avaient pas été soumis à un examen. On peut citer notamment la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat, la loi du 27 juillet 1953 portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat, et les arrêtés d'exécution de ces lois. En outre, le projet a un champ d'application beaucoup plus vaste que le statut des agents de l'Etat (article 1er, §§ 1er, 2 et 3). Il s'applique à des organismes dont le personnel n'est pas soumis à ce statut et dont les agents n'ont pas tous été nommés à la suite d'un examen. Il est donc indispensable que le projet prévoie un critère subsidiaire, qui devrait être appliqué chaque fois que le projet fait produire un effet de droit à la langue dans laquelle un agent a subi son examen d'admission.

.../...

VI.

Comme la loi du 28 juin 1932, le projet s'applique non seulement aux administrations de l'Etat, mais aussi aux établissements publics et aux services publics décentralisés, qui ont la responsabilité de secteurs très importants de l'activité administrative (article 1er du projet).

Mais différant en cela de la loi de 1932, le projet ne fait pas de distinction, dans les règles qu'il établit concernant le personnel administratif, entre le personnel des administrations de l'Etat et le personnel des services publics décentralisés de l'Etat. A l'avenir, le personnel de ces services publics décentralisés sera donc soumis, en ce qui concerne les dispositions statutaires qui sont en rapport avec l'emploi des langues, aux mêmes dispositions que les agents des administrations de l'Etat.

Les dispositions actuelles sont différentes : ainsi, notamment, n'est pas applicable dans les établissements publics, l'article 9, § 4, de la loi du 28 juin 1932 imposant l'obligation de respecter un juste équilibre dans le nombre des emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique (arrêt du Conseil d'Etat, SEPULCHRE et BRYSSINCK, n° 8758, du 13 juillet 1961).

De même, la législation actuelle n'impose pas la répartition du personnel des organismes d'intérêt public en deux rôles linguistiques distincts (voir rapport du Centre de recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays. Doc. Chambre 1957-1958, n°940, p.223).

.../...

L'avis du Conseil d'Etat précédant l'arrêté royal du 14 février 1961 déclare également qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne prescrit la tenue de rôles linguistiques dans les organismes d'intérêt public (Pasinomie 1961, p. 148).

La section d'administration du Conseil d'Etat a également relevé dans plusieurs de ses arrêts que la plupart des arrêtés royaux pris pour assurer l'application de la loi du 28 juin 1932 au personnel des administrations centrales, et notamment les arrêtés royaux des 6 janvier 1933 et 28 avril 1947, ne s'appliquent qu'au personnel de l'Etat et non pas aux agents des organismes parastataux (arrêt LACOURT et consorts, n° 1411, du 27 mars 1952, et arrêt BOUFFIOUX, n° 5574, du 28 mars 1957).

Actuellement, les administrations paraétatiques sont tenues de respecter les dispositions légales qui leur imposent l'obligation de traiter certaines affaires et de passer certains actes dans une langue déterminée, mais elles peuvent organiser leurs services librement, pourvu qu'elles respectent les obligations que la loi leur impose en matière linguistique (voir notamment l'article 4, § 2, de la loi du 28 juin 1932). L'établissement de deux rôles linguistiques distincts ne constitue qu'un des modes laissés à la discrétion des autorités compétentes, pour organiser les services de façon à assurer l'application de la loi.

.../...

A l'avenir, les règles en vigueur dans les administrations de l'Etat concernant la tenue de rôles linguistiques que le projet qualifie "cadres linguistiques" (article 26), et les autres règles en vigueur dans les administrations de l'Etat pour fixer le statut personnel des agents en fonction des obligations imposées à l'administration en matière d'emploi des langues, seront appliquées également dans les organismes paraétatiques. Le projet réalise donc ainsi, dans un domaine limité, l'intention que le Gouvernement avait annoncée dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 14 février 1961 (Pasinomie 1961, p. 126), d'harmoniser les statuts applicables aux différentes catégories de fonctionnaires.

VII.

Comme il vient d'être dit, les dispositions fixant le statut des fonctionnaires en raison des nécessités linguistiques étaient, en ce qui concerne les organismes parastataux, peu nombreuses dans la loi de 1932 et dans les arrêtés d'exécution de cette loi. Cette lacune a donné lieu à des difficultés d'application dont les arrêts du Conseil d'Etat donnent la preuve (voyez, entre autres, l'arrêt LACOURT et consorts, n° 1411, du 27 mars 1952, concernant l'emploi des langues à l'aérodrome de Melsbroeck). Pour combler cette lacune, le projet étend l'application de toutes les règles d'ordre statutaire qu'il comporte, notamment à toutes les personnes visées aux §§ 1er et 2 de l'article 1er.

.../...

Les personnes physiques ou morales concessionnaires d'un service public ou chargées d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que la loi ou les pouvoirs publics leur ont confiée dans l'intérêt général, seront donc non seulement tenues de respecter les dispositions impératives de la future loi dans leurs rapports avec les particuliers et les autres services publics - ce que la loi de 1932 leur imposait déjà, mais, en outre, une partie du statut de leur personnel sera fixée par la loi en projet et par ses arrêtés d'exécution et, si elles étendent leur activité à tout le pays, le Roi fixera les effectifs des cadres français et néerlandais du personnel de leurs services centraux (article 26, § 3).

Dans le domaine de la fixation du statut du personnel et de l'établissement de règles régissant l'organisation des services applicables aux organismes d'intérêt public, le projet s'écarte donc de la législation et de la réglementation actuelles. Il va d'une absence presque complète de réglementation à une réglementation s'appliquant même aux organismes qui jouissent en général d'une large autonomie quant à la fixation de la situation juridique de leur personnel.

VIII.

Les règles fixant le statut des agents de l'Etat et des organismes d'intérêt public sont réparties entre divers chapitres du projet et ne sont pas toujours concordantes. C'est ainsi qu'un agent de l'Etat ou d'un établissement parastatal peut être nommé dans un emploi d'une

.../...

administration locale ou régionale de l'Etat ou de cet établissement, s'il connaît la langue de la région, peu importe la langue dans laquelle il a fait ses études (article 10, § 1er, et article 17). Par contre, dans les services publics centraux dont l'activité s'étend à tout le pays et dans les services d'exécution dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays, un candidat ne peut être nommé qu'à un emploi du "cadre" linguistique correspondant à la langue dans laquelle il a fait ses études (articles 26 et 27). Il ne peut pas être nommé à un emploi du cadre correspondant à une langue qu'il connaît parfaitement, s'il n'a pas fait ses études dans cette langue. Pour les services locaux établis dans l'agglomération bruxelloise, un régime spécial est prévu. Les candidats doivent subir leur examen d'admission dans la langue de leurs études, mais ils ne sont pas classés dans un cadre linguistique (article 15, § 1er). La même règle est appliquée dans les services régionaux dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise (article 21). En conclusion, on constate que le projet crée ainsi, quant au statut des agent trois systèmes essentiellement distincts.

Par ailleurs, le projet est en concordance avec la réglementation actuellement applicable aux administrations de l'Etat, en ce qu'il prévoit la tenue de deux cadres linguistiques dans les administrations centrales (arrêté royal du 6 janvier 1933). On observera néanmoins que l'absence de cadre linguistique pour les agents des services locaux ou régionaux est de nature à créer des difficultés en cas de transfert d'un agent d'une administration locale ou régionale dans un service central.

.../...

IX.

Il y a lieu de signaler enfin que le projet ne contient aucune règle particulière concernant les agents des services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Un projet de loi distinct a été déposé pour régler l'inscription de ces agents dans deux rôles linguistiques (projet de loi fixant les règles relatives à l'inscription dans les deux rôles linguistiques, des agents de la carrière du service extérieur et des agents de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur . Chambre des Représentants, session 1961-1962, document n° 205).

Aucune règle fixant le statut des agents en raison des nécessités résultant de l'emploi des langues, n'est prévue pour les organismes parastataux qui auraient des services à l'étranger.

\+

\+ \+

CHAPITRE Ier DU PROJET.

Article 1er.

La loi du 28 juin 1932 est applicable, selon la terminologie employée dans l'article 1er, aux administrations de l'Etat, des provinces et des communes, aux régies, aux services concédés, aux établissements publics et, en général, à toutes les administrations et autorités publiques subordonnées.

.../...

Le projet abandonne cette terminologie et définit, dans l'article 1er, le champ d'application de la loi en se référant aux différents modes de gestion des services publics.

\+ +

L'intention du Gouvernement étant de rendre la loi applicable à tous les services publics centralisés et décentralisés, il est superflu de viser expressément les établissements publics au § 1er. L'établissement public est, en effet, la forme par excellence de la décentralisation par services. L'inclusion expresse dans le texte du § 1er des mots "établissements publics" pourrait, en effet, créer des doutes quant à l'application de la loi à d'autres types de services publics décentralisés qui ne répondent pas à la notion exacte d'établissements publics.

\+ +

La notion de "mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée", et que la loi ou les pouvoirs publics ont confiée à des personnes physiques ou morales dans l'intérêt général, est imprécise et, par là même, rend incertaine la détermination exacte du champ d'application de la loi.

Si l'intention du Gouvernement était de rendre la loi applicable aux personnes physiques ou morales qui, tout en conservant leur caractère privé, assument la gestion d'un service public parce qu'elles ont été autorisées ou agréées à cette fin, il conviendrait de rédiger le § 2 de l'article 1er de manière adéquate.

.../...

L'exposé des motifs ne contenant aucune explication à ce sujet, il est impossible de définir la portée réelle de cette disposition.

\+ +

L'article 1er, § 3, dispose que la présente loi régit "les actes administratifs émanant des autorités scolaires, du pouvoir judiciaire et de ses auxiliaires".

Cette rédaction laisse incertaine la détermination du champ d'application exact de la loi.

Il n'existe, en effet, aucune définition légale des "actes administratifs émanant des autorités scolaires, du pouvoir judiciaire et de ses auxiliaires", et l'exposé des motifs n'apporte aucune lumière sur ce point.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative, le rapport de la section centrale de la Chambre s'exprimait ainsi : "Des lois spéciales règlent ou régleront l'emploi des langues en matière de justice ou d'enseignement. Mais l'administration de la justice ou de l'enseignement public, les actes d'ordre administratif accomplis par les autorités judiciaires ou scolaires, sont de toute évidence soumis à la loi sur l'emploi des langues en matière administrative ... ". Selon les explications du fonctionnaire délégué, ce texte exprimerait adéquatement les intentions du Gouvernement quant à la notion d'actes administratifs.

.../...

Le projet se fonde ainsi sur une distinction entre les actes qui relèvent de l'exercice du pouvoir judiciaire ou de la mission d'enseignement et qui sont, par là même, régis par des lois particulières, et les actes qui relèvent de l'activité administrative des autorités judiciaires ou scolaires et qui ne sont pas régis par ces lois. Cette distinction n'apparaît ni du texte du projet, ni de l'exposé des motifs.

+

La notion d'autorités scolaires est susceptible de recevoir des sens différents. On peut comprendre, en effet, l'autorité scolaire soit comme étant le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement, c'est-à-dire "l'autorité, la ou les personne (s) physique (s) ou morale (s) qui en assume (nt) la responsabilité", soit comme étant toute personne qui exerce une autorité sur les élèves ou assume une responsabilité dans l'organisation administrative d'un établissement d'enseignement.

.../...

Il importe, dès lors, que le projet précise la portée exacte de cette notion.

+

Il y a lieu d'observer enfin que les expressions "actes administratifs" et "autorités scolaires" sont de nature à soulever, en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, des controverses quant à la compatibilité du § 3 avec les articles constitutionnels qui consacrent les libertés d'enseignement et d'association.

Il conviendrait que, sur ce point également, l'intention du Gouvernement soit éclaircie.

+

La notion d'auxiliaire du pouvoir judiciaire n'est définie par aucun texte et peut prêter à des interprétations diverses. Il serait souhaitable que ce texte, au lieu de se référer à la notion imprécise d'auxiliaires du pouvoir judiciaire, énumère expressément les personnes qu'il entend assujettir à la loi.

+

.../...

La notion d'"opérations électorales", qui figure à l'article 1er, § 3, est également très vague; le texte laisse incertaine la question de savoir s'il s'agit uniquement des opérations relatives aux élections dites politiques (législatives, provinciales et communales), ou s'il s'agit aussi des opérations relatives à toutes les autres élections prévues par les lois (juges aux tribunaux de commerce, membres des conseils de prud'hommes, des conseils d'entreprises, des comités d'embellissement des lieux de travail, etc ...).

\+ +

Les mots "services publics", utilisés à l'article 1er, sont ambigus. Au § 1er, ils ont le sens traditionnel que leur donne la doctrine en droit public : ils désignent toutes les administrations, centrales, provinciales et communales, qu'elles soient centralisées ou décentralisées. Au § 4, au contraire, on leur attribue un sens conventionnel, qui couvre à la fois les administrations mentionnées au § 1er, les concessionnaires de services publics (au sens matériel du terme), les personnes chargées d'une "mission d'intérêt général" et, enfin, dans une certaine mesure, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, le pouvoir judiciaire et ses auxiliaires, ainsi que les "autorités scolaires". Le paragraphe annonce que c'est dans ce sens conventionnel que les mots "services publics" seront employés dans la suite du projet.

.../...

Or, en réalité, si certains services locaux, régionaux et centraux, dont traitent respectivement les chapitres III, IV et V du projet, coïncident avec un "service public" au sens conventionnel de l'article 1er, § 4, beaucoup d'autres ne constituent qu'une division de pareil "service public".

Il faudrait donc utiliser, pour désigner conventionnellement tous les "services" régis par les divers chapitres du projet, un terme distinct de ceux qui sont employés à l'article 1er, § 1er, et lui donner une définition adéquate. A cet effet, le Conseil d'Etat suggère d'employer le mot "service" tout court, qui a un sens plus administratif, par opposition au terme "service public", qui a un sens plus doctrinal, et de dire dans le texte que le seul mot "service" désigne aussi bien toute personne physique visée à l'article 1er, §2 et § 3, que toute division ou subdivision à circonscription déterminée des "services publics" et des personnes morales visées à l'article 1er, § 1er, § 2 et § 3, du projet du Gouvernement.

CHAPITRE II DU PROJET.

A l'article 3, § 2, l'emploi des mots "région de transition" pour désigner les neuf communes où se rencontrent les trois langues usitées en Belgique, pourrait faire croire qu'il existe au regard de la loi cinq régions linguistiques, alors qu'il ressort clairement de l'exposé des motifs et du texte même du projet qu'il n'y en a que quatre.

.../...

Cette fausse impression est renforcée par le fait que le chapitre II ne fait nulle allusion aux onze communes à régime spécial du Brabant, ni aux six communes du canton de Malmédy, tel qu'il est réduit par le projet, alors que ces deux groupes occupent, dans les régions de langue néerlandaise et de langue française, une position semblable à celle de la prétendue "région" de transition, qui fait en réalité partie intégrante de la région de langue française.

Afin de lever toute équivoque à cet égard, le Conseil d'Etat suggère d'énumérer, après la description de chaque région linguistique, les communes à régime spécial qui en font partie, en évitant d'employer pour les désigner le mot "région".

\+

\+ \+

Les trois groupes de communes à régime spécial étant régis par des règles différentes, il est indispensable, pour éviter de nombreuses et incompréhensibles références, de donner à chacun un nom. Les communes de la "région de transition" peuvent être désignées par l'expression "les communes de transition". Pour les communes du canton de Malmédy, l'appellation pourrait être : "les communes malmédiennes". En ce qui concerne les communes à régime spécial du Brabant, le qualificatif "périphériques", utilisé par l'exposé des motifs, est adéquat en tant qu'il s'applique aux huit communes de la région de langue néerlandaise, mais non en tant qu'il s'applique aux communes de la

région de langue française : Waterloo, La Hulpe et Braine-le-Château,qui n'ont aucun point de contact avec l'agglomération bruxelloise. Il serait plus simple de dire, à titre purement conventionnel : "les communes suburbaines".

\+

\+ +

L'article 4 ne se borne pas à énumérer les communes de la région de langue allemande; il modifie le ressort des cantons judiciaires d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, en joignant au canton d'Eupen la commune de La Calamine, qui avait été rattachée au canton d'Aubel par la loi du 15 septembre 1919, et au canton de Saint-Vith, les communes de Bullange, Butgenbach, Elsenborn et Rocherath, qui avaient été comprises dans le canton de Malmédy par la loi du 6 mars 1925.

Il serait préférable, d'une part, de ne pas lier définitivement la composition de la région de langue allemande à celle des cantons judiciaires; d'autre part, de rectifier les limites de ceux-ci par des dispositions qui modifieraient textuellement les lois de 1919 et 1925 précitées, qui comporteraient les mesures transitoires nécessaires et qui seraient insérées à la fin du projet. Au besoin, un article supplémentaire adapterait à ces modifications la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire. A ces fins, le Ministre de la Justice devrait intervenir dans la rédaction du projet et proposer et contresigner celui-ci conjointement avec son collègue de l'Intérieur et de la Fonction publique.

.../...

CHAPITRE III DU PROJET.

Ce chapitre traite des services "locaux". Ce qualificatif purement conventionnel devrait être défini dans un article liminaire.

Les deux sections du chapitre règlent, l'une pour les régions de langue néerlandaise, française et allemande, l'autre pour l'agglomération bruxelloise, l'emploi des langues par les services locaux :

1° en service intérieur, dans les rapports avec les services dont ils dépendent et avec les autres services (articles 6 et 11);

2° pour les avis, communications et formulaires destinés au public (articles 7 et 12);

3° dans les rapports avec les particuliers (articles 8 et 13);

4° pour les actes concernant les particuliers et pour les certificats, déclarations et autorisations qui sont délivrés à ceux-ci (articles 9 et 14).

Les derniers articles de chaque section (10 et 15) tirent les conséquences des différents régimes, au point de vue des conditions de nomination ou de promotion aux emplois, de l'exercice des fonctions et de la répartition du travail dans les "services".

+

\+ +

.../...

La rédaction des articles 6 à 9 devrait mieux faire ressortir que la règle, en région néerlandaise, française ou allemande, est l'emploi de la langue de la région et que les diverses dispositions spéciales n'ont pour but que d'imposer ou permettre, en certains cas, l'emploi d'une seconde, voire d'une troisième langue au profit des populations "minoritaires", ou d'organiser dans les autres cas la délivrance de traductions officielles.

\+

\+ +

Il semble ressortir de la comparaison des articles 6 et 8, dont le premier seul emploie le mot "exclusivement", que l'usage de traductions accompagnant les documents est interdit en service intérieur et dans les rapports avec les autres services de la même région, mais qu'il ne l'est pas dans les rapports avec les particuliers.

\+

\+ +

Article 9.

Il serait opportun de scinder l'article 9 en deux articles, dont l'un traiterait des seuls "actes" et l'autre, des certificats, déclarations et autorisations. Ces deux groupes de documents ne sont pas soumis aux mêmes régimes. En effet, les "actes" sont toujours dressés dans la langue de la région, sauf dans les communes de transition, où les

.../...

intéressés ont le choix entre les trois langues usitées en Belgique. Le régime est plus libéral en matière de certificats, etc..., en ce sens qu'un certain choix est laissé aux intéressés dans d'autres communes encore : entre le néerlandais et le français dans les onze communes suburbaines; entre le français et l'allemand, dans les communes malmédiennes et dans celles de la région de langue allemande.

En ce qui concerne les "actes" régis par l'article 9, il importe de se référer à la définition donnée au cours des travaux préparatoires de la loi du 28 juin 1932. Il s'agit, au sens le plus large du terme, des actes dressés par les services et concernant des particuliers, ainsi que des actes passés entre les services et les particuliers.

\+

\+ +

Artiole 10.

L'article 10, § 1er, énonce un principe général applicable également dans les communes qui ont un régime linguistique spécial et auxquelles s'appliquent les §§ 2, 3 ou 4 du même article.

\+

\+ +

.../...

Le paragraphe 2 fixe les règles applicables aux agents des services publics locaux établis dans les communes mentionnées à l'article 7, § 2, du projet, communes que les articles 3 et 4 du texte proposé par le Conseil d'Etat dénomment "communes suburbaines".

Alors que les autres dispositions du projet établissant des règles applicables aux membres du personnel, ne font pas de distinction entre les agents selon qu'ils relèvent de l'une ou de l'autre des autorités mentionnées à l'article 1er, l'article 10, § 2, distingue, d'une part, les fonctions ou emplois "dans les administrations communales", auxquels il consacre quatre alinéas, et, d'autre part, les agents attachés aux services locaux "de l'Etat ou qui y sont assimilés", qui font l'objet du cinquième alinéa. Ces deux expressions devraient être précisées, afin de montrer qu' elles englobent tous les services publics énumérés à l'article 1er. L'expression "administrations communales" pourrait être remplacée par "administrations des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes". L'expression "services locaux relevant de l'Etat ou qui y sont assimilés" pourrait être remplacée par "services publics locaux autres que ceux des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes".

+

+ +

.../...

Le quatrième alinéa du § 2 fait de la réussite de l'examen sur la connaissance des langues, une condition de la participation aux examens d'admission ou de promotion. Les nominations et promotions n'étant pas toujours subordonnées à la réussite d'une épreuve, il paraît plus logique de faire de la réussite de l'examen sur la connaissance des langues une condition de la nomination. C'est ce que fait le texte proposé par le Conseil d'Etat. Ce texte devrait être modifié si le Gouvernement entendait n'imposer l'examen sur la connaissance des langues que lorsqu'un examen professionnel est imposé par le statut de l'agent.

Si le Gouvernement ne se rallie pas à la proposition du Conseil d'Etat, cet alinéa 4 devra en tout état de cause débuter par les mots : "Aucun candidat aux fonctions ou emplois visés aux alinéas 2 et 3 ne peut ...". En effet, les agents visés à l'alinéa 2 ne peuvent bénéficier normalement d'une promotion.

\+

\+ \+

L'alinéa 5 du § 2 dispose : "Des connaissances linguistiques appropriées sont, suivant les critères susindiqués, imposées aux fonctionnaires et agents attachés aux services locaux relevant de l'Etat ou qui y sont assimilés".

.../...

Tel qu'il est rédigé cet alinéa n'impose pas aux agents des "services locaux relevant de l'Etat ou qui y sont assimilés" l'obligation de passer des examens sur la connaissance des langues. Il impose à certains de ces agents des connaissances linguistiques, mais celles-ci seront appréciées par l'autorité responsable de l'organisation du service, par les moyens dont elle sera juge. Le deuxième alinéa du § 2 n'est pas applicable aux agents des "services locaux relevant de l'Etat ou qui y sont assimilés", puisque cet alinéa ne concerne que des fonctions des communes ou des commissions d'assistance publique. La règle énoncée au troisième alinéa du § 2, qui impose aux agents en rapport avec le public la connaissance élémentaire de la seconde langue, est donc seule applicable aux agents des "services locaux de l'Etat ou qui y sont assimilés". Si le Gouvernement entendait imposer un examen pour la vérification de la connaissance élémentaire de la seconde langue, exigée de certains des agents visés à l'alinéa 5 du § 2, le texte proposé par le Conseil d'Etat devrait être complété. En outre, si le Gouvernement entendait imposer à certains agents occupant des emplois ne relevant pas de l'administration des communes ou des commissions d'assistance publique, une connaissance non pas "élémentaire" mais "suffisante" de la deuxième langue, il devrait compléter le texte proposé par le Conseil d'Etat soit en énumérant, comme le fait l'alinéa 2, les emplois pour lesquels la connaissance suffisante de la deuxième langue est imposée, soit en chargeant le Roi de désigner ces emplois.

\+

\+ \+

.../...

Le paragraphe 3 dispose que "dans les communes de la région de transition, les emplois dont les titulaires sont en contact avec le public sont conférés de manière telle que le public puisse se servir, sans la moindre difficulté, de sa propre langue". Des dispositions semblables figurent au § 4 du même article, à l'article 18, § 7, à l'article 28 et à l'article 29, § 3. Les dispositions des articles 10, § 4, 28 et 29, § 3, sont toutefois limitées à l'usage de deux langues. Ces divers articles laissent aux administrations auxquelles la loi impose des obligations à l'égard du public la faculté d'organiser librement leurs services, pourvu que, grâce à l'organisation qu'elles choisissent, elles respectent ces obligations.

En permettant au public de se servir, dans certaines communes, de la langue de son choix, ces articles pourraient faire croire que dans d'autres communes du pays le public n'aurait pas ce droit, ce qui méconnaîtrait la liberté garantie par l'article 23 de la Constitution qui "a pour effet d'assurer le droit de se servir de la langue de leur choix à tous les citoyens

.../...

agissant comme tels, dans le cercle de leurs intérêts individuels, soit dans leurs rapports entre eux, soit vis-à-vis de l'autorité" (Cass. 8 août 1895, Pas. 1895, I, p. 269). Le même article de la Constitution permettant au législateur de régler l'emploi des langues pour les actes de l'autorité publique, la loi peut prévoir que, dans certaines communes, l'administration sera obligée de répondre au public dans la langue dont celui-ci use. La rédaction des articles précités devrait donc être modifiée et faire apparaître que la loi ne règle que l'emploi des langues par l'administration et qu'elle ne règle, en aucun cas, l'emploi des langues par les administrés.

\+

\+ \+

Au § 3, il conviendrait de préciser les langues que l'administration doit employer dans les communes de la région de transition, communes que l'article 4 du texte proposé par le Conseil d'Etat dénomme "communes de transition".

.../...

Articles 11 à 14.

Les articles 11 à 14 renforcent le principe du bilinguisme pour tous les services de l'agglomération bruxelloise. Ce principe revêt un triple aspect. Tous les documents collectifs destinés au public sont bilingues (article 12). En revanche, c'est le particulier qui choisit le néerlandais ou le français pour les actes et autres documents qui le concernent ou qui lui sont destinés (article 14), ainsi que pour ses rapports oraux ou écrits avec les services (article 13). A cette dernière règle, le projet apporte toutefois une dérogation importante : à une personne morale établie en région de langue néerlandaise ou française, il sera toujours répondu dans la langue de la région. C'est aussi la langue de chacune de ces régions qui sera utilisée dans les rapports entre les services de l'agglomération et ceux de la région (article 11, § 2). Troisième aspect du bilinguisme : en service intérieur et dans les rapports avec les services supérieurs et avec les autres services de l'agglomération, le français ou le néerlandais sera employé exclusivement, selon des critères bien déterminés (article 11, § 1er). On constate donc que les services de l'agglomération ne sont jamais tenus d'utiliser l'allemand.

\+

\+ \+

En ce qui concerne les critères selon lesquels le choix de la langue doit se faire pour le service intérieur et pour les rapports avec les autorités supérieures, l'article 11, § 1er, suit un ordre tout à fait illogique. Il donne, en effet, l'impression que les affaires sont en

.../...

principe traitées dans la langue utilisée par les particuliers pour leur introduction. En réalité, c'est en principe la localisation objective de l'affaire qui détermine le choix de la langue et c'est seulement quand cette localisation est impossible qu'on recourt au critère subjectif de la langue de l'intéressé : le particulier qui a introduit l'affaire ou le membre du personnel dont la situation est en cause; enfin, à défaut de critère subjectif, le choix est possible, en ce sens que l'affaire sera traitée dans la langue qui est officiellement celle de l'agent à qui elle est confiée.

Article 15.

L'expression "fonctions et emplois" dans les services publics locaux établis dans l'agglomération bruxelloise, qu'emploie cet article, doit normalement être interprétée comme désignant les membres du personnel des administrations, à l'exclusion des bourgmestres, échevins, conseillers communaux, présidents et membres des commissions d'assistance publique, président et membres d'un conseil de fabrique d'église, président et membres du bureau des marguilliers.

+

+ +

.../...

Tel qu'il est rédigé, le § 1er de l'article 15 a pour effet de généraliser l'examen d'entrée dans les services publics locaux établis dans l'agglomération bruxelloise, en rendant cet examen obligatoire, même dans les services où il n'est pas actuellement requis par les statuts en vigueur. Il impose même l'examen d'admission aux agents que l'autorité voudrait transférer d'un service régional ou central dans un service local établi dans l'agglomération bruxelloise, et relevant de la même administration. Si la rédaction de ce paragraphe correspond exactement à l'intention du Gouvernement, le projet sort des limites qu'il s'assigne, car en imposant des examens portant sur d'autres matières que la connaissance des langues, il règle le recrutement des agents des services publics en raison de considérations qui sont étrangères aux obligations imposées à ces services dans le domaine de l'emploi des langues.

Si le Gouvernement n'a pas l'intention de généraliser l'examen d'admission, le texte du § 1er devrait être modifié de façon à faire apparaître qu'il ne concerne que les examens d'admission éventuellement imposés par les statuts du personnel.

Le premier alinéa du § 4 de l'article 26 appelle la même observation.

\+

\+ \+

.../...

Le § 1er de l'article 15 du projet ne prévoit plus, comme le faisait le § 3 de l'article 9 de la loi du 28 juin 1932, que les candidats peuvent choisir la langue dans laquelle ils présentent leur examen d'admission. Le projet de loi détermine cette langue : ce sera le français ou le néerlandais "suivant que, d'après leur diplôme ou certificat, (les candidats) ont fait leurs études dans l'une ou dans l'autre de ces langues". Une disposition semblable se trouve au § 4 de l'article 26, applicable au recrutement des agents des services centraux dont l'activité s'étend à tout le pays. Elle est étendue par l'article 27 au recrutement des membres du personnel des services d'exécution dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays. Ces dispositions appellent les observations suivantes :

1° Lorsque plusieurs diplômes différents donnent accès à un même grade, le candidat qui aurait obtenu un de ces diplômes après avoir fait des études dans une langue et qui aurait obtenu un autre de ces diplômes après avoir fait des études dans l'autre langue, conservera le choix de se présenter , soit aux examens néerlandais, soit aux examens français.

2° En liant la langue de l'examen d'entrée à la langue du diplôme ou du certificat, le texte suppose que les candidats à des emplois publics doivent toujours être porteurs d'un diplôme ou d'un certificat. Or, les statuts actuellement en vigueur ne contiennent pas toujours une telle exigence. C'est ainsi, notamment,

.../...

qu'aucun diplôme ou certificat d'études n'est, en principe, requis des candidats aux emplois de la quatrième catégorie des agents de l'Etat (voir annexe à l'arrêté royal du 6 février 1954, modifiant l'article 16 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat).

Si le Gouvernement n'avait pas l'intention d'obliger les diverses autorités auxquelles le projet est applicable, à modifier les conditions actuelles de recrutement de leur personnel en exigeant pour tous les grades la possession d'un diplôme ou d'un certificat, le texte devrait prévoir une disposition complémentaire applicable lorsque le candidat ne doit fournir aucun diplôme ou certificat. Une telle disposition complémentaire ne serait cependant pas nécessaire si l'on interprétait le texte comme tenant compte de la langue dans laquelle le candidat a fait ses études, même dans le cas où celui-ci ne doit pas produire un diplôme ou un certificat déterminé.

3° Le projet n'autorise la nomination à certains emplois que des personnes qui ont fait des études, soit en langue néerlandaise, soit en langue française; il exclut ainsi de la nomination à ces mêmes emplois les Belges qui ont fait, en Belgique, des études en langue allemande , sauf dans le cas prévu à l'alinéa 3 du § 4 de l'article 26. Il exclut également les Belges qui ont fait à l'étranger des études dans une autre langue que le français ou le néerlandais et qui peuvent se prévaloir d'une équivalence entre leur diplôme et un diplôme délivré en Belgique. Des Belges peuvent, en effet, faire en Belgique des études primaires et moyennes en langue

.../...

allemande (article 54 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957, et article 58 des lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957). Quant aux équivalences de diplômes, elles sont prévues par plusieurs lois, et notamment par la loi du 2 juillet 1956, concernant l'équivalence des titres universitaires.

Le Gouvernement n'a certainement pas l'intention d'exclure de la nomination à certains emplois les Belges qui ont fait leurs études dans une autre langue que le français ou le néerlandais, ce qui méconnaîtrait l'égale admissiblité des Belges aux emplois publics garantie par l'article 6 de la Constitution. Les dispositions du projet qui se réfèrent à la langue dans laquelle le candidat a fait ses études, devraient donc être complétées.

\+

\+ \+

La formule qu'utilise le § 4 pour déterminer les fonctions dont les titulaires doivent avoir réussi un examen portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue, manque de précision et pourrait susciter des contestations. Elle devrait être précisée.

Dans le texte français de ce paragraphe, les mots "direction supérieure" devraient être remplacés par "haute direction".

.../...

Article 16.

L'article 16 apporte une dérogation et une addition, en matière d'état civil, aux règles énoncées dans les deux premières sections du chapitre III :

1° par dérogation au principe du bilinguisme (voir du trilinguisme) des documents destinés au public dans l'agglomération bruxelloise, dans la région de langue allemande et dans les communes à régime spécial, les publications relatives aux actes d'état civil sont faites exclusivement dans la langue de l'acte auquel elles se rapportent ou ,selon le fonctionnaire délégué le cas échéant dans la langue de la traduction demandée par l'intéressé;

2° si tout acte de l'état civil est dressé dans la langue de la région de l'administration communale qui l'établit, il est transcrit par toute administration d'une commune sans régime spécial de la région de langue française ou néerlandaise dans la langue de cette région. Selon le cas, la traduction sera établie par l'administration réceptrice, par l'administration expéditrice ou par le gouverneur de la province.

Ces deux dispositions seraient utilement ajoutées aux articles qu'elles complètent. Elles devraient elles-mêmes être complétées selon les précisions qui ont été fournies par le fonctionnaire délégué. Elles devraient, en outre, tenir compte du fait que les services de l'agglomération bruxelloise et des communes

.../...

suburbaines sont censés ignorer l'allemand et que ceux de la région allemande et des communes malmédiennes sont censés ignorer le néerlandais.

CHAPITRE IV.

Un article liminaire devrait définir le service "régional" et sa "circonscription", qui n'est autre que son ressort ou le territoire sur lequel s'étend sa compétence. On remarquera que le projet ne semble pas donner toujours le même contenu à la notion de circonscription (comp. les articles 17 et 18 avec l'article 20). Il importe d'éviter pareilles discordances.

\+

\+ \+

Le chapitre IV suit un autre ordre de présentation que le précédent : au lieu de traiter de matières différentes, les articles successifs règlent en une fois le régime complet de chaque groupe de services régionaux. Ces groupes sont établis d'après le contenu linguistique de la circonscription du service, selon que cette circonscription comprend :

- premier groupe : des communes sans régime spécial de la région de langue française ou néerlandaise (article 17);
- deuxième groupe : des communes de la région de langue allemande,

.../...

ou bien

des communes de la région de langue française ou néerlandaise soumises à un régime spécial ou à des régimes différents (article 18);

- troisième groupe : des communes de l'agglomération bruxelloise,

ou bien

des communes de l'agglomération bruxelloise avec des communes d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise ou de ces deux régions (article 21);

- quatrième groupe : des communes de plusieurs régions linguistiques autres que l'agglomération bruxelloise (article 20).

\+

\+ \+

Dans leur rédaction, les différents articles semblent faire de la situation du "siège" du service dans ou hors de l'agglomération bruxelloise, le critère principal dont dépend le régime linguistique. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai : le régime linguistique des services locaux de la circonscription détermine en principe le régime applicable; mais le fait, pour un service d'un groupe déterminé, d'avoir son siège dans l'agglomération, conduit à lui appliquer un autre régime, parce que la commune du siège est assimilée, selon le cas, à une commune "suburbaine" ou à une commune de l'agglomération, qui ferait partie de la circonscription.

.../...

Toutes les hypothèses n'avaient pas été prévues par le projet : les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué ont permis au Conseil d'Etat de combler certaines lacunes.

Dans cet ordre d'idées, il importe de remarquer que l'article 20 exclut l'emploi de la langue allemande par les services régionaux dont la circonscription s'étend à plusieurs régions linguistiques autres que l'agglomération bruxelloise. Il ne semble pas cependant que l'intention du Gouvernement soit d'exclure l'allemand dans le cas où le siège du service se trouverait en région de langue allemande ou dans une commune malmédienne. Il y aurait donc lieu de diviser l'article 20 en deux paragraphes dont le second réglerait cette hypothèse.

Il est indispensable de remplacer, dans un but de clarté, la plupart des références contenues dans les articles 17 à 21 du projet, par la reproduction des dispositions mêmes que ces références désignent.

Comme le projet l'avait fait lui-même pour les services locaux des régions de langue néerlandaise, française et allemande et pour ceux de l'agglomération bruxelloise (articles 10 et 15), il importe de grouper en un seul article toutes les dispositions qui concernent le statut des agents des services régionaux (articles 17 partim, 18, § 1er, 18, § 7, 19, 20, § 3, et 21 partim), dispositions qui font l'objet des observations suivantes.

.../...

Article 20.

Les mots "sans cependant être soumis à la règle du recrutement régional", qui figurent au § 3, n'ont aucune portée juridique, puisque ni le projet ni aucune autre loi n'impose aux administrations l'obligation de recruter leur personnel dans la région dont elles font partie. Les critères du recrutement que le projet utilise sont, soit la connaissance d'une langue (exemple l'article 10, § 1er), soit les études faites dans une langue (article 26, § 4). Les services visés à l'article 20 ont l'obligation d'utiliser plusieurs langues. Or, il n'est exigé pour le recrutement que la "langue du siège", sauf en ce qui concerne les agents qui sont en rapport avec le public. Pour exécuter sa mission, le service devra toutefois disposer d'agents connaissant une autre langue. Il résulte d'ailleurs du § 1er, 3°, que les agents pourraient passer leur examen d'admission dans une langue qui n'est pas celle de la région dans laquelle est situé le siège du service. Il faut en déduire que même pour les emplois dont les titulaires ne sont pas en rapport avec le public, le service pourra recruter à côté d'agents connaissant uniquement la langue de la région dans laquelle est situé le siège, des agents bilingues et que pour le recrutement de ces derniers, l'examen d'admission pourra être organisé dans une langue qui n'est pas celle de la région dans laquelle est situé le siège du service. Le § 3 pourrait être rédigé de la façon suivante :

.../...

"§ 3. Le personnel de ces services doit connaître la langue de la région dans laquelle est situé le siège. L'autorité peut recruter du personnel connaissant, en outre, une des deux autres langues.

Les services sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public, sans la moindre difficulté, dans les langues reconnues par la présente loi dans les communes de la circonscription".

Dans le texte proposé par le Conseil d'Etat, ces dispositions figurent à l'article 24, §§ 2 et 3.

Article 22.

L'article 22, § 4, a pour objet, par modification à l'article 5 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de permettre que certains arrêtés royaux et ministériels ne soient faits qu'en une seule langue.

.../...

Ce principe de l'unilinguisme de certains textes déroge au principe établi depuis la loi du 18 avril 1898.

Le projet ne concerne que des arrêtés d'organisation interne ("lorsqu'ils n'intéressent que les autorités ou services") ou des arrêtés qui n'ont qu'une portée individuelle, c'est-à-dire des arrêtés qui ne sont pas des règlements et dont la force obligatoire n'est pas subordonnée à une publication préalable. Il serait cependant opportun que le projet prévoie que ces arrêtés ne pourront être faits dans une seule langue que si leur publication n'est ni obligatoire ni prévue; il ne conviendrait pas, en effet, que des arrêtés qui doivent être publiés au Moniteur belge et qui sont donc censés intéresser tous les citoyens (même si cet intérêt est un simple intérêt de fait) ne soient établis qu'eh une seule langue.

D'autre part, la rédaction prévue au projet est défectueuse en ce qu'elle se réfère à "la présente loi", cette présente loi étant le projet et le texte étant destiné à s'insérer dans une autre loi.

\+ +

Le second alinéa du § 4 manque de clarté. On pourrait sans doute l'interpréter comme imposant dans l'instruction et la préparation des arrêtés la langue du service intérieur. Mais s'il en est ainsi, le texte est superflu car il concerne une matière qui est déjà réglée par le § 1er du même article.

.../...

Par contre, s'il faut entendre le verbe "concevoir" dans son sens normal, la disposition est dénuée de toute portée juridique.

Littré définit ainsi le sens figuré du verbe concevoir : "Former en soi, en son coeur, en son esprit". Il s'agit donc d'une activité morale ou intellectuelle, purement intérieure, qui échappe donc à l'emprise de l'ordre juridique.

En toute hypothèse, il serait souhaitable que le Gouvernement précisât son intention.

Article 26.

Cet article établit les règles fixant, en raison des nécessités linguistiques, le statut du personnel des services centraux des services dont l'activité s'étend à tout le pays. Il s'agit des administrations centrales des Ministères, des organismes d'intérêt public et, d'une façon générale, des services centraux de tous les services visés à l'article 1er, §§ 1er et 2, qui étendent leur activité à tout le pays. Cet article s'applique aussi au personnel des services administratifs du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

\+ +

.../...

Le § 1er reproduit l'article 1er de l'arrêté royal du 6 janvier 1933, qui ne s'appliquait qu'aux administrations de l'Etat, en y apportant quelques modifications qui marquent l'intention d'opérer plus fréquemment la séparation des administrations en services français et en services néerlandais.

\+ +

Les §§ 2 et 3 substituent aux "rôles linguistiques" deux "cadres" : l'un français, l'autre néerlandais.

L'article 9, § 4, de la loi du 28 juin 1932 parlait de "groupe linguistique". C'est l'arrêté royal d'exécution du 6 janvier 1933 qui a introduit l'expression "rôle du personnel" devenue "rôle linguistique" dans le langage courant, consacrée par l'article 25, § 4, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 15 avril 1958.

Les deux notions sont différentes. Actuellement, c'est l'agent qui est inscrit dans un rôle, français ou flamand. Les emplois ne sont pas réservés à

.../...

un agent d'un rôle déterminé, sauf lorsque les administrations sont divisées en services français et en services flamands ou lorsqu'une décision administrative préalable à la nomination réserve l'emploi à un rôle.

Le projet prévoit que les fonctionnaires et aussi les emplois auront une appartenance linguistique, non seulement lorsque les services seront divisés en application du § 1er, mais aussi lorsqu'ils ne seront pas divisés. Le Roi devra fixer le nombre des emplois réservés aux agents de chacun des deux cadres linguistiques.

Le sens nouveau que le projet attribue au mot "cadre" présente un inconvénient. En effet, ce mot est actuellement employé par plusieurs lois dans un autre sens, d'ailleurs consacré par une longue pratique administrative. Selon sa signification actuelle, un "cadre" indique le nombre des agents de chaque grade affectés à un service. Il est établi dans un but de contrôle administratif et budgétaire et n'opère pas une répartition des emplois selon les connaissances linguistiques exigées des agents (voir notamment l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la section Ière du chapitre Ier du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. Voir aussi les nombreux arrêtés royaux fixant les cadres du personnel des Ministères).

+

.../...

Le projet ne poursuit pas un but de contrôle administratif ou budgétaire. Son objet est de régler l'emploi des langues. Il ne réglemente l'organisation des services qu'en fonction de cet emploi. Le projet doit donc être compris en ce sens qu'il ne confie pas au Roi le pouvoir de fixer les effectifs des services visés à l'article 1er, §§ 1er, 2 et 3, lorsque le Roi n'a pas actuellement déjà ce pouvoir en vertu d'un autre texte. L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 a confié au Roi le pouvoir de fixer le "cadre" du personnel d'un grand nombre d'organismes. Le Roi possède aussi ce pouvoir en vertu de certaines lois particulières qui ont institué des organismes d'intérêt public. Mais il ne possède pas ce pouvoir à l'égard de toutes les autorités visées à l'article 1er, §§ 1er, 2 et 3. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué, le projet n'étend pas le pouvoir du Roi de fixer les effectifs du personnel de certains organismes d'intérêt public, et lorsque le Roi ne possède pas ce pouvoir en vertu d'un autre texte, il ne pourra qu'opérer une répartition en deux "cadres linguistiques", des emplois dont une autre autorité aura fixé le nombre total.

+

Les personnes visées au § 2 de l'article 1er peuvent exercer, concurremment avec la mission qui les soumet à la loi en projet, une activité privée qui échappe entièrement à celle-ci. A l'égard de ces personnes, le pouvoir du Roi se limitera à répartir, entre les deux groupes linguistiques, les emplois nécessaires à l'exercice de leur mission d'intérêt général.

+

.../...

Le projet substitue la notion d'"équilibre numérique" à celle de "juste équilibre" qui figure au § 4 de l'article 9 de la loi du 28 juin 1932 et qui a été interprétée comme n'imposant pas l'obligation de réserver la moitié des emplois aux agents de chaque groupe linguistique (voir, notamment, l'arrêt du Conseil d'Etat, CREVECOEUR et consorts, n° 3158, du 18 février 1954).

Il résulte de l'exposé des motifs que les termes "équilibre numérique" signifient que les effectifs de chaque cadre devront être numériquement égaux. Les mots "égalité numérique" exprimeraient mieux cette intention.

+

Le projet n'impose pas l'égalité numérique dans chaque grade, mais seulement à chaque "degré" de la hiérarchie, ce qui permettra de grouper dans un même "degré" plusieurs grades soit égaux, soit d'importance sensiblement égale. La notion de "degré" de la hiérarchie n'est pas précisée. Pour les administrations de l'Etat, on pourrait considérer qu'elle correspond à celle de "grades généraux", au sens donné à cette expression par l'article 5 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement d'agents de l'Etat en catégories. Mais dans les autres administrations auxquelles le projet s'applique, la notion de "degré" de la hiérarchie risque de susciter des contestations si elle n'était pas précisée. Pour éviter ces contestations, il serait souhaitable de confier au Roi la mission de déterminer les divers grades qui appartiennent à un même degré.

.../...

Dès lors, le premier alinéa du § 3 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Le Roi détermine, pour chaque service central, le nombre des emplois réservés à chaque cadre, en établissant une égalité numérique à tous les degrés de la hiérarchie.

Il détermine les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie".

+

La règle de l'égalité que le projet prévoit ne pourra être appliquée que si les emplois qui n'ont qu'un seul titulaire sont considérés comme appartenant au même degré de la hiérarchie que d'autres emplois ayant plusieurs titulaires. Pour assurer une parfaite application de cette règle, il faut fixer, pour chaque degré de la hiérarchie, un nombre pair d'emplois. S'il était impossible de fixer dans tous les cas un nombre pair d'emplois du même degré, il serait utile de prévoir que lorsque le nombre des emplois est impair, un de ces emplois n'est pas compté pour la répartition entre les deux cadres (formule de l'article 33 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 15 avril 1958).

+

.../...

Au deuxième alinéa du § 3, les mots "intéressent la région de langue française ou la région de langue néerlandaise dans une proportion autre que celle indiquée ci-dessus" pourraient être remplacés par "intéressent de façon inégale la région de langue française et la région de langue néerlandaise".

+

Au troisième alinéa du § 3, les mots "adjoint linguistique" devraient être remplacés par "adjoint bilingue".

+ +

Les observations qu'appelle le premier alinéa du § 4 sont formulées dans la partie du présent avis relative à l'article 15, § 1er, du projet.

+

Après avoir dit au premier alinéa que les candidats subissent leur examen d'admission en français ou en néerlandais, suivant que leur diplôme ou certificat atteste qu'ils ont fait leurs études dans l'une ou l'autre de ces langues, le § 4 dispose, en son second alinéa, que "leur affectation aux cadres linguistiques a lieu d'après les mêmes critères". Ce texte semble présenter deux critères, alors qu'en réalité il n'y en a qu'un, puisque la langue de l'examen est la même que celle du diplôme ou du certificat.

.../...

Sauf si le Gouvernement voulait imposer comme conditions de la nomination à tous les emplois dans les services centraux la réussite d'un examen d'admission et la possession d'un diplôme ou d'un certificat, il y aurait lieu de prévoir, pour l'affectation aux cadres linguistiques, plusieurs critères qui seraient appliqués dans un ordre déterminé.

+

Le troisième alinéa du § 4 prévoit certaines mesures en faveur "des candidats originaires de la région de langue allemande ou des communes visées à l'article 7, § 5". Il convient de préciser ce que le projet entend par "candidats originaires" d'une région ou d'une commune. L'origine pourrait se déterminer soit par la naissance, soit par le domicile. Il est rappelé que le texte proposé par le Conseil d'Etat dénomme "communes malmédiennes" les communes visées à l'article 7, § 5.

+ +

Le § 5 de l'article 26 du projet pourrait être rédigé de la façon suivante :

"§ 5. L'agent ne peut être promu qu'à un des emplois réservés au cadre auquel il appartient".

+ +

Le § 6 maintient, avec quelques adaptations, la règle figurant à l'article 4, § 3, de la loi du 28 juin 1932, qui prévoit la nomination des adjoints bilingues.

.../...

Actuellement, c'est l'autorité qui nomme qui apprécie si le chef de service ne connaît pas suffisamment la seconde langue. A l'avenir, cette règle subsistera mais l'autorité ne pourra pas considérer comme unilingue un chef de service qui aura réussi l'examen prévu au troisième alinéa du § 3. Le projet ne détermine pas le mode de preuve de la connaissance de la seconde langue par l'adjoint bilingue. Pour éviter tout arbitraire en ce domaine, il pourrait être exigé que le fonctionnaire désigné comme adjoint bilingue eût reussi l'examen prévu au troisième alinéa du § 3.

\+ +

Le § 7 dispose que les règles des §§ 1er à 6 "sont appliquées progressivement". Il fixe un délai pour la publication des arrêtés d'exécution de ces paragraphes et un délai pour leur entrée en vigueur totale. Il prévoit des mesures transitoires.

Les termes "sont appliquées progressivement" manquent de précision. Il est nécessaire de pouvoir déterminer la date à laquelle les nouvelles règles énoncées à l'article 26 vont se substituer aux dispositions actuellement en vigueur de la loi du 28 juin 1932, dont certaines sont cependant abrogées, sans réserve, par l'article 42 du projet. Certes, la mise en vigueur des §§ 1er à 6 de l'article 26 suscitera des difficultés en raison du grand nombre d'autorités que ces dispositions concernent et des différences qui existent entre les dispositions légales et réglementaires qui régissent actuellement le personnel de ces diverses autorités, mais la formule employée par le projet risque d'engendrer l'insécurité

.../...

juridique. Pour éviter celle-ci, il paraît souhaitable de charger le Roi de fixer les dates d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 26, §§ 1er à 6. Ces dates pourraient être différentes non seulement pour les diverses dispositions contenues dans ces paragraphes, mais aussi pour les divers organismes auxquels la loi sera applicable.

+

Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, que les délaix fixés au § 7 sont des délais d'ordre. Ils n'ont donc qu'une portée indicative et à leur échéance le Roi ne sera pas privé du pouvoir réglementaire que le projet lui confie.

+

Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué que les mesures transitoires prévues en faveur des membres du personnel en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi doivent permettre l'inscription de ces agents dans un des deux cadres linguistiques sur base d'autres critères que ceux qui sont prévus par le § 4.

+

.../...

Pour les motifs indiqués ci-dessus, le § 7 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 7. Les arrêtés que le Roi prendra pour l'exécution des §§ 1er à 6 seront publiés au Moniteur belge dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ces arrêtés fixeront les dates auxquelles les dispositions de ces paragraphes seront mises partiellement ou totalement en vigueur et établiront des mesures transitoires en faveur des fonctionnaires et agents en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sans que toutefois l'application intégrale du présent article puisse être retardée au-delà d'un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur des arrêtés eux-mêmes".

\+ +

L'article 26, §§ 1er à 6, n'entrant pas immédiatement en vigueur, il convient de prévoir à l'article 42 du projet que les dispositions de la loi du 28 juin 1932 qui concernent le personnel des services centraux ne sont pas abrogées immédiatement.

.../...

Section II.

La section II est divisée en deux paragraphes. Le groupement des articles dans une même section se fait normalement en sous-sections. En l'occurrence, cette méthode s'impose d'autant plus que l'article 29 est, lui-même, divisé en paragraphes.

La section II devrait, dès lors, être subdivisée de la manière suivante :

"Sous-section I. - Services dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise.
Sous-section II.- Services dont le siège est établi en dehors de l'agglomération bruxelloise".

+

Article 29.

Comme exemples de services d'exécution dont le siège est situé en dehors de l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays, on peut citer les divers services établis à l'aérodrome national.

+ +

Le § 1er omet de prévoir, dans l'énumération des services publics de l'agglomération bruxelloise, les services d'exécution établis dans cette agglomération.

.../...

Le texte proposé comble cette lacune tout en simplifiant la rédaction de l'alinéa 1er.

A l'alinéa 2, l'expression "de l'autre région linguistique" suppose qu'en dehors de l'agglomération bruxelloise et de la région dans laquelle le service d'exécution a son siège, il n'existe qu'une seule autre région. Le texte proposé tient compte de l'existence des quatre régions linguistiques.

\+ +

Le § 3 indique les connaissances linguistiques exigées des agents qui sont en contact avec le public. Il omet de déterminer les connaissances linguistiques exigées des autres membres du personnel. La législation actuelle n'impose pas à l'autorité l'obligation de ne nommer dans de tels services que des candidats connaissant la langue de la région dans laquelle le service a son siège (arrêts du Conseil d'Etat LACOURT et consorts, n°1411, du 27 mars 1952; SEMPELS et consorts, n° 7667, du 1er mars 1960; LENGELE et LELIEVRE, n° 8693, du 29 juin 1961). Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il ne doit pas se prononcer sur cette question.

.../...

Article 30.

Cette disposition vise à éviter des incidents d'ordre linguistique lors des opérations électorales.

Le but poursuivi par cette disposition et la mention dans l'exposé des motifs des présidents et assesseurs "des bureaux de vote" indiquent que le projet, en dédignant les présidents des bureaux électoraux, entend désigner uniquement les présidents des bureaux de vote.

D'autre part, comme le vote a lieu à la commune, il suffit de prévoir, dans les bureaux de vote, l'emploi des langues imposées aux services locaux dans leurs rapports avec les particuliers.

L'article 30 devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Les présidents des bureaux de vote qui ne sont pas à même de s'adresser aux électeurs ou de les renseigner dans les langues dont la présente loi impose l'usage dans les rapports des services locaux avec les particuliers désignent un secrétaire qui peut les assister à cet égard".

Article 31.

La première phrase de cet article reproduit l'article 10 de la loi du 28 juin 1932. La seconde phrase manifeste l'intention d'étendre les mesures de sauvegarde des droits acquis aux agents de tous les services publics.

.../...

Les mesures qui ont été prises par l'arrêté royal du 6 janvier 1933 et par l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 ne s'appliquent qu'aux agents des administrations centrales de l'Etat. Elles ne s'appliquent ni aux agents des services extérieurs dépendant de l'Etat ni aux agents des établissements publics (arrêts du Conseil d'Etat LEMAN, n°7808, du 21 avril 1960, et BOUFFIOULX, n° 5774, du 28 mars 1957).

Les arrêtés précités ne se limitent pas à de simples mesures conservant des avantages acquis. Ils autorisent l'octroi à certains agents de promotions auxquelles ces agents n'avaient pas acquis un droit, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932. L'expression "sauvegarde des droits personnels acquis", employée à l'article 31 du projet, pourra donc être interprétée dans le sens que lui ont donné les arrêtés des 6 janvier 1933 et 28 avril 1947.

+

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, le délai fixé par cet article est un délai d'ordre. A l'expiration de ce délai, le Roi ne sera pas privé du pouvoir que le projet lui confie.

Article 32.

Le délai fixé au § 1er de cet article est aussi un délai d'ordre.

+ +

.../...

Le § 2 assure la sauvegarde des droits personnels acquis par les agents en fonction dans les services locaux établis dans les communes que les articles 3 et 4 du texte proposé par le Conseil d'Etat dénomment "communes suburbaines". A défaut d'indication contraire, il ne semble pas que les termes "droits personnels acquis" aient, dans ce paragraphe, le sens particulier qui vient d'être rappelé dans l'observation relative à l'article 31. Cette expression doit donc être comprise dans son sens usuel. Il en résulte que le § 2 conservera aux intéressés la situation personnelle qu'ils posséderont au moment de l'entrée en vigueur de la loi, mais il ne permettra pas à ceux-ci d'obtenir un avancement de grade s'ils ne satisfont pas aux conditions nouvelles que le projet impose pour la nomination à ce grade.

\+ +

Le § 3 oblige les autorités communales dont les agents se prévalent de la disposition qui garantit leur situation acquise à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'application de certains articles du projet, et notamment de l'article 10, § 2. Cet article impose la connaissance suffisante de la seconde langue aux secrétaire communal, receveur communal, commissaire de police, secrétaire et receveur des commissions d'assistance publique. Le projet devrait indiquer la manière de concilier cette obligation avec le maintien des situations acquises. Il semble, en effet, qu'au cas où un fonctionnaire ne connaît pas suffisamment la seconde langue, la législation existante permet uniquement la mise en disponibilité par

.../...

retrait d'emploi dans l'intérêt du service avec traitement réduit. Semblable mesure ne se concilie pas avec le § 2 de l'article 32 du projet.

Pour le motif indiqué dans les observations relatives à l'article 10, § 2, il conviendrait d'ajouter aux mots "autorités communales" les termes "et celles des personnes publiques subordonnées aux communes".

Article 33.

L'article 33 est également relatif à des mesures de sauvegarde de droits acquis. Il appelle, à ce sujet, la même observation que l'article 32, § 2.

Au premier alinéa, les mots "de droits acquis" devraient être insérés après le mot "sauvegarde", et le mot "publics" devrait être omis dans l'expression "services publics locaux et régionaux".

\+ +

Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué que le second alinéa de l'article 33 ne confie pas un pouvoir réglementaire aux gouverneurs de province. Les mesures que les gouverneurs pourront prendre devront avoir un caractère individuel.

.../...

Article 34.

Cet article soustrait à la consultation syndicale les mesures qui seront prises pour assurer l'exécution de la loi en projet. Le Conseil d'Etat croit utile de faire observer que les lois et règlements actuellement en vigueur prévoient d'autres formalités préalables à la fixation du statut des agents. Lorsque les mesures d'exécution de la loi actuellement en projet concerneront la situation personnelle des agents des services publics, le Roi devra respecter ces autres formalités que le projet ne supprime pas. Comme exemple d'une formalité prescrite dans certains cas, on peut citer la consultation des organes de gestion des organismes d'intérêt public (concernant les formalités préalables à l'établissement du statut du personnel, voir l'avis du Conseil d'Etat précédant l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public - Pasinomie 1961, pp.130 et 131).

En outre, certains textes,et notamment l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, prévoient que le statut du personnel est fixé par le Roi sur proposition du ou des Ministres dont l'organisme relève et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. A défaut de précision dans le texte, ces règles devront aussi être respectées.

.../...

Article 35.

La référence au Code des droits de timbre doit être rectifiée comme suit :

"L'article 59[1], 16°, du Code des droits de timbre ... ".

Article 36.

En imposant aux services décentralisés l'obligation de sanctionner disciplinairement les manquements aux prescriptions linguistiques, le projet restreint l'autonomie dont disposent ces services en les obligeant tout au moins à ouvrir une instruction disciplinaire.

Toutefois, même dans le système établi par le projet, les autorités disciplinaires conservent l'appréciation de l'existence et de la gravité des faits, ainsi que le choix de la peine applicable.

Article 37.

Cet article prévoit la nullité de "tous actes et règlements administratifs contraires, quant à leur forme ou quant à leur contenu, aux dispositions de la présente loi".

L'omission, dans le texte français de cet article, du mot "ou" ne peut résulter que d'une erreur matérielle.

.../...

Quant au caractère de la nullité, il y a lieu d'observer d'abord que l'intention du Gouvernement ne paraît pas être d'instituer en l'occurrence une nullité de plein droit, c'est-à-dire une nullité qui existerait indépendamment de toute constatation par l'autorité compétente. Il résulte, en effet, de l'alinéa 2 du même article et de l'article 39, § 4, alinéa 3, que la nullité des actes visés par ces dispositions doit être soit déclarée, soit constatée, ce qui implique l'intervention de l'autorité légalement compétente. Pour le surplus, il est de principe, en droit administratif, que les nullités de plein droit sont exceptionnelles. A défaut d'indication contraire résultant du texte du projet, il faut donc conclure que l'intervention de l'autorité compétente est requise en toute hypothèse.

D'autre part, il résulte des termes impératifs utilisés à l'article 37, alinéa 1er, que l'intention du Gouvernement est que l'autorité compétente soit tenue de constater la nullité dès qu'elle relève la contrariété à la loi.

Il y a lieu d'observer que le projet ne précise pas par qui la nullité prévue à l'article 37 peut être invoquée. Sauf les cas envisagés par l'article 39, § 4, alinéa 3, qui concerne certains recours au Conseil d'Etat, seront donc applicables en cette matière les règles de droit commun qui subordonnent la recevabilité d'une demande en nullité à la possession d'un intérêt personnel et légitime.

.../...

Il ne semble pas entrer dans l'intention du Gouvernement de déroger à l'ordre de compétence des autorités habilitées à constater la nullité. Celle-ci sera constatée par les cours et tribunaux, par le Conseil d'Etat ou par les autorités de tutelle, dans les limites de leur compétence respective et dans les délais institués par la loi.

Comme le Gouvernement entend donner aux mots "actes et règlements administratifs" la portée la plus large, tombent sous la sanction de la nullité, non seulement les actes administratifs compris dans le sens d'actes des autorités administratives produisant des effets de droit, mais encore tous les actes émanant des "services publics" au sens de l'article 1er du projet, que ces actes entraînent ou non, par eux-mêmes, des effets juridiques.

Seront, dès lors, susceptibles d'être déclarés nuls, aussi bien des actes juridiques comme les actes de l'état civil et les décisions exécutoires, que des actes de procédure et de publication ou des communications quelconques, comme des avis ayant le caractère de simples informations.

Il en résulte que, en raison même de la nature des actes, la sanction de la nullité aura, dans certains cas, des conséquences juridiques très importantes, tandis que, dans d'autres cas, la seule conséquence sera de supprimer le document rédigé en violation des prescriptions linguistiques de la loi.

.../...

Il y a lieu de remarquer que la sanction comminée par la loi, est de nature à entraîner des conséquences disproportionnées si, par exemple, pour une méconnaissance des règles relatives à l'orthographe des noms de communes, les autorités juridictionnelles se voyaient contraintes de constater la nullité d'actes ayant créé des droits importants pour des tiers.

Il importe de souligner la conséquence particulièrement importante que la sanction de la nullité entraîne pour les actes de l'état civil.

L'acte de l'état civil déclaré nul ne peut être rétabli que par la voie de l'action en rectification et c'est le dispositif du jugement ou de l'arrêté, transcrit sur les registres, qui tiendra lieu d'acte.

+

Le texte du projet oppose le contenu des actes à leur forme. Une telle terminologie est inusitée. On peut se demander si le terme "contenu" ne désigne pas, en réalité, le fond par opposition à la forme. Serait ainsi entachée de nullité, quant au fond, une nomination dont le bénéficiaire ne posséderait pas la connaissance des langues requises par la même loi, alors même que l'acte de nomination serait rédigé dans la langue prescrite.

Aux termes de l'alinéa 2, les actes déclarés nuls pour contravention à la présente loi interrompent la prescription ainsi que les délais de procédure impartis à peine de déchéance.

.../...

Cet alinéa 2 reproduit l'alinéa 3 de l'article 40 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Pour l'application de cet alinéa 3, le mot "actes" désigne exclusivement des actes de procédure contentieuse.

En matière administrative, certains actes doivent intervenir dans des délais déterminés, par exemple, en cas d'intervention de l'autorité de tutelle; d'autre part, certaines autorisations cessent d'avoir effet s'il n'en est pas fait usage dans un certain délai.

Si le Gouvernement entend que ces délais soient interrompus par la constatation de la nullité de l'acte, il faudrait prévoir également l'interruption des délais de procédure administrative.

Article 38.

Le § 2 prévoit que les membres de la commission seront nommés par le Roi, sur présentation par les conseils culturels français, néerlandais et allemand.

L'arrêté royal du 7 février 1938, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1951, a créé deux conseils culturels, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. Aucun conseil culturel d'expression allemande n'a été créé à ce jour.

.../...

Sans doute existe-t-il un projet de loi organique des conseils culturels (Sénat, 1959-1960, n° 9), actuellement pendant devant la Chambre des Représentants (Chambre des Représentants, 1959-1960, n° 569). Ce projet, tel qu'il a été voté par le Sénat, institue deux conseils culturels, l'un dans la région wallonne, l'autre dans la région flamande, et prévoit, à l'article 25, que "Le Roi créera une institution culturelle exerçant, en ce qui concerne les Belges de langue allemande, tout ou partie des attributions conférées par la présente loi aux conseils culturels".

Il résulte du dernier alinéa du § 2 de l'article 38 du projet que le Gouvernement entend par "conseils culturels" les institutions dont la création fait actuellement l'objet des débats devant les Chambres législatives.

Il y a lieu d'observer, dès lors, que l'expression "conseil culturel allemand" ne correspond pas exactement à la terminologie employée à l'article 25 du projet de loi organique des conseils culturels.

+

A l'alinéa 4 du même § 2, il serait plus indiqué de fixer directement l'âge de 65 ans.

Si le Gouvernement préférait maintenir le texte du projet, la référence à la loi du 21 juillet 1844 devrait se lire : "à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques".

.../...

Article 39.

Au § 1er, il serait préférable de remplacer l'expression "dans le cadre de" par "dans l'exercice de".

\+ +

Selon les explications du fonctionnaire délégué, chaque Ministre doit consulter la commission avant de trancher toute affaire d'ordre général qui concerne l'application de la loi. Si la commission ne donne pas son avis dans les 45 jours, le Ministre de l'Intérieur se substitue à elle et donne son avis au Ministre intéressé.

Si telle est l'intention du Gouvernement, elle ne ressort pas clairement du texte du § 2.

D'autre part, le Ministre de l'Intérieur ne peut se substituer à la commission, qu'à la condition d'être saisi de la question posée à la commission. Il faudrait donc prévoir que le Ministre qui demande la consultation saisira le Ministre de l'Intérieur de la même question à l'expiration du délai de 45 jours.

Le § 2 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"§ 2. Les Ministres consultent la commission sur toutes les affaires d'ordre général qui concernent l'application de la loi.

.../...

Si l'avis demandé n'est pas émis dans les 45 jours, le Ministre intéressé saisit le Ministre de l'Intérieur qui se substitue à la commission".

\+ +

Aux termes de l'article 1er, § 4, du projet, les mots "services publics" désignent toutes les personnes et tous les services qui tombent sous l'application de la loi.

Au § 3 de l'article 39 du projet, les mots "et les dépositaires de l'autorité soumis à la loi" sont donc inutiles et doivent être omis.

Par souci de concordance avec l'article 1er, § 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat, le mot "publics" devrait aussi être omis.

Le mot "observations" serait plus juste que "communications".

\+ +

Selon l'alinéa 2 du § 4, la commission est habilitée à exercer une surveillance spéciale sur les examens organisés dans le cadre de la présente loi et peut y déléguer des observateurs.

.../...

L'exposé des motifs est muet quant aux intentions du Gouvernement au sujet des pouvoirs de la commission en la matière.

Il semble résulter de la rédaction du § 4, que l'intervention de la commission se limitera ici à déléguer des observateurs aux sessions d'examen et à émettre ensuite les observations qu'elle jugerait devoir faire, alors que dans le cas de l'article 10, § 2, alinéa 4, du projet, la commission est chargée du "contrôle direct" des examens, ce qui paraît impliquer, bien que le projet ne s'explique pas à cet égard, des pouvoirs plus étendus qu'un pouvoir de surveillance.

+

L'intention du Gouvernement, malgré la généralité des termes employés à l'alinéa 3 du § 4, n'est pas de déroger à l'ordre de compétence établi.

Ainsi les demandes en nullité des actes de l'état civil ou des "actes administratifs" émanant du pouvoir judiciaire ou de l'ordre des avocats relèveront des juridictions ordinaires.

A défaut d'explications dans l'exposé des motifs, on peut se demander si l'intention du Gouvernement est de réserver exclusivement à la commission le droit de saisir le Conseil d'Etat en constatation de nullité des actes visés à l'article 39, § 4, alinéa 3.

Un tel système aurait pour conséquence d'empêcher un intéressé, au sens de l'article 11 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, d'invoquer le moyen fondé sur une violation de la loi linguistique de nature à lui faire grief.

.../...

Si telle n'est pas la volonté du Gouvernement, il serait préférable de rédiger le début de cette disposition comme suit :

"Elle est habilitée à demander au Conseil d'Etat la nullité ...".

+

Les demandes en nullité des actes administratifs pris dans le sens d'actes des autorités administratives produisant des effets de droit, ce qui comprend les nominations et promotions et les arrêtés royaux qui se rapportent à la loi, se confondent avec le recours en annulation prévu par l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 et doivent être introduites dans les mêmes délais.

Par ailleurs, en ce qui concerne les demandes en nullité des "documents" et des "actes administratifs" autres que ceux dont il est question ci-dessus, le projet élargit la compétence du Conseil d'Etat en lui permettant de déclarer la nullité d'actes matériels, dépourvus par eux-mêmes d'effets juridiques. Dans ces cas, il semble nécessaire de prévoir un recours préalable obligatoire à l'auteur de l'acte aux fins de faire rétablir l'acte en conformité des dispositions légales sur l'emploi des langues, et d'en régler les délais.

+ +

.../...

Le § 6 prévoit que le Ministre de l'Intérieur, se substituant à la commission, prend une décision, lorsque la commission, saisie d'une plainte, n'a pas donné d'avis dans les cent quatre-vingts jours.

Le rôle de la commission étant, dans le cas prévu par cet article, de caractère purement consultatif, l'intervention du Ministre ne saurait avoir logiquement une autre portée. Le Gouvernement devrait préciser ses intentions à cet égard.

Article 40.

Si le Gouvernement estime devoir fixer l'époque à laquelle le Ministre de l'Intérieur déposera le rapport annuel de la commission sur le bureau des Chambres législatives, il importe que l'alinéa 1er de l'article 40 fixe d'abord l'époque à laquelle la commission fera rapport au Gouvernement.

L'alinéa 3 de l'article 40 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans un rapport complémentaire, le même Ministre fait connaître aux Chambres législatives la suite donnée aux affaires dans lesquelles il s'est substitué à la commission en application de l'article 42, §§ 2 et 6".

.../...

Article 41.

Cet article modifie implicitement l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 en ce qui concerne l'orthographe française des noms des communes d'Auderghem, Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode et Watermael-Boitsfort, ainsi que l'orthographe néerlandaise du nom de la commune de La Hulpe, et il donne une dénomination néerlandaise de Houthem, Luingne et Herseaux. D'autre part, il modifie l'orthographe néerlandaise et l'orthographe française des noms de certaines communes de transition et de certaines communes de la région de langue allemande. Enfin, il précise que l'orthographe actuelle de la dénomination allemande des communes de la région de langue allemande n'est pas modifiée. Or, il y a lieu d'observer que l'arrêté du Régent précité ne consacre aucune dénomination allemande de communes, que, d'autre part, il donne la priorité à une des deux dénominations ou orthographes françaises et néerlandaises pour les communes de l'agglomération bruxelloise, ce qui ne se justifie plus dans l'esprit du projet.

En conclusion, l'article 41 devrait être complété de manière à rencontrer ces observations.

Article 42.

Cette disposition abroge la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, modifiée par la loi du 2 juillet 1954, sauf les dispositions de cette loi pour lesquelles des modifications sont actuellement soumises aux Chambres législatives

.../...

(projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes,et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, Chambres des Représentants, 1961-1962, n° 194).

Ce dernier projet, tel qu'il a été amendé par la commission de l'Intérieur de la Chambre, ajoute à la loi du 28 juin 1932 des dispositions qui font l'objet de nouveaux articles, de nouveaux paragraphes et de nouveaux alinéas. Il en est ainsi à l'article 8, § 3, à l'article 9, § 2, alinéas 3, 4, 5, 6 et 7, et à l'article 10bis, que l'article 42 du projet soumis au Conseil d'Etat maintient en vigueur.

L'intention du législateur ne peut être préjugée et le Conseil d'Etat ne peut que constater que, dans l'état actuel des textes, l'article 42 du projet qui lui est soumis est dépourvu de portée.

En outre, il y a lieu d'observer, pour l'alinéa 2, que la formule d'autorisation de coordination est inhabituelle et, prise à la lettre,

.../...

inexécutable. En effet, le Roi n'est pas autorisé à coordonner ce qui restera de la loi du 28 juin 1932 avec la loi nouvelle, mais uniquement certains articles de cette loi avec certains articles de la loi nouvelle.

Au surplus, il y a lieu de se référer à l'observation générale II qui a été formulée en tête de l'avis.

\+

\+ \+

Le texte proposé ci-après tient compte, dans toute la mesure du possible, des observations qui viennent d'être faites et apporte au projet d'autres modifications de pure forme, qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

Texte du Gouvernement.

PROJET DE LOI SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIERE ADMINISTRATIVE.

Texte proposé par le Conseil d'Etat.

PROJET DE LOI SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIERE ADMINISTRATIVE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Sur proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont le texte suit :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.- CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI.

CHAPITRE PREMIER.- CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI.

Article 1er.-

§ 1. La présente loi est applicable aux services publics centralisés, aux établissements publics et aux autres services publics décentralisés de l'Etat, des provinces et des communes, à moins que leurs actes ne soient régis, au point de vue de l'emploi des langues, par une autre loi.

Article 1er.-

§ 1er. La présente loi est applicable :

1° aux services publics centralisés et décentralisés de l'Etat, des provinces et des communes, dans la mesure où ils ne sont pas régis, au point de vue de l'emploi des langues, par une autre loi;

.../...

§ 2. Elle est applicable aux personnes physiques et morales concessionnaires d'un service public ou chargées d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que la loi ou les pouvoirs publics leur ont confiée dans l'intérêt général.

§ 3. Elle régit l'activité et l'organisation des services du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes ainsi que les actes administratifs émanant des autorités scolaires, du pouvoir judiciaire et de ses auxiliaires. Elle régit également les opérations électorales.

§ 4. Les administrations, services, établissements ou personnes visées dans les paragraphes précédents, sont désignés dans les articles qui suivent par "Services publics".

2° aux personnes physiques et morales concessionnaires d'un service public ou chargées d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que la loi ou les pouvoirs publics leur ont confiée dans l'intérêt général;
(sous réserve de l'observation IX)

3° aux travaux administratifs et à l'organisation des services du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes;

4° aux actes de caractère administratif émanant du pouvoir judiciaire et de ses auxiliaires, ainsi que des autorités scolaires des établissements libres subventionnés ;
(sous réserve des observations relatives à l'article 1er)

5° aux opérations électorales.
(sous réserve de la dernière observation relative à l'article 1er)

§ 2. Les différents services, ayant une compétence territoriale déterminée, des administrations, services publics et établissements visés au § 1er, ainsi que les personnes physiques y mentionnées sont dénommés ci-après "services".

Les dispositions de la présente loi relatives au statut du personnel des services ainsi définis, ne sont applicables qu'au personnel des administrations et personnes visées au § 1er, 1° et 2°, ainsi qu'au personnel administratif du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

.../...

CHAPITRE II. LES REGIONS LINGUISTIQUES.

Article 2 (article nouveau).-

Le pays est divisé en quatre régions linguistiques : la région de langue néerlandaise, la région de langue française, la région de langue allemande et l'agglomération bruxelloise.

Article 2.-

La région de langue néerlandaise comprend les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale et de Flandre occidentale, ainsi que les arrondissements de Louvain et de Bruxelles, à l'exception des communes mentionnées à l'article 5.

Article 3.-

La région de langue néerlandaise comprend :

1° les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et de Limbourg;

2° l'arrondissement de Bruxelles, à l'exception des communes énumérées à l'article 6;

3° l'arrondissement de Louvain.

.../...

Bénéficient d'un régime linguistique spécial, les communes de : Dilbeek, Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Strombeek-Bever, Wemmel et Wezembeek-Oppem, ci-après dénommées "communes suburbaines".

Article 3.-

§ 1er. La région de langue française comprend les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, ainsi que l'arrondissement de Nivelles, à l'exception des communes mentionnées à l'article 4.

§ 2. Dans l'arrondissement de Verviers les communes de Balen, Gemmenich, Henri-Chapelle, Hombourg, Membeek, Montsen, Moresnet, Sippenaken et Welkenraat forment une région de transition.

Article 4.-

La région de langue française comprend :

1° les provinces de Hainaut, de Namur et de Luxembourg;

2° la province de Liège, à l'exception des communes énumérées à l'article 5;

3° l'arrondissement de Nivelles.

Bénéficient de régimes linguistiques spéciaux :

1° dans l'arrondissement de Nivelles, les communes de Braine-le-Château, La Hulpe et Waterloo, qui seront dénommées ci-après "communes suburbaines";

2° dans l'arrondissement de Verviers:

a) les communes de Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Malmédy, Robertville et Waimes, qui seront dénommées ci-après "communes malmédiennes";

b) les communes de Balen, Gemmenich, Henri-Chapelle, Hombourg, Membeek, Montsen, Moresnet, Sippenaken et Welkenraat, qui seront dénommées ci-après "communes de transition".

.../...

Article 4.-

La région de langue allemande comprend les communes de La Calamine, Eupen, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Neu-Moresnet, Walhorn, Hauset, Eynatte, Raeren, Bullange, Bütgenbach, Elsenborn, Rocherath, Amblève, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Saint-Vith, Schoenberg et Thommen (arrondissement de Verviers).

Les dix premières communes sont groupées dans un canton dont le chef-lieu est Eupen. Les autres communes forment un canton dont le chef-lieu est Saint-Vith.

Article 5.-

L'agglomération bruxelloise comprend les communes de Anderlecht, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Oudergem, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Node, Schaarbeek, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Uccle et Watermaal-Boitsfort.

Article 5.-

La région de langue allemande comprend les communes de :

a) Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kettenis, La Calamine, Lontzen, Neu-Moresnet, Raeren et Walhorn;

b) Amblève, Bullange, Butgenbach, Crombach, Elsenborn, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Rocherath, Saint-Vith, Schoenberg et Thommen.

Article 6.-

L'agglomération bruxelloise comprend les communes de : Anderlecht, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Oudergem, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Node, Schaarbeek, Uccle, Watermaal-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre.

CHAPITRE III. L'EMPLOI DES LANGUES PAR LES SERVICES LOCAUX.

Article 7 (article nouveau).-

Pour l'application de la présente loi, on entend par services locaux les services au sens de l'article 1er, § 2, dont l'activité ne s'étend pas à plus d'une commune.

.../...

Section 1ère. Régions de langue néerlandaise, de langue française et de langue allemande.

Article 6.-

§ 1er. Les services publics locaux établis dans les régions de langues française, néerlandaise et allemande utilisent exclusivement la langue de la région dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports avec les services publics supérieurs dont ils relèvent et dans leurs rapports avec les autres services publics de la région linguistique dont ils font eux-mêmes partie. Dans leurs relations avec les services publics locaux et régionaux établis dans l'agglomération bruxelloise ils emploient toujours leur propre langue de service intérieur.

§ 2. Les services publics locaux établis dans les communes de la région de transition se conforment aux règles imposées par le paragraphe précédent aux services publics locaux de la région de langue française.

Toutefois, les affaires introduites par les habitants sont traitées en service intérieur dans la langue dont les intéressés ont fait usage.

Article 7.-

§ 1er. Les services publics locaux établis dans les régions de langues française et néerlandaise rédigent dans la langue de la région les avis et communications qu'ils font au public et les formulaires qu'ils délivrent au public.

Article 8.-

Tout service local établi dans la région de langue néerlandaise, de langue française ou de langue allemande utilise exclusivement la langue de sa région dans ses services intérieurs, dans ses rapports avec les services dont il relève, ainsi que dans ses rapports avec les autres services de la même région linguistique et de l'agglomération bruxelloise.

Toutefois, dans les communes de transition, si une affaire est introduite par un particulier en néerlandais ou en allemand, elle est traitée dans la même langue en service intérieur.

Article 9.-

§ 1er. Les services locaux établis dans la région de langue néerlandaise ou dans la région de langue française rédigent dans la langue de la région les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

.../...

§ 2. Dans les communes de Dilbeek, Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Strombeek-Bever, Wemmel, Wezembeek-Oppem (arrondissement de Bruxelles), Braine-le-Château, La Hulpe et Waterloo (arrondissement de Nivelles), les avis et communications au public, ainsi que les formulaires délivrés au public, sont rédigés en néerlandais et en français, la priorité étant donnée à la langue de la région dont la commune fait partie en vertu des articles 2 ou 3.

§ 5. Dans les communes de Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Malmédy, Robertville, et Waimes (arrondissement de Verviers), les avis et communications au public, ainsi que les formulaires délivrés au public sont rédigés en français et en allemand.

§ 3. Dans les communes de la région de transition le Roi peut, après enquête et avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, prescrire pour chaque commune intéressée qu'en matière d'avis, de communications et de formulaires il sera dérogé à l'unilinguisme.

§ 4. Dans les communes de la région de langue allemande, les avis et communications au public, ainsi que les formulaires délivrés au public sont rédigés en allemand et en français. La priorité est donnée à la langue allemande.

Les mêmes documents sont rédigés en outre :

a) dans la seconde langue nationale, dans les communes suburbaines;

b) en allemand, dans les communes malmédiennes.

Pour chaque commune de transition, le Roi peut décider, après enquête et avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, que les documents précités seront rédigés soit en français et en néerlandais, soit en français et en allemand, soit même dans les trois langues, par tout service local établi sur son territoire.

§ 2. Les services locaux établis dans la région de langue allemande rédigent en allemand et en français les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

.../...

Article 16.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 7, §§ 2, 3, 4 et 5,ainsi qu'à l'article 12, les avis qui ont trait à l'état civil sont uniquement rédigés dans la langue des actes auxquels ils se rapportent.

§ 3. Par dérogation au § 1er, alinéas 2 et 3, et au § 2, toute publication relative à l'état civil est faite exclusivement dans la langue de l'acte auquel elle se rapporte ou,le cas échéant, dans la langue de la traduction que l'intéressé a déclaré vouloir obtenir en vertu de l'article 11.

Article 8.-

§ 1er. Les services publics locaux établis dans les régions de langue néerlandaise et française utilisent dans leurs rapports avec les particuliers la langue de la région.

§ 2. Dans les communes visées à l'article 7, § 2, il est répondu aux particuliers en français ou en néerlandais suivant la langue utilisée par les intéressés.

§ 3. Dans les communes de la région de transition il est répondu aux particuliers dans la langue dont les intéressés ont fait usage.

§ 4. Dans les communes de la région de langue allemande, et dans les communes visées à l'article 7, § 5, il est répondu aux particuliers en allemand ou en français suivant la langue utilisée par les intéressés.

Article 10.-

Tout service local établi dans la région de langue néerlandaise, de langue française ou de langue allemande utilise la langue de sa région dans ses rapports avec les particuliers.

Toutefois, il est répondu dans la langue utilisée par le particulier lorsque celui-ci s'adresse :

a) dans la seconde langue nationale, à un service situé dans une commune suburbaine;

b) en allemand, à un service situé dans une commune malmédienne;

c) en néerlandais ou en allemand, à un service situé dans une commune de transition;

d) en français , à un service situé dans la région de langue allemande.

.../...

Article 9.-

§ 1er. Les services publics locaux établis dans les régions de langues française et néerlandaise rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans la langue de la région.

§ 2. Tout intéressé, qui en établit la nécessité, peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction dans une des trois langues. Cette traduction vaut expédition ou copie conforme. L'intéressé adresse sa demande au Gouverneur de la province où il est domicilié ou, s'il s'agit d'un acte ou d'un certificat à traduire de l'allemand ou dans cette langue, au Gouverneur de la province de Liège.

§ 3. Dans les communes énumérées à l'article 7, § 2, les actes sont établis dans la langue déterminée par la présente loi pour les services intérieurs ; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction dans l'autre langue nationale, en français ou en néerlandais , suivant le cas. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats, déclarations et autorisations sont établis dans la langue indiquée par le requérant intéressé.

§ 6. Dans les communes visées à l'article 7,§ 5, les actes et certificats sont rédigés en français; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction en allemand.Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme.Les certificats, déclarations et autorisations sont établis en français ou en allemand suivant les indications données par le requérant intéressé.

Article 11.-

§ 1er. Tout service local établi dans la région de langue néerlandaise ou de langue française rédige dans la langue de sa région les actes qui concernent des particuliers.

Tout intéressé qui en établit la nécessité, peut s'en faire délivrer gratuitement la traduction certifiée exacte dans la seconde langue nationale ou en allemand. Cette traduction vaut expédition ou copie conforme. Elle est demandée par le particulier au gouverneur de la province de son domicile ou, s'il s'agit d'une traduction allemande, au gouverneur de la province de Liège.

Par dérogation à l'alinéa 2, dans les communes suburbaines et dans les communes malmédiennes, tout intéressé peut obtenir gratuitement et sans justifier sa demande, du service qui a dressé l'acte, une traduction certifiée exacte, valant expédition ou copie conforme :

a) dans la seconde langue nationale, si le service est établi dans une commune suburbaine;

b) en allemand, si le service est établi dans une commune malmédienne.

§ 4. Dans les communes de la région de transition, les actes, certificats, déclarations et autorisations sont rédigés dans la langue dont les requérants intéressés demandent l'emploi.

§ 5. Dans les communes de la région de langue allemande, les actes et certificats sont établis en allemand ; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction en français. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats, déclarations et autorisations sont établis en allemand ou en français suivant les indications données par le requérant intéressé.

§ 2. Par dérogation au § 1er, tout service local établi dans une commune de transition rédige les actes qui concernent des particuliers en français, en néerlandais ou en allemand, selon le désir exprimé par les intéressés.

§ 3. Tout service local établi dans la région de langue allemande rédige en allemand les actes qui concernent des particuliers.

Tout intéressé peut s'en faire délivrer gratuitement une traduction française certifiée exacte , qui vaut expédition ou copie conforme.

Article 16.-

§ 2. Les administrations communales unilingues font toujours usage de la langue du service intérieur pour la transcription des actes de l'état civil dans leurs registres. Si l'acte à transcrire émane d'une administration communale soumise à l'article 9, §§ 3, 4, 5 et 6, ou à l'article 14, cette administration y joint, si nécessaire, une traduction. Si l'acte émane d'une administration communale unilingue, la traduction est délivrée conformément aux règles indiquées à l'article 9, § 2.

§ 4. Toute administration communale fait usage de la langue de sa région pour la transcription des actes de l'état civil. Toutefois les administrations communales des communes de transition transcrivent ces actes dans la langue originelle.

Lorsqu'il y a lieu à transcription dans une langue autre que celle de l'acte :

1° si l'acte émane d'une commune sans régime spécial de la région de langue néerlandaise ou de langue française , l'administration réceptrice demande la traduction au gouverneur de sa province ou au gouverneur de la province de Liège, selon le cas;

.../...

2° si l'acte émane d'une commune suburbaine, malmédienne ou de transition, d'une commune de la région allemande ou d'une commune de l'agglomération bruxelloise, l'administration expéditrice y joint elle-même la traduction, sauf si la commune réceptrice est légalement apte à établir cette traduction. Toutefois, s'il s'agi d'un acte d'une commune suburbain ou de l'agglomération bruxelloise à traduire en allemand, ou d'un acte de la région allemande à traduire en néerlandais, l'administration réceptrice demande la traduction au gouverneur de la province de Liège.

Article 9.-

§ 1er. Les services publics locaux établis dans les régions de langues française et néerlandaise rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans la langue de la région.

§ 2. Tout intéressé qui en établit la nécessité, peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction dans une des trois langues. Cette traduction vaut expédition ou copie conforme. L'intéressé adresse sa demande au Gouverneur de la province où il est domicilié ou, s'il s'agit d'un acte ou d'un certificat à traduire de l'allemand ou dans cette langue, au Gouverneur de la province de Liège.

Article 12.-

§ 1er. Tout service local établi dans la région de langue néerlandaise, ou de langue française, rédige dans la langue de sa région les certificats, déclarations et autorisations qu'il délivre aux particuliers.

Tout intéressé qui en établit la nécessité peut s'en faire délivrer la traduction aux conditions prévues à l'article 11, § 1er.

.../...

§ 3. Dans les communes énumérées à l'article 7, § 2, les actes sont établis dans la langue déterminée par la présente loi pour les services intérieurs ; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction dans l'autre langue nationale, en français ou en néerlandais, suivant le cas. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats, déclarations et autorisations sont établis dans la langue indiquée par le requérant intéressé.

§ 6. Dans les communes visées à l'article 7, § 5, les actes et certificats sont rédigés en français ; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction en allemand. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats, déclarations et autorisations, sont établis en français ou en allemand suivant les indications données par le requérant intéressé.

§ 4. Dans les communes de la région de transition, les actes, certificats, déclarations et autorisations sont rédigés dans la langue dont les requérants intéressés demandent l'emploi.

§ 2. Par dérogation au § 1er, le document est rédigé selon le désir exprimé par l'intéressé :

a) en français ou en néerlandais, si le service est établi dans une commune suburbaine;

b) en français ou en allemand, si le service est établi dans une commune malmédienne;

c) en français, en néerlandais ou en allemand, si le service est établi dans une commune de transition.

.../...

§ 5. Dans les communes de la région de langue allemande, les actes et certificats sont établis en allemand; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer gratuitement la traduction en français. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats, déclarations et autorisations sont établis en allemand ou en français suivant les indications données par le requérant intéressé.

§ 3. Tout service local établi dans la région de langue allemande rédige en allemand ou en français, selon le désir de l'intéressé, les certificats, déclarations et autorisations qu'il délivre aux particuliers.

Article 10.-

§ 1er. Nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi dans les services publics locaux, établis dans les régions de langues française, néerlandaise et allemande, s'il ne connaît la langue de la région.

§ 2. Dans les communes mentionnées à l'article 7, § 2, tous les examens d'admission à une fonction ou un emploi dans les administrations communales ainsi que tous les examens de promotion, doivent avoir lieu dans la langue imposée par la loi pour les services intérieurs.

Les fonctions de secrétaire communal, de receveur communal, de commissaire de police, de secrétaire et de receveur des commissions d'assistance publique ne sont accessibles qu'aux candidats connaissant suffisamment la seconde langue, le français ou le néerlandais, suivant le cas.

Article 13.-

§ 1er. Nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi dans les services locaux, établis dans la région de langue française, de langue néerlandaise ou de langue allemande, s'il ne connaît la langue de la région.

§ 2. Dans les communes suburbaines, les examens éventuellement requis pour l'admission ou pour la promotion à une fonction ou à un emploi dans les administrations des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes doivent avoir lieu dans la langue de la région.

Les fonctions de secrétaire communal, de receveur communal, de commissaire de police, de secrétaire et de receveur des commissions d'assistance publique ne sont accessibles qu'aux candidats ayant réussi au préalable un examen portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue, le français ou le néerlandais, suivant le cas.

.../...

Nul ne peut exercer un emploi le mettant en contact avec le public, s'il n'a pas une connaissance élémentaire de la seconde langue nationale, le français ou le néerlandais, suivant le cas.

Aucun des agents visés aux deux alinéas précédents ne peut participer aux examens d'admission ou de promotion, s'il n'a prouvé au préalable par un examen passé avec fruit qu'il possède les aptitudes linguistiques appropriées à la fonction à conférer. Ces examens ont lieu sous le contrôle direct de la Commission permanente de Contrôle linguistique.

Des connaissances linguistiques appropriées sont, suivant les critères susindiqués, imposées aux fonctionnaires et agents attachés aux services locaux relevant de l'Etat ou qui y sont assimilés.

§ 3. Dans les communes de la région de transition, les emplois dont les titulaires sont en contact avec le public, sont conférés de manière telle que le public puisse se servir, sans la moindre difficulté, de sa propre langue.

Dans les administrations des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes, nul ne peut occuper un emploi le mettant en contact avec le public, s'il n'a réussi au préalable un examen portant sur la connaissance élémentaire de la seconde langue nationale, le français ou le néerlandais, suivant le cas.

Les examens prévus aux alinéas 2 et 3 ont lieu sons le contrôle de la Commission permanente de contrôle linguistique.

Dans les services locaux autres que ceux des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes, nul ne peut occuper un emploi le mettant en contact avec le public s'il n'a pas une connaissance élémentaire de la seconde langue nationale, le français ou le néerlandais, suivant le cas.

§ 3. Dans les communes de transition, les services sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public en français, en néerlandais ou en allemand, sans la moindre difficulté.

.../...

§ 4. Dans les communes de la région de langue allemande et dans les communes visées à l'article 7, § 5, les mêmes emplois sont conférés de manière telle que le public puisse se servir, sans la moindre difficulté, du français ou de l'allemand.

§ 4. Dans les communes de la région de langue allemande et dans les communes malmédiennes, les services sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public en français ou en allemand, sans la moindre difficulté.

Section 2.- L'agglomération bruxelloise.

Article 11.-

§ 1er. Pour l'instruction des affaires en service intérieur, pour leurs rapports entre eux et pour leurs rapports avec les administrations supérieures dont ils relèvent, les services publics locaux, établis dans l'agglomération bruxelloise, font usage, sans recours aux traducteurs, de la langue française ou de la langue néerlandaise suivant les distinctions ci-après :

1. Pour les affaires localisées ou localisables exclusivement dans l'agglomération et pour les affaires non localisées ou non localisables, il est fait usage, pour autant qu'elles soient introduites par des particuliers, de la langue que les intéressés ont utilisée.
De même, lorsqu'il s'agit d'affaires concernant le personnel, il est fait usage de la langue dans laquelle le membre du personnel intéressé a subi son examen d'admission.

Article 14.-

§ 1er. Dans ses services intérieurs, dans ses rapports avec les services dont il relève, ainsi que dans ses rapports avec les autres services de l'agglomération, tout service local établi dans l'agglomération bruxelloise utilise, sans recours aux traducteurs, le français ou le néerlandais suivant les distinctions ci-après :

A. Si l'affaire est localisée ou localisable :

1° exclusivement dans la région de langue française ou de langue néerlandaise : la langue de cette région;

2° à la fois dans l'agglomération et dans la région de langue française ou de langue néerlandaise : la langue de cette région;

3° à la fois dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise : la langue de la région où l'affaire trouve son origine;

.../...

Pour toutes autres affaires localisées ou localisables exclusivement dans l'agglomération et pour toutes autres affaires non localisées ou non localisables, il est fait usage de la langue dans laquelle l'agent traitant a subi son examen d'admission.

2. Pour les affaires localisées à la fois dans la région de langue française et dans celle de langue néerlandaise, il est fait usage de la langue de la région où l'affaire trouve son origine, quelle que soit la langue dans laquelle elles sont introduites. Cette règle est également applicable lorsqu'il s'agit d'affaires localisées à la fois dans les deux régions et dans l'agglomération. Toutefois, quand une affaire de l'espèce trouve son origine dans l'agglomération, elle est instruite suivant les règles indiquées sous le n° 1 ci-dessus.

3. Pour les affaires localisées ou localisables exclusivement dans la région de langue néerlandaise ou à la fois dans cette région et dans l'agglomération, il est fait usage de la langue néerlandaise, même si elles sont introduites dans une autre langue.

4° à la fois dans les régions de langue française et de langue néerlandaise et dans l'agglomération, lorsqu'elle a son origine dans une des deux premières régions : la langue de cette région;

5° à la fois dans les régions de langue française et de langue néerlandaise et dans l'agglomération lorsqu'elle a son origine dans celle-ci : la langue désignée au B ci-après ;

6° exclusivement dans l'agglomération : la langue désignée au B ci-après :

B. Si l'affaire n'est ni localisée, ni localisable :

1° si elle concerne un agent du service : la langue dans laquelle celui-ci a précenté son examen d'admission ;
(sous réserve de l'observation générale n° V)

2° si elle a été introduite par un particulier : la langue utilisée par celui-ci;

3° dans tout autre cas, la langue dans laquelle l'agent à qui l'affaire est confiée, a présenté son examen d'admission.
(sous réserve de l'observation générale n° V).

.../...

4. Pour les affaires localisées ou localisables exclusivement dans la région de langue française ou à la fois dans cette région et dans l'agglomération, il est fait usage de la langue française, même si elles sont introduites dans une autre langue.

§ 3. Les instructions et ordres de service adressés au personnel ainsi que les formulaires et imprimés destinés au service intérieur ou au public sont rédigés en français et en néerlandais.

§ 2. Dans leurs rapports avec les services publics locaux et régionaux des régions de langues française et néerlandaise, les services publics locaux établis dans l'agglomération bruxelloise font usage de la langue de ces régions.

§ 2. Les ordres de service et les instructions adressés au personnel, ainsi que les formulaires et les imprimés destinés au service intérieur sont rédigés en français et en néerlandais.

§ 3. Dans ses rapports avec les services de la région de langue française ou de langue néerlandaise, tout service local de l'agglomération utilise la langue de cette région.

Article 12.-

Dans l'agglomération bruxelloise, les avis et communications au public sont rédigés en français et en néerlandais.

Article 16.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 7, §§ 2, 3, 4 et 5 ainsi qu'à l'article 12, les avis qui ont trait à l'état civil sont uniquement rédigés dans la langue des actes auxquels ils se rapportent.

Article 15.-

Les services locaux établis dans l'agglomération bruxelloise rédigent en français et en néerlandais les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

Toutefois, les publications relatives à l'état civil sont faites exclusivement dans la langue de l'acte auquel elles se rapportent.

.../...

Article 13.-

§ 1er. Dans leurs rapports avec les personnes physiques ou morales privées, les services publics locaux établis dans l'agglomération bruxelloise font usage du français ou du néerlandais suivant la langue utilisée par ces personnes.

§ 2. Toutefois, il est répondu aux personnes morales privées établies dans une commune unilingue des régions de langue française ou néerlandaise dans la langue de cette commune.

Article 14.-

Dans l'agglomération bruxelloise, les actes, certificats, déclarations et autorisations sont rédigés en français ou en néerlandais suivant la langue indiquée par le requérant intéressé.

Article 16.-

§ 2. Les administrations communales unilingues font toujours usage de la langue du service intérieur pour la transcription des actes de l'état civil dans leurs registres. Si l'acte à transcrire émane d'une administration communale soumise à l'article 9, §§ 3, 4, 5 et 6 ou à l'article 14, cette administration y joint, si

Article 16.-

Tout service local de l'agglomération emploie, dans ses rapports avec un particulier, la langue que l'intéressé utilise lorsque celle-ci est le français ou le néerlandais.

Toutefois, à une personne morale privée, établie dans une commune sans régime spécial de la région de langue française ou de langue néerlandaise, il est répondu dans la langue de cette commune.

Article 17.-

§ 1er. Les services locaux établis dans l'agglomération bruxelloise rédigent en français ou en néerlandais, selon le désir de l'intéressé, les actes qui concernent les particuliers, ainsi que les certificats, déclarations et autorisations qui leur sont délivrés.

§ 2. Les administrations communales de l'agglomération transcrivent dans la langue originelle les actes de l'état civil rédigés en français ou en néerlandais. Elles demandent au gouverneur de la province de Liège, si elles ne l'ont reçue de l'administration expéditrice, une traduction certifiée exacte, qui vaudra expédition ou copie conforme,

.../...

nécessaire, une traduction. Si l'acte émane d'une administration communale unilingue, la traduction est délivrée conformément aux règles indiquées à l'article 9, § 2.

de tout acte à transcrire rédigé en allemand. Cette traduction sera établie en français ou en néerlandais, selon le désir exprimé par l'intéressé ou, à défaut, d'après les circonstances.

Les mêmes administrations joignent, au besoin, une traduction à tout acte qui doit être transcrit en dehors de l'agglomération, sauf si l'acte doit être transcrit en allemand. Dans ce cas, l'administration réceptrice fait elle-même la traduction; toutefois, s'il s'agit d'un acte néerlandais à transcrire dans une commune malmédienne ou dans une commune de la région de langue allemande, l'administration réceptrice en demande la traduction au gouverneur de la province de Liège.

Article 15.-

§ 1er. Les candidats à une fonction ou à un emploi dans les services publics locaux établis dans l'agglomération bruxelloise subissent un examen d'admission en français ou en néerlandais suivant que d'après leur diplôme ou certificat, ils ont fait leurs études dans l'une ou dans l'autre de ces langues. Au cours de leur carrière, ils subissent les examens de promotion qui leur sont imposés dans la même langue que leur examen d'admission.

Article 18.-

... (voir les observations de l'avis relatives à l'article 15 du texte du Gouvernement)...

.../...

§ 2. L'examen d'admission comporte pour tous les candidats une épreuve écrite sur la connaissance élémentaire de l'autre langue.

§ 3. Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables au personnel de métier et ouvrier.

§ 4. Sont subordonnées à la réussite d'un examen écrit portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue, les nominations aux fonctions qui rendent leurs titulaires responsables, vis-à-vis de l'autorité dont ils relèvent, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la direction supérieure leur est confiée.

§ 5. Sans préjudice des dispositions des paragraphes précédents, nul ne peut être nommé ou promu à un emploi ou à une fonction, mettant son titulaire en rapport avec le public, s'il ne justifie oralement, par une épreuve complémentaire ou un examen spécial, qu'il possède de la seconde langue une connaissance appropriée aux fonctions à exercer.

§ 6. Les examens et épreuves linguistiques visés ci-dessus ont lieu sous le contrôle du secrétaire permanent du recrutement.

.../...

CHAPITRE IV. L'EMPLOI DES LANGUES DANS LES SERVICES REGIONAUX.

Article 19 (article nouveau).-

Pour l'application de la présente loi, on entend par services régionaux les services au sens de l'article 1er, § 2, dont l'activité s'étend à plus d'une commune, à l'exclusion de ceux dont l'activité s'étend à tout le pays.

Le champ d'activité d'un service régional sera dénommé ci-après "la circonscription".

Article 17.-

Les dispositions des articles 6, § 1er, 7, § 1er, 8, 1er, 9, §§ 1er et 2, et 10, § 1er, sont applicables aux services publics régionaux dont l'activité est limitée à une circonscription administrative unilingue.

Article 20.-

§ 1er. Tout service régional dont l'activité s'étend exclusivement à des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise ou de langue française et dont le siège est établi dans cette région, utilise exclusivement la langue de celle-ci dans ses services intérieurs, dans ses rapports avee les services dont il relève, ainsi que dans ses rapports avec les autres services de la même région linguistique et de l'agglomération bruxelloise.

Il rédige dans la langue de sa région les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

Il utilise la langue de sa région dans ses rapports ave les particuliers.

.../...

Il rédige dans la langue de sa région les actes qui concernent des particuliers, ainsi que les certificats, déclarations et autorisations qu'il délivre aux particuliers. Tout intéressé qui en établit la nécessité, peut s'en faire délivrer la traduction aux conditions prévues à l'article 11, § 1er.

Article 19.-

Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux services publics régionaux dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise mais dont l'activité est limitée à une seule et même région linguistique hors de l'agglomération.

§ 2. Tout service régional dont l'activité s'étend exclusivement à des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise ou de langue française et dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise, est soumis au régime de l'article 21, § 1er. A cet effet, la commune du siège est considérée comme une commune suburbaine faisant partie de la circonscription.

Article 18.-

§ 1er. Les dispositions des articles 6 § 1er et 10 § 1er sont applicables aux services publics régionaux dont le siège est établi en dehors de l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à des communes soumises à des régimes linguistiques différents mais groupés dans une seule et même circonscription administrative.

Article 21.-

§ 1er. Tout service régional dont l'activité s'étend :

a) soit à des communes de la région de langue néerlandaise ou de langue française soumises à un régime spécial ou à des régimes différents,

b) soit à des communes de la région de langue allemande,

et dont le siège est établi dans la même région, utilise exclusivement la langue de celle-ci dans ses services intérieurs, dans ses rapports avec les services dont il relève, ainsi que dans ses rapports avec les autres services de la même région linguistique et de l'agglomération bruxelloise.

§ 2. Les services publics régionaux susvisés emploient dans leurs rapports avec les services publics locaux de leur circonscription la langue de service intérieur de ceux-ci.

Il rédige en français, en néerlandais et, s'il échet, en allemand, en donnant priorité à la langue de la région, les avis et les communications qu'il adresse et les formulaires

.../...

qu'il délivre directement au public. Les avis, communications et formulaires qui parviennent au public par l'intermédiaire des services locaux, sont rédigés dahs la langue ou dans les langues imposées à ceux-ci pour les documents de même nature.

§ 3. Dans leurs rapports avec les particuliers ils utilisent la langue dont ces particuliers ont fait usage, à moins que l'emploi de cette langue ne soit imposé, par la présente loi, à aucune service public local de la circonscription.

Ils répondent cependant toujours aux personnes morales privées établies dans une commune unilingue de leur circonscription, dans la langue de cette commune.

Le service régional précité utilise la langue de sa région dans ses rapports avec les particuliers. Il est cependant répondu dans la langue utilisée par le particulier, si celle-ci est imposée à des services locaux établis dans la circonscription. Toutefois, à une personne morale privée établie dans une commune sans régime spécial de la circonscription, il est toujours répondu dans la langue de cette commune.

§ 4. Ils rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans la langue indiquée par les requérants intéressés, à moins que l'emploi de cette langue ne soit imposé, par la présente loi, à aucun service public local de la circonscription; dans ce cas les dispositions de l'article 9 §§ 1er et 2 sont applicables.

Le service régional rédige les actes, certificats, déclarations et autorisations dans la langue indiquée par l'intéressé si celle-ci est imposée à des services locaux établis dans la circonscription. Dans les autres cas, ces documents sont rédigés dans la langue de la région; tout intéressé qui en établit la nécessité, peut s'en faire délivrer la traduction aux conditions prévues à l'article 11, § 1er.

§ 5. Ils rédigent en français et en néerlandais et éventuellement aussi en allemand, les avis et communications qu'à leur siège même ils adressent au public ainsi que les formulaires qu'ils lui délivrent; sur ces documents, ils donnent la priorité à la langue de leur service intérieur.

.../...

§ 6. Les avis et communications qu'ils font au public par l'entremise des services publics locaux sont soumis au régime linguistique que la présente loi impose en la matière aux dits services. Il en est de même des formulaires qu'ils mettent à la disposition du public dans les services publics locaux.

§ 2 (disposition nouvelle) Tout service régional dont l'activité s'étend à des communes de langue néerlandaise ou de langue française soumises à un régime spécial ou à des régimes différents, et dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise, est soumis au régime linguistique de l'article 22. A cet effet, la commune du siège est considérée comme faisant partie de la circonscription.

Article 21.-

Les articles 11, 12, 13, 14 et 15 sont applicables aux services publics régionaux dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend soit exclusivement à l'agglomération soit à la fois à celle-ci et à des communes de la région de langue française ou/et de la région de langue néerlandaise.

Article 22.-

§ 1er. Tout service régional dont l'activité s'étend :

a) soit exclusivement à des communes de l'agglomération bruxelloise;

b) soit à des communes de l'agglomération et, en même temps, à des communes d'une des régions de langue française et de langue néerlandaise ou de ces deux régions,

est soumis au même régime que les services locaux établis dans l'agglomération.

.../...

§ 2. (disposition nouvelle). Tout service régional dont l'activité s'étend à des communes des quatre régions linguistiques du pays, est soumis au régime linguistique prévu au chapitre V pour les services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays.

Artiole 20.-

§ 1er. Les services publics régionaux dont le siège est établi en dehors de l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à deux ou plusieurs circonscriptions qui n'appartiennent pas à la même région linguistique, font usage, suivant les distinctions ci-après, du français ou du néerlandais pour l'instruction des affaires en service intérieur et pour leurs rapports avec les autorités supérieures dont ils relèvent :

1. Pour les affaires concernant uniquement le siège, il est fait usage de la langue du siège;

2. Pour les affaires localisées dans les communes de la circonscription, il est fait usage de la langue de la commune intéressée, à moins que cette langue ne soit l'allemand; dans ce cas il est fait usage de la langue du siège;

3. Pour les affaires concernant le personnel, il est fait usage de la langue dans laquelle l'agent intéressé a subi son examen d'admission.

Article 23.-

§ 1er. Tout service régional dont l'activité s'étend à des communes de plusieurs régions linguistiques autres que l'agglomération bruxelloise et dont le siège n'est pas établi dans la région de langue allemande, ni dans une commune malmédienne, utilise dans ses services intérieurs et dans ses rapports avec les services dont il relève, le français ou le néerlandais, suivant les distinctions ci-après :

1° pour les affaires localisées ou localisables dans la région de langue néerlandaise ou de langue française : la langue de cette région;

2° pour les affaires concernant un membre du personnel du service : la langue dans laquelle l'intéressé a présenté son examen d'admission (sous réserve de l'observation générale V);

3° pour toutes les autres affaires : la langue de la région dans laquelle le service a son siège.

.../...

§ 2. Les dispositions de l'article 18, §§ 2, 3, 4, 5 et 6 sont applicables aux services publics régionaux visés au paragraphe précédent.

Dans ses rapports avec les services locaux de sa circonscription, il utilise la langue de la région où le service local est établi.

Pour ses avis, communications et formulaires destinés au public, dans ses rapports avec les particuliers, ainsi que pour la rédaction des actes, certificats, déclarations et autorisations, il est soumis aux dispositions de l'article 21, § 1er.

§ 2. (disposition nouvelle). Tout service régional dont l'activité s'étend à des communes de plusieurs régions linguistiques autres que l'agglomération bruxelloise et dont le siège est établi dans la région de langue allemande ou d'une commune malmédienne... (voir observation sur le chapitre IV).

Article 17. Pour sa référence à l'article 10, § 1er.

Article 18, § 1er. Pour sa référence à l'article 10, § 1er.

Article 24.-

§ 1er. Nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi dans les services visés à l'article 20 ou à l'article 21, § 1er, s'il ne connaît la langue de la région.

§ 2. Le personnel des services visés à l'article 23, § 1er, doit connaître la langue de la région dans laquelle est situé le siège. L'autorité peut recruter du personnel connaissant, en outre, une des deux autres langues.

Article 18, § 7. Les emplois dont les titulaires sont en contact avec le public, sont confiés de manière telle que le public puisse se servir, sans la moindre difficulté, des langues reconnues par la présente loi dans les communes de la circonscription.

§ 3. Les services visés aux articles 20, § 2, 21, § 1er, ou 23, § 1er, sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public, sans la moindre difficulté, dans les langues reconnues par la présente loi, dans les communes de la circonscription.

.../...

§ 4. Le personnel des services visés à l'article 21, § 2, ou à l'article 22, § 1er, est soumis aux dispositions de la présente loi applicables au personnel des services locaux établis dans l'agglomération bruxelloise.

Article 19. Pour sa référence à l'article 18, § 7, à l'article 10, § 1er, via l'article 18.

Article 20.-

§ 3. Le personnel attaché à ces mêmes services doit connaître la langue du siège, sans cependant être soumis à la règle du recrutement régional. L'article 18, § 7 est applicable au personnel qui est en rapport avec le public.

§ 5. (disposition nouvelle). Le personnel des services visés à l'article 22, § 2, est soumis aux dispositions de la présente loi applicables au personnel des services d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays.

Article 21. Pour sa référence à l'article 15.

CHAPITRE V.

L'EMPLOI DES LANGUES DANS LES SERVICES DONT L'ACTIVITE S'ETEND A TOUT LE PAYS.

Section Ière. Les services centraux.

Article 22.-

§ 1er. Pour l'instruction des affaires en service intérieur, pour leurs rapports entre eux et pour leurs rapports avec les services publics régionaux et locaux de l'agglomération bruxelloise, les services publics centraux se conforment aux dispositions de l'article 11, § 1er.

Article 25.-

§ 1er. Dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports avec les services régionaux et locaux de l'agglomération bruxelloise, les services centraux se conforment aux dispositions de l'article 14, § 1er.

.../...

§ 2. Dans leurs rapports avec les services publics locaux et régionaux des régions de langues française, néerlandaise et allemande, ils utilisent la langue de ces régions.

§ 2. Dans leurs rapports avec les services locaux et régionaux des régions de langues française, néerlandaise et allemande, les services centraux utilisent la langue de la région.

§ 3. Les instructions au personnel ainsi que les formulaires et imprimés destinés au service intérieur sont rédigés en français et en néerlandais.

§ 3. ... (texte du projet)...

§ 4. A l'article 5 de la loi du 31 mai 1961 est inséré l'alinéa 2 ainsi conçu :

"Toutefois, ils peuvent être faits en une seule langue lorsqu' ils n'intéressent que les autorités ou services auxquelles le même régime linguistique est attribué par la présente loi. Les arrêtés ministériels, qui n'ont qu'une portée individuelle peuvent également être faits en une seule langue".

Les arrêtés royaux et ministériels qui, en raison de leur objet, doivent être rédigés dans les deux langues sont conçus à l'origine dans la langue dont la présente loi impose l'emploi pour l'instruction des affaires en service intérieur.

§ 4. Voir les observations relatives à l'article 22, § 4, du projet.

Article 23.-

Les avis et communications que les services publics centraux font au public par l'entremise des services publics locaux sont soumis au régime linguistique que la présente loi impose en la matière aux dits services. Il en est de même des formulaires que, de la même manière, ils tiennent à la disposition du public.

Article 26.-

Les avis et communications que les services centraux font au public par l'entremise des services locaux sont soumis au régime linguistique que la présente loi impose en la matière aux dits services. Il en est de même des formulaires que, de la même manière, ils tiennent à la disposition du public.

.../...

Au siège même, les avis et communications au public et les formulaires délivrés au public sont rédigés en français et en néerlandais. Des formulaires rédigés en langue allemande sont, si nécessaire, tenus, à la disposition du public originaire de la région de langue allemande.

Article 24.-

§ 1er. Les services publics centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues dont ces particuliers ont fait usage.

§ 2. Ils répondent cependant aux personnes morales privées établies dans une commune unilingue dans la langue de cette commune.

Article 25.-

Les services publics centraux rédigent les actes, certificats, déclarations, autorisations, etc., dans celle des trois langues dont le requérant intéressé requiert l'emploi.

Les avis et communications que les services centraux font directement au public sont rédigés en français et en néerlandais. Il en est de même des formulaires qu'ils mettent eux-mêmes à la disposition du public. Des formulaires rédigés en allemand sont, si nécessaire, tenus à la disposition du public originaire de la région de langue allemande.

Article 27.-

§ 1er. Les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues dont ces particuliers ont fait usage.

§ 2. Ils répondent cependant aux personnes morales privées établies dans une commune sans régime spécial de la région de langue néerlandaise ou de langue française dans la langue de cette région.

Article 28.-

Les services centraux rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans celle des trois langues dont l'intéressé requiert l'emploi.

.../...

Article 26.-

§ 1er. Chaque fois que la nature des affaires et le nombre d' agents le justifient les services publics centraux sont groupés en administrations, directions, bureaux ou sections français et néerlandais.

§ 2. Les fonctionnaires et agents sont répartis entre deux cadres : un cadre français et un cadre néerlandais.

§ 3. L'effectif des cadres français et néerlandais et les grades des fonctionnaires et agents sont fixés par le Roi, pour chaque service central en tenant compte d'un équilibre numérique à tous les degrés de la hiérarchie.

Après consultation de la Commission permanente de contrôle linguistique, il peut être dérogé à la règle qui précède par un arrêté royal motivé, délibéré en conseil des Ministres, en faveur des services publics centraux dont les attributions intéressent la région de langue française ou la région de langue néerlandaise dans une proportion, autre que celle indiquée ci-dessus.

Une allocation spéciale annuelle est accordée aux membres du personnel qui fournissent, devant un jury constitué par le Secrétaire permanent au recrutement, la preuve orale et écrite qu'ils connaissent suffisamment la seconde langue. Le montant de

Article 29.-

Voir observations faites dans l'avis pour l'article 26.

.../...

cette allocation est fixé par le Roi. L'allocation n'est pas accordée aux fonctionnaires qui, en vue de leur désignation comme adjoint linguistique, ont obtenu une promotion qui ne leur serait pas échue en d'autres circonstances, ni aux traducteurs dont l'examen d'admission a porté sur la connaissance de la seconde langue.

§ 4. Les fonctionnaires et agents subissent leur examen d'admission en français ou en néerlandais suivant que leur diplôme ou certificat atteste qu'ils ont fait leurs études dans l'une ou l'autre de ces langues.

Leur affectation aux cadres linguistiques a lieu d'après les mêmes critères.

Les candidats originaires de la région de langue allemande ou des communes visées à l'article 7, § 5, peuvent présenter leur examen d'admission en langue allemande, à condition de subir en outre un examen sur la connaissance approfondie du français ou du néerlandais, suivant qu'ils désirent être affectés au cadre français ou au cadre néerlandais.

Le passage d'un cadre à l'autre est interdit, sauf en cas d'erreur manifeste lors de l'affectation.

Les examens de promotion ont lieu dans la langue du cadre auquel les récipiendaires sont affectés.

.../...

§ 5. Les promotions ont lieu par cadre.

§ 6. Lorsqu'une administration n'est pas scindée jusqu'au grade le plus élevé et que le chef de cette administration est unilingue, il est placé à ses côtés, en vue du maintien de l'unité de jurisprudence, un adjoint bilingue. L'adjoint ne peut appartenir au même cadre que le chef. Il est revêtu au préalable du même grade ou du grade immédiatement inférieur.

§ 7. Les règles qui précèdent sont appliquées progressivement. Elles auront leur plein effet au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires qui doivent assurer leur exécution.

Ces dispositions paraîtront au Moniteur belge au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi. Elles comportent des mesures transitoires à l'égard des fonctionnaires et agents actuellement en service. Ces mesures ne peuvent cependant entraver l'application intégrale du présent article à l'échéance du délai indiqué ci-dessus.

.../...

Section II. Les services d'exécution.

Sous-section I. - Services dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise.

Article 27.-

Les dispositions qui font l'objet de la section qui précède sont - à l'exception de l'article 26, § 6 - applicables aux services d'exécution dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays.

Article 28.-

Les emplois dont les titulaires sont en contact avec le public, sont conférés de manière telle que le public puisse se servir sans la moindre difficulté, du français ou du néerlandais.

Article 29.-

§ 1er. Les services d'exécution dont le siège est situé en dehors de l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays utilisent la langue de leur siège pour leurs services intérieurs, et pour leurs rapports avec les services centraux, les services locaux et régionaux de l'agglomération bruxelloise et les autres services publics de la région linguistique dans laquelle ils sont eux-mêmes établis.

Avec les services publics de l'autre région linguistique ils correspondent dans la langue de celle-ci.

Article 30.-

Les dispositions qui font l'objet de la section Ière, à l'exception de l'article 29, § 6, sont applicables aux services d'exécution dont le siège est établi dans l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays.

Article 31.-

Les services sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public, sans la moindre difficulté, en français ou en néerlandais.

Sous-section II. - Services dont le siège est établi en dehors de l'agglomération bruxelloise.

Article 32.-

§ 1er. Les services d'exécution dont le siège est situé en dehors de l'agglomération bruxelloise et dont l'activité s'étend à tout le pays, utilisent la langue de la région où leur siège est situé dans leurs services intérieurs et dans leurs rapports avec les services établis dans la même région ou dans l'agglomération bruxelloise.

Avec les services des deux autres régions, ils correspondent dans la langue de la région où sont établis ces services.

.../...

§ 2. En ce qui concerne les avis et communications au public, les formulaires, la correspondance avec les particuliers et les actes, certificats, déclarations, autorisations, etc...ils se conforment aux prescriptions des articles 23, 24 et 25.

§ 3. Les emplois, dont les titulaires sont en contact avec le public sont conférés de manière telle que le public puisse se servir sans la moindre difficulté, du français ou du néerlandais.

Article 30.-

Les présidents des bureaux électoraux, qui ne sont pas à même de s'adresser aux électeurs ou de les renseigner dans la ou les langues dont la présente loi impose l'usage dans les rapports des services publics de la circonscription intéressée avec les particuliers ou le public, désignent un secrétaire qui satisfait à cette exigence.

Article 31.-

La sauvegarde des droits personnels acquis par les fonctionnaires et agents qui étaient en service le 9 juillet 1932 ne peut entraver l'application de la présente loi. Cette sauvegarde est réglementée pour tous les services publics par un arrêté royal dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. Les avis et communications au public, les formulaires, la correspondance avec les particuliers, les actes, certificats, déclarations et autorisations sont rédigés conformément aux prescriptions des articles 26, 27 et 28.

§ 3. Les services sont organisés de façon telle qu'il puisse être répondu au public, sans la moindre difficulté, en français ou en néerlandais.

CHAPITRE VI.- DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 33.-

Les présidents des bureaux de vote qui ne sont pas à même de s'adresser aux électeurs ou de les renseigner dans les langues dont la présente loi impose l'usage dans les rapports des services locaux avec les particuliers désignent un secrétaire qui peut les assister à cet égard.

Article 34.-

La sauvegarde des droits personnels acquis par les fonctionnaires et agents qui étaient en service le 9 juillet 1932, ne peut entraver l'application de la présente loi. Dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, un arrêté royal détermine les mesures qui ont pour objet d'assurer, en faveur des agents de tous les services publics, la sauvegarde de ces droits acquis.

.../...

Article 32.-

§ 1er. Dans le même délai, le Roi peut autoriser des mesures transitoires à l'égard des services publics dont le régime linguistique est modifié. La Commission permanente de Contrôle linguistique est consultée préalablement au sujet de leur opportunité. En aucun cas, la durée de ces mesures ne peut excéder trois ans.

§ 2. Les droits personnels acquis, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, par les agents en service dans les services publics locaux établis dans les communes visées à l'article 7, § 2, sont sauvegardés.

§ 3. Les autorités communales dont les agents se prévalent du bénéfice de l'alinéa précédent sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'application des articles 7, § 2, 8, § 2, 9, § 3, et 10, § 2.

Article 35.-

§ 1er. Dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi peut prendre ou autoriser, selon le cas, des mesures transitoires en ce qui concerne les services dont le régime linguistique est modifié. Le Roi consulte, au préalable, la Commission permanente de contrôle linguistique au sujet de l'opportunité de ces mesures. En aucun cas, la durée de celles-ci ne peut excéder trois ans.

§ 2. Les droits personnels acquis au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi par les agents en fonction dans les services locaux établis dans les communes suburbaines sont sauvegardés.

§ 3. Les autorités communales et celles des personnes publiques subordonnées aux communes dont les agents se prévalent de la disposition du § 2 sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'application des articles 9 à 13 (voir l'observation relative à l'article 32 du projet).

.../...

Article 33.-

Pour autant que de besoin, le Roi prend des mesures transitoires ou de sauvegarde en faveur du personnel qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi est attaché aux services publics locaux et régionaux établis dans l'agglomération bruxelloise. En aucun cas, ces mesures ne peuvent entraver l'application de la loi.

Sous la même réserve, les gouverneurs de province prennent des mesures en vue de sauvegarder les avantages acquis par les receveurs communaux régionaux dont le ressort a été influencé par les articles 1er et 2 de la loi du ... modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes.

Article 34.-

Les dispositions des statuts syndicaux ne sont pas applicables aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Article 35.-

L'article 59, 16° du Code des droits de timbre est modifié comme suit : "16° les actes dressés ou délivrés pour l'application des lois concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et en matière administrative".

Article 36.-

Voir l'observation du projet relative à l'article 33 .

Article 37.-

Les mesures d'exécution de la présente loi ne doivent pas être soumises aux consultations prescrites par les statuts syndicaux.

Article 38.-

L'article 59[1], 16°, du Code des droits de timbre est modifié comme suit : "16° les actes dressés ou délivrés pour l'application des lois concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et en matière administrative".

.../...

CHAPITRE VII. SANCTIONS.

Article 36.-

Les dépositaires de l'autorité publique et les fonctionnaires qui par des ordres ou des actes éludent ou tentent de rendre inopérantes les dispositions de la présente loi sont punis disciplinairement.

Article 37.-

Sont nuls tous actes et règlements administratifs contraires quant à leur forme, quant à leur contenu aux dispositions de la présente loi.

Les actes déclarés nuls pour contravention à la présente loi interrompent la prescription ainsi que les délais de procédure impartis à peine de déchéance.

Article 38.-

§ 1er. Il est institué sous la dénomination "Commission permanente de Contrôle linguistique" un collège qui a pour mission de veiller à l'application de la loi.

Article 39.-

Voir l'observation relative à l'article 36 du projet.

Article 40.-

Voir l'observation relative à l'article 37 du projet.

CHAPITRE VIII. CONTROLE.

Article 41.-

§ 1er. Il est institué une Commission permanente de contrôle linguistique qui a pour mission de surveiller l'application de la présente loi.

.../...

§ 2. La Commission est composée de onze membres nommés par le Roi, pour une période de quatre ans, parmi les candidats présentés par les conseils culturels français, néerlandais et allemand, les conseils culturels français et néerlandais, chacun pour cinq des mandats à conférer, le conseil culturel allemand pour un mandat. Parmi ces candidats, le Roi nomme en outre onze membres suppléants.

La qualité de membre de la commission est incompatible avec l'exercice de tout mandat politique.

La présentation à la nomination est faite sur listes triples.

Seuls peuvent être présentés les candidats qui ne dépassent pas, au cours du mandat à conférer, la limite d'âge fixée par l'article 1er, § 1er de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles.

En attendant la constitution des conseils culturels, les présentations visées au présent paragraphe sont faites par la Chambre des Représentants.

§ 3. La Chambre des Représentants désigne le président de la Commission. Ce président doit connaître les langues française et néerlandaise.

§ 2. (alinéas 1er à 4).

Voir les observations relatives à l'article 38, § 2, du projet.

En attendant l'institution par la loi des nouveaux conseils culturels, les présentations visées au présent paragraphe sont faites par la Chambre des Représentants.

§ 3. (texte du Gouvernement)

.../...

§ 4. Le statut de la Commission et celui de son président sont réglés par le Roi.

§ 5. Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Commission sont imputés au budget du Ministère de l'Intérieur.

Article 39.-

§ 1er. Dans le cadre de sa mission, la Commission fait part au Gouvernement de toutes les suggestions et observations qu'elle juge devoir faire à la suite de ses constatations.

§ 2. Elle doit être consultée au préalable au sujet de toutes les affaires d'ordre général qui concernent l'application de la loi. Si l'avis demandé n'est pas émis dans les 45 jours, l'affaire est tranchée par le Ministre de l'Intérieur.

§ 3. La Commission entre directement en contact avec les services publics et les dépositaires de l'autorité soumis à la loi : ceux-ci lui font connaître la suite qu'ils ont donnée à ses communications.

§ 4. La Commission peut faire toutes constatations sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime indispensables pour l'instruction des affaires et entendre toutes les personnes intéressées.

§ 4. (texte du Gouvernement)

§ 5. Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Commission sont inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Article 42.-

§ 1er. (texte du Gouvernement)

§ 2. Les Ministres consultent la Commission sur toutes les affaires d'ordre général qui concernent l'application de la présente loi.

Si l'avis demandé n'est pas émis dans les 45 jours, le Ministre intéressé saisit le Ministre de l'Intérieur qui se substitue à la Commission.

§ 3. La Commission entre directement en contact avec les services : ceux-ci lui font connaître la suite qu'ils ont donnée à ses observations.

Voir les observations relatives à l'article 39, § 4, du projet.

.../...

Elle est habilitée à exercer une surveillance spéciale sur les examens organisés, dans le cadre de la présente loi, à l'intervention ou sans l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement, et à y déléguer des observateurs.

Elle demande au Conseil d'Etat de constater la nullité de tous les documents et actes administratifs, ainsi que des nominations et promotions qu'elle estime contraires à la présente loi ou des arrêtés royaux qui s'y rapportent. Les dépens sont avancés par l'administration de l'enregistrement et des domaines et portés en dépense dans les comptes à charge du budget du Ministère de l'Intérieur.

§ 5. La Commission est scindée en deux sections: une section française et une section néerlandaise.

La section néerlandaise connaît des affaires localisées ou localisables dans des communes ou régions unilingues néerlandaises. La section française connaît des affaires localisées dans des communes ou régions unilingues françaises.

Toutes autres affaires, y compris celles relatives à la protection des minorités, sont de la compétence des deux sections réunies.

Le membre d'expression allemande n'est convoqué que pour les affaires intéressant les communes visées aux articles 4 et 7, § 5.

§ 5. La Commission est scindée en deux sections : une section française et une section néerlandaise.

La section néerlandaise connaît des affaires localisées ou localisables dans des communes sans régime spécial de la région de langue néerlandaise. La section française connaît des affaires localisées ou localisables dans des communes sans régime spécial de la région de langue française.

Toutes autres affaires, y compris celles relatives à la protection des minorités, sont de la compétence des deux sections réunies.

Le membre d'expression allemande n'est convoqué que pour les affaires intéressant des communes de la région de langue allemande ou des communes malmédiennes.

.../...

§ 6. Si 180 jours après la réception d'une plainte, la Commission n'a pas émis d'avis au sujet de celle-ci, l'affaire est évoquée par le Ministre de l'Intérieur. Il prend une décision dans les 30 jours.

Voir l'observation relative à l'article 39, § 6, du projet.

Article 40.-

Chaque année, la Commission fait au Gouvernement un rapport détaillé sur son activité.

Ce rapport est déposé par le Ministre de l'Intérieur sur le bureau des Chambres législatives dans le courant du mois d'avril.

Dans un rapport complémentaire, le même Ministre fait connaître aux Chambres législatives la suite donnée aux affaires soustraites à la Commission en application des §§ 2 et 6 de l'article précédent.

Article 43.-

Voir l'observation relative à l'article 40 du projet.

Texte du Gouvernement.

Dans un rapport complémentaire, le même Ministre fait connaître aux Chambres législatives la suite donnée aux affaires dans lesquelles il s'est substitué à la commission en application de l'article 42, §§ 2 et 6.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS FINALES.

Article 41.-

L'orthographe utilisée dans la présente loi pour les dénominations française et néerlandaise des communes y mentionnées vaut orthographe officielle. L'orthographe actuelle de la dénomination allemande des communes de la région de transition et de la région de langue allemande n'est pas modifiée. L'orthographe néerlandaise de Houthem, Luingne et Herseaux devient Houtem, Lowingen et Herzeeuw.

Article 44.-

Voir l'observation relative à l'article 41 du projet.

.../...

Article 4.-

La région de langue allemande comprend les communes de La Calamine, Eupen, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Neu-Moresnet, Walhorn, Hauset, Eynatten, Raeren, Bullange, Bütgenbach, Elsenborn, Rocherath, Amblève, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Saint-Vith, Schoenberg et Thommen (arrondissement de Verviers).

Les dix premières communes sont groupées dans un canton dont le chef-lieu est Eupen. Les autres communes forment un canton dont le chef-lieu est Saint-Vith.

Article 45 (nouveau).-

§ 1er. A l'article 1er de la loi du 15 septembre 1919 réglant le statut du territoire de Moresnet-neutre, les mots "d'Aubel" sont remplacés par les mots "d'Eupen".

§ 2. L'article 5 de la loi du 6 mars 1925, de rattachement des cantons d'Eupan, de Malmédy et de Saint-Vith est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. Les territoires visés à l'article 1er sont divisés en trois cantons judiciaires, savoir :

1° le canton judiciaire d'Eupen, chef-lieu Eupen, dont le ressort comprend les communes d'Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kettenis, La Calamine, Lontzen, Neu-Moresnet et Walhorn;

2° le canton judiciaire de Malmédy, chef-lieu Malmédy, dont le ressort comprend les communes de Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Malmédy, Robertville et Waimes;

3° le canton judiciaire de Saint-Vith, chef lieu Saint-Vith, dont le ressort comprend les communes d'Amblève, Bullange, Butgenbach, Crombach, Elsenborn, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Rocherath, Saint-Vith, Schoenberg et Thommen".

§ 3. A titre transitoire ... (voir l'observation relative à l'article 4 du projet) ...

.../...

Article 42.-

La loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, modifiée par la loi du 2 juillet 1954 et par les articles 3, 4 et 5 de la loi du ...
est abrogée à l'exception des articles 6, § 4, 8, § 3, 9, § 2, alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ainsi que de l'article 10bis.

Le Roi est habilité à coordonner ces dernières dispositions avec les articles 7, § 3, 9, § 3, 10, § 2 et 32 de la présente loi, moyennant les adaptations de forme nécessaires.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Article 46.-

Voir observation générale II, la dernière observation relative à l'article 26 et l'observation relative à l'article 42 du projet .

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

De verschillen tussen de wet van 1932 en deze ontwerp-wet, die haar bedoelt te vervangen, zijn voor een deel in de memorie van toelichting aangegeven. De Raad van State zal zich dus in het algemeen beperken tot het onderzoek van het ontwerp zelf en van zijn terugslag op de bestaande teksten.

II.

Tal van bepalingen uit wetten en verordeningen betreffen het gebruik van de talen op gebieden buiten de sfeer van gerecht, leger en onderwijs. Zij kunnen worden geacht het talengebruik bij het bestuur, in ruime zin genomen, aan te gaan.

Sommige van die bepalingen beperken zich tot de verklaring, dat een bepaalde instelling onderworpen is aan "de wetgeving betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken"; andere verwijzen uitdrukkelijk naar de wet van 28 juni 1932, hier in beginsel door het ontwerp opgeheven, of zelfs naar de wet van 31 juli 1921, zelf opgeheven door de wet van 28 juni 1932; nog andere, die noch in het algemeen noch in het bijzonder naar de geldende wetgeving verwijzen, bevatten autonome voorzieningen ter zake van het talengebruik.

.../...

Over de terugslag van het ontwerp op de bestaande voorzieningen die alleen maar naar de desbetreffende "wetgeving" verwijzen, zijn er geen interpretatiemoeilijkheden; wel zijn er in verband met de bepalingen die uitdrukkelijk naar de wet van 28 juni 1932 (of naar die van 31 juli 1921) verwijzen, en met de autonome bepalingen.

Adviserend over een ontwerp van wet betreffende de wisselbrief heeft de Raad van State verklaard, dat de opheffing van een wet geen terugslag heeft op een andere wet die ernaar verwijst, en dat de wet waarnaar verwezen wordt, ofschoon opgeheven ten aanzien van het object dat zij rechtstreeks regelde, in werking blijft als een stel bepalingen waarop de verwijzende wet zich heeft beroepen; tegen die stelling, die in deze zaak juridisch van groot gewicht was, is in het Parlement niemand opgekomen.

Nog een ander interpretatiebeginsel, dat door het Hof van cassatie herhaaldelijk in herinnering is gebracht, is hier voor toepassing vatbaar : algemene wetten wijken niet af van bijzondere.

Een stelling zou dus kunnen zijn, dat de huidige wetsbepalingen die ofwel naar de wet van 28 juni 1932 (of naar die van 31 juli 1921) verwijzen, ofwel een autonome taalregeling voor bepaalde openbare instellingen treffen, volle uitwerking behouden.

.../...

Zij wordt nog kracht bijgezet door artikel 1, § 1, van het ontwerp, waarin met zoveel woorden wordt gezegd, dat de toekomstige wet geen toepassing zal vinden op openbare diensten waarvan de handelingen op taalgebied "door een andere wet worden beheerst". Artikel 42, dat alleen de wet van 28 juni 1932 opheft of wijzigt, zou nog een argument meer voor die interpretatie aan de hand doen.

Een even klemmende stelling echter ware, dat zulk een uitlegging onbestaanbaar is met de §§ 2 en 3 van hetzelfde artikel 1 en ook met het stellige voornemen van de Regering, eenheid in het gebruik van de talen in bestuurszaken te brengen en daarvoor algemeen toepasselijke voorzieningen uit te vaardigen; als het Parlement het voornemen van de Regering tot het zijne maakt, zouden de hiervoren uiteengezette interpretatiebeginselen hier onbruikbaar worden.

Alleen al doordat uiteenlopende opvattingen over de vraag, in hoever de nieuwe wet de thans geldende bepalingen opheft of wijzigt - dus over haar werkingssfeer -, niet alleen mogelijk zijn maar zelfs op goede gronden verdedigd kunnen worden, dreigen dubbelzinnigheden en vandaar zware moeilijkheden te ontstaan op een gebied waar dit, meer dan waar ook, vermeden moet worden.

Het is dus nodig dat de Regering haar houding ten opzichte van ieder van die bijzondere voorzieningen bepaalt; met het oog daarop voegt de

.../...

Raad van State bij zijn advies - zonder aanspraak op volledigheid te maken - een lijst van die wetten en verordeningen.

III.

Het ontwerp bedoelt een groot aantal, vaak ingewikkelde toestanden op volkomen nieuwe grondslagen te regelen. Het gaat daarbij uit, niet van de onderscheiden administraties in hun geheel maar van hun landelijk, gewestelijk en plaatselijk werkende diensten. In het ontwerp kan "dienst" evengoed zijn een kleine administratie in haar geheel genomen, als een afdeling of zelfs onderverdeling van een grotere administratie. Een "plaatselijke dienst" kan zowel een post- of belastingkantoor als een gemeentebestuur zijn.

De aldus begrepen "diensten" zijn, al naar de omvang van hun territoriale bevoegdheid of van hun "ambtsgebied", gegroepeerd in "diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt", in "gewestelijke" diensten en in "plaatselijke" diensten. Van de eerstgenoemde geeft het opschrift van het desbetreffende hoofdstuk een definitie; zij zijn onder te verdelen in eigenlijke centrale diensten - leidende of gezagvoerende - en uitvoeringsdiensten. Plaatselijke diensten zijn die welke niet meer dan één gemeente, gewestelijke die welke meer dan één gemeente maar niet het ganse land als werkkring hebben. Beide laatste, overigens bijzonder conventionele begripsinschrijvingen, zouden in het ontwerp zelf moeten staan, vooraan in de overeenkomstige hoofdstukken.

.../...

Voor elke soort, de landelijke, de gewestelijke en de plaatselijke "diensten", bepaalt het ontwerp de daarin te volgen taalregeling op grond van de taal waarvan de wet het gebruik door de inwoners van hun ambtsgebied erkent.

De aanbevelingen om de inkleding van het ontwerp te wijzigen, bedoelen de logische gang van het ontworpen systeem nog duidelijker te maken, leemten aan te vullen en hier en daar schijnbare tegenspraak weg te nemen.

In aansluiting op het advies wordt een volledige nieuwe tekst voorgesteld, die naast iedere bepaling de overeenkomstige Regeringstekst geeft. Voor een goed begrip van de bijzondere opmerkingen raadplege men die synopsis.

IV.

Een aantal bepalingen van het ontwerp betreffen het statuut van het personeel in Rijksdiensten en instellingen van openbaar nut. In het koninklijk besluit van 20 juni 1955 bepaalt artikel 6, dat zulke voorzieningen aan de syndicale raad van advies moeten worden voorgelegd, artikel 7 dat de algemene syndicale raad van advies bevoegd is wanneer personeel van verschillende Ministeries of instellingen in de zaak is betrokken. Volgens het verslag aan de Koning bij dat koninklijk besluit, behoren ook ontwerpen van wet tot de adviesbevoegdheid van de syndicale raden (Omnilegie 1955, blz. 268).

.../...

De bepalingen van het ontwerp die zich ertoe beperken de diensten volgens de taalbehoeften van het bestuur te organiseren, kunnen worden geacht buiten de bevoegdheid van de syndicale raden van advies te vallen; met de bepalingen die de persoonlijke rechtstoestand van ambtenaren vaststellen of hun loopbaan beïnvloeden, is dit echter niet het geval. Bepaalde artikelen zijn onmiskenbaar van die aard. Zo onder meer artikel 26, § 3, derde lid, dat een toelage aan tweetalige ambtenaren verleent, artikel 26, § 5, hetwelk stelt dat de bevorderingen per kader geschieden , de artikelen 31 en 32 die de verkregen persoonlijke rechten van ambtenaren vrijwaren, en artikel 34, dat de syndicale statuten wijzigt.

Uit inlichtingen van de gemachtigde van de Minister blijkt, dat het ontwerp niet aan de algemene syndicale raad van advies is voorgelegd. Er moge echter worden opgemerkt, dat de Koning die raadpleging wel kan eisen voor een nog niet ingediend ontwerp van wet, maar dat het ontbreken van advies in het onderhavige geval - een ontwerp van wet - alleen door het Parlement kan worden getoetst.

V.

In meer dan een bepaling is uitgegaan van het verkeerde denkbeeld, dat alle ambtenaren een toelatingsexamen hebben afgelegd (artikel 11, § 1, artikel 20, § 1, artikel 26, §§ 3 en 4). Stelt het statuut van het Rijkspersoneel als algemene regel,

.../...

dat werving bij vergelijkend examen plaatsheeft, er zijn ook uitzonderingen voorzien, namelijk in artikel 18 en in artikel 19 van dat statuut, en voorts in speciale bepalingen op grond waarvan ambtenaren, die geen examen hadden afgelegd, bij wege van uitzonderingsmaatregel mochten worden benoemd. Voorbeelden daarvan zijn de wet van 28 december 1950 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de vergelijkende examens voor toelating tot de vaste betrekkingen in de Rijksbesturen, de wet van 27 juli 1953 houdende nieuwe tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot de betrekkingen in de Rijksbesturen, en dan de besluiten tot uitvoering van die wetten. Voorts heeft het ontwerp een veel ruimere toepassingssfeer dan het statuut van het Rijkspersoneel (artikel 1, §§ 1, 2 en 3). Het bestrijkt ook instellingen waarvan het personeel niet onder het statuut valt en ook niet altijd na examen is benoemd. Er is dus volstrekt behoefte aan een bijkomende maatstaf, voor alle gevallen waarin het ontwerp rechtsgevolgen verbindt aan de taal van het toelatingsexamen.

VI.

Evenals de wet van 28 juni 1932 vindt het ontwerp toepassing én op de Rijksbesturen én op de openbare instellingen en gedecentraliseerde overheidsdiensten die voor zeer belangrijke bestuurssectoren verantwoordelijk zijn (artikel 1 van het ontwerp).

.../...

Anders echter dan de wet van 1932 maakt het in zijn regelen betreffende het administratief personeel geen onderscheid naargelang het om Rijksbesturen dan wel om gedecentraliseerde overheidsdiensten van de Staat gaat. Voor beider personeel zullen voortaan dus inzake talengebruik gelijke statuutbepalingen gelden.

In de huidige voorzieningen zijn er verschillen : op openbare instellingen vindt bijvoorbeeld geen toepassing artikel 9, § 4, van de wet van 28 juni 1932, dat voorschrijft een billijk evenwicht in het getal der betrekkingen voor kandidaten van iedere taalgroep in acht te nemen (arrest Raad van State, SEPULCHRE en BRYSSINCK, nr 8758, 13 juli 1961).

Steeds volgens de huidige wetgeving is er geen verplichting, het personeel van instellingen van openbaar nut over twee afzonderlijke taalgroepen te verdelen (zie verslag van het Centrum van onderzoek voor de nationale oplossing van de maatschappelijke, politieke en rechtskundige vraagstukken van de verschillende gewesten van het land - Gedr. St. Kamer, 1957-1958, nr 940, blz. 223).

In zijn advies over het koninklijk besluit van 14 februari 1961 verklaart de Raad van State, dat geen wettelijke of verordenende bepaling het houden van taalrollen in instellingen van openbaar nut voorschrijft (Omnilegie 1961, blz. 352).

.../...

Bij herhaling heeft ook de afdeling administratie van de Raad van State in haar arresten beschikt, dat de meeste koninklijke besluiten die vastgesteld zijn om de wet van 28 juni 1932 op de hoofdbesturen toe te passen - onder meer de koninklijke besluiten van 6 januari 1933 en 28 april 1947 - alleen voor het Rijkspersoneel, niet voor het personeel van parastatale instellingen gelden (arrest LACOURT en consorten, nr 1411, 27 maart 1952, en arrest BOUFFIOUX, nr 5574, 28 maart 1957).

Thans zijn de parastatale besturen gebonden door de wettelijke voorzieningen die hen verplichten, in een bepaalde taal bepaalde zaken te behandelen en bepaalde akten op te maken; maar voorts hebben zij, mits zij hun wettelijke taalverplichtingen nakomen, de vrije hand bij het organiseren van hun diensten (zie onder meer artikel 4, § 2, van de wet van 28 juni 1932). Het aanleggen van twee taalrollen is maar één van de wijzen die de bevoegde autoriteiten ter vrije beschikking staan om hun diensten zo te organiseren, dat de wet kan worden toegepast.

In de toekomst zullen ook die instellingen onderworpen zijn aan de bepalingen die in de Rijksbesturen gelden inzake het houden van taalrollen - door het ontwerp (artikel 26) "taalkaders" geheten -, en aan de andere voorzieningen op grond waarvan het persoonlijk statuut van de ambtenaren naar de taalverplichtingen van het bestuur wordt geregeld. Hiermede wordt op een beperkt gebied uitvoering gegeven

.../...

aan een voornemen, dat de Regering in het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 14 februari 1961 (Omnilegie 1961, blz. 308) had aangekondigd : het harmoniseren van de statuten, welke op de verschillende ambtenarencategorieën toepasselijk zijn.

VII.

Zoals gezegd,waren er, voor de parastatale instellingen, in de wet van 1932 en in haar uitvoeringsbesluiten slechts weinig bepalingen die het ambtenarenstatuut naar de taalbehoeften regelden. Die leemte is oorzaak van toepassingsmoeilijkheden geweest, ten bewijze de rechtsspraak van de Raad van State (zie onder meer arrest LACOURT en consorten, nr 1411, 27 maart 1952, betreffende het gebruik der talen op de luchthaven Melsbroek). Om in die leemte te voorzien,verklaart de ontwerp-wet alle statuutregelen die het bevat, met name toepasselijk op alle in artikel 1, §§ 1 en 2, bedoelde personen.

"Natuurlijke en rechtspersonen die concessiehouder zijn van een openbare dienst of die belast zijn met een taak die de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en die de wet of de openbare machten hun hebben toevertrouwd ten nutte van het algemeen belang", zullen dus niet alleen, zoals de wet van 1932 hen reeds verplicht te doen, de dwingende bepalingen van de ontwerp-wet dienen na te leven in hun betrekkingen met particulieren en met de overige overheidsdiensten; een gedeelte van hun personeelsstatuut zal bovendien door de ontwerp-wet of door haar

.../...

uitvoeringsbesluiten worden vastgesteld; als zij met hun activiteit het hele land bestrijken, zal de Koning de getalsterkte van het Nederlandse en het Franse personeelskader van hun centrale diensten bepalen (artikel 26, § 3).

Waar het dus gaat om de vaststelling van het personeelsstatuut en van de regelen inzake dienstorganisatie bij openbare instellingen, wijkt het ontwerp af van de bestaande wetgeving en reglementering. Voor een vrijwel geheel ontbrekende reglementering komt er een in de plaats, die zelfs op instellingen met een doorgaans ruime autonomie in de vaststelling van de rechtstoestand van hun personeel toepassing zal vinden.

VIII.

De regelen tot vaststelling van het personeelsstatuut bij de Staat en bij openbare instellingen liggen over verschillende hoofdstukken verspreid en stemmen niet altijd onderling overeen. Zo kan een ambtenaar van de Staat of van een openbare instelling benoemd worden in een plaatselijk of gewestelijk bestuur van de Staat of van die instelling, als hij de taal van het gebied machtig is, ongeacht die waarin hij zijn studies heeft gedaan (artikel 10, § 1, en artikel 17). In centrale openbare diensten daarentegen waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, en in de uitvoeringsdiensten met zulk een werkkring die in de Brusselse agglomeratie hun zetel hebben, kan een

.../...

kandidaat niet worden benoemd dan in een betrekking van het "kader" van de taal waarin hij zijn studies heeft gedaan (artikelen 26 en 27). In het "kader" van de taal waarin hij zijn studies niet heeft gedaan, al beheerst hij die taal volkomen, kan hij niet worden benoemd. Voor de plaatselijke diensten die in de Brusselse agglomeratie gevestigd zijn, komt er een speciale regeling. De kandidaten moeten hun toelatingsexamen in de taal van hun studies afleggen, maar worden niet bij een taalkader ingedeeld (artikel 15, § 1). Dezelfde regel zal gelden in de gewestelijke diensten met zetel in die agglomeratie (artikel 21). Ter zake van het personeelsstatuut voert het ontwerp dus drie geheel onderscheiden regelingen in.

Voor het overige is het ontwerp in overeenstemming met de huidige reglementering voor de Rijksbesturen, in zover het in de hoofdbesturen twee taalkaders kent (koninklijk besluit 6 januari 1933). Er moge echter worden opgemerkt, dat het ontbreken van taalkaders in plaatselijke of gewestelijke diensten tot moeilijkheden kan leiden, namelijk wanneer een ambtenaar van zulk een dienst naar een centrale dienst overgaat.

.../...

IX.

Voor ambtenaren van de buitendiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlands Handel ten slotte, bevat de ontwerp-wet geen bijzondere regelen. Met het oog op hun inschrijving op twee taalrollen is een afzonderlijk ontwerp van wet ingediend (ontwerp van wet houdende vaststelling van de regelen betreffende de inschrijving op de respectieve taalrollen van de ambtenaren der carrière buitenlandse dienst en van de personeelsleden der kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel - Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1961-1962, Gedr. St. nr 205).

De ontwerp-wet bevat evenmin regelen om het personeelsstatuut in parastatale instellingen met diensten in het buitenland vast te stellen met inachtneming van de behoeften inzake het gebruik van de talen.

.../...

HOOFDSTUK I VAN HET ONTWERP.

Artikel 1.

De wet van 28 juni 1932 is luidens de terminologie van artikel 1 van toepassing op de besturen van Staat, provinciën en gemeenten, op overheidsbedrijven, vergunde diensten, openbare inrichtingen en, over 't algemeen, op alle ondergeschikte openbare besturen en overheden.

De ontwerp-wet ziet af van die terminologie en omschrijft haar werkingssfeer, in artikel 1, aan de hand van de verschillende wijzen waarop openbare diensten worden beheerd.

\+ +

Aangezien de Regering de wet op alle gecentraliseerde en gedecentraliseerde openbare diensten toepassing wil doen vinden, is het overbodig de openbare instellingen met zoveel woorden in § 1 te vermelden. De "openbare instelling" is immers de vorm bij uitstek van dienstgewijze decentralisatie, zodat, wordt de term in § 1 gebruikt, twijfel kan ontstaan of de wet ook voor andere, niet aan het exacte begrip "openbare instelling" beantwoordende types van gedecentraliseerde overheidsdiensten geldt.

\+ +

.../...

Het begrip "taak die de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en die de wet of de openbare machten" aan de natuurlijke en rechtspersonen "hebben toevertrouwd ten nutte van het algemeen belang" , is vaag en maakt de afbakening van de toepassingssfeer van de wet onzeker.

Bedoelt de Regering, de wet toepasselijk te maken op natuurlijke personen of rechtspersonen die, met behoud van hun particulier karakter, een overheidsdienst beheren omdat zij daartoe gemachtigd of erkend zijn, dan moet § 2 van artikel 1 in die zin worden geredigeerd.

De memorie van toelichting verstrekt hierover geen uitleg, zodat niet uit te maken is wat de bepaling juist betekent.

+ +

Artikel 1, § 3, bepaalt, dat deze wet geldt voor "de administratieve handelingen uitgaande van de schooloverheden, van de rechterlijke macht en van haar medewerkers".

Deze redactie laat de juiste toepassingssfeer van de wet in het vage.

.../...

Er is immers geen wettelijke definitie van de "administratieve handelingen uitgaande van de schooloverheden, van de rechterlijke macht en van haar medewerkers", en de memorie van toelichting brengt evenmin opheldering.

Aan de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, met name aan het verslag van de middenafdeling van de Kamer, moge de volgende passus worden ontleend : "Speciale wetten regelen het gebruik der talen in zake gerecht en onderwijs of zullen in deze regeling spoedig voorzien. Maar het bestuurlijk leven van het gerecht of van het openbaar onderwijs, de handelingen van bestuurlijke aard gesteld door de rechterlijke of schooloverheden, zijn klaarblijkelijk onderworpen aan de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken ...". Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, zou die tekst adequaat tot uiting brengen wat de Regering met "administratieve handelingen" bedoelt.

Het ontwerp gaat dus uit van een onderscheid tussen handelingen in verband met de uitoefening van de rechterlijke macht of met de taak van het onderwijs, waarvoor uiteraard bijzondere wetten gelden, en handelingen in verband met de administratieve werkzaamheden van gerechts- of schooloverheden, waarvoor die wetten niet gelden. Noch in de tekst, noch in de toelichting van het ontwerp komt dit onderscheid tot uiting.

+

.../...

"Schooloverheid" kan meer dan in één zin worden verstaan. Het kan zijn de overheid die een onderwijsinrichting organiseert, dit is, "de overheid, de natuurlijke of rechtspersoon(onen) die daarvoor verantwoordelijk is(zijn)" ; het kan ook zijn alwie gezag heeft over leerlingen of verantwoordelijkheid draagt in de administratieve organisatie van een onderwijsinrichting.

Het ontwerp zou dus de juiste inhoud van dit begrip moeten aangeven.

+

De termen "administratieve handelingen" en "schooloverheden", vlottend als zij zijn, kunnen ter zake van het gesubsidieerd bijzonder onderwijs aanleiding geven tot controverse over de bestaanbaarheid van § 3 met de artikelen van de Grondwet betreffende de vrijheid van onderwijs en vereniging.

Ook in dit opzicht moet de bedoeling van de Regering worden verduidelijkt.

+

.../...

Het begrip "medewerker van de rechterlijke macht" is in geen wettekst vastgelegd en is voor uiteenlopende interpretatie vatbaar. Het is te vervangen door een uitdrukkelijke opsomming van de personen, die de Regering aan de wet wil onderwerpen.

+

Ook het begrip "kiesverrichtingen" in artikel 1, § 3, is vaag ; de tekst laat in het midden, of het hier alleen gaat om de zogenaamd politieke (parlements-, provincieraads- of gemeenteraads-) verkiezingen, of mede om enige andere door de wet voorziene verkiezing : (voor rechters in rechtbanken van koophandel, leden van werkrechtersraden, ondernemingsraden, comités voor verfraaiing van de werkplaatsen, enz. ...).

+ +

De term "openbare diensten" is in artikel 1 dubbelzinnig gebruikt. In § 1 heeft hij de traditionele betekenis welke de rechtsleer daaraan in het publiekrecht geeft : hij staat er voor alle gecentraliseerde dan wel gedecentraliseerde centrale, provinciale en gemeentelijke besturen. In § 4 daarentegen krijgt de term een conventionele betekenis en dekt hij de in § 1 bedoelde besturen, de concessiehouders van openbare diensten (in de materiële betekenis van het woord), de personen belast met een "taak ten nutte van het algemeen" en, ten slotte, in zekere mate, de Raad van State, het Rekenhof, de rechterlijke macht en haar medewerkers, alsook de

.../...

"schooloverheden". De paragraaf kondigt aan, dat de term "openbare diensten" verderop in die conventionele betekenis zal worden gebruikt.

In feite zijn wel sommige plaatselijke, gewestelijke en centrale diensten, - waarover onderscheidenlijk de hoofdstukken III, IV en V van het ontwerp handelen - "openbare diensten" in de conventionele betekenis van artikel 1, § 4, maar vele andere zijn slechts een onderdeel van zulk een "openbare dienst".

Als conventionele benaming voor alle "diensten", waarop de onderscheiden hoofdstukken van het ontwerp betrekking hebben, gebruike men derhalve een andere term dan thans in artikel 1, § 1. Voorgesteld wordt : "dienst" kortweg ; de term heeft een meer administratieve betekenis dan "openbare dienst", die veeleer in de rechtsleer thuishoort ; in de tekst zegge men, dat onder "dienst" begrepen zijn alle in artikel 1, §§ 2 en 3, bedoelde natuurlijke personen én alle afdelingen of onderverdelingen met een bepaald ambtsgebied van de "openbare diensten" en rechtspersonen bedoeld in artikel 1, §§ 1, 2 en 3, van het Regeringsontwerp.

.../...

HOOFDSTUK II VAN HET ONTWERP.

De benaming "overgangsgebied" uit artikel 3, § 2, ter aanduiding van de negen gemeenten waar de drie in België gebruikte talen worden gesproken, kan de indruk wekken, dat de wet vijf taalgebieden onderscheidt, terwijl uit de memorie van toelichting en uit het ontwerp zelf duidelijk blijkt, dat er maar vier zijn. Die verkeerde voorstelling wordt in de hand gewerkt doordat hoofdstuk II niet spreekt van de elf Brabantse gemeenten met speciale taalregeling of van de zes gemeenten uit het , door het ontwerp overigens ingekrompen kanton Malmédy, terwijl die beide groepen toch in het Nederlandse en in het Franse taalgebied in een soortgelijke positie staan als het zogenaamde "overgangsgebied", dat in feite een integrerend deel van het Franse taalgebied is.

Om dubbelzinnigheid te weren, geeft de Raad van State in overweging, na de beschrijving van ieder taalgebied een lijst van de daartoe behorende gemeenten met speciale taalregeling te geven; om ze aan te duiden, vermijdt hij de term "gebied".

+

+ +

In elk van de drie groepen van gemeenten met speciale taalregeling is die regeling anders. Wil men niet voortdurend met lastig te begrijpen verwijzingen werken, dan kan een benaming voor ieder van die groepen niet worden gemist. De gemeenten uit het "overgangsgebied"

.../...

kunnen "overgangsgemeenten", die uit het kanton Malmédy "gemeenten uit het Malmédyse" worden genoemd. De Brabantse gemeenten met speciale taalregeling kan men, zoals in de memorie van toelichting, "randgemeenten" noemen, voor zover de acht gemeenten van het Nederlandse taalgebied betreft. Op een eerste gezicht gaat de term echter minder op voor de gemeenten uit het Franse taalgebied, omdat Waterloo, Ter Hulpen en Kasteelbrakel geen aanrakingspunt met de Brusselse agglomeratie hebben. Zuiver conventioneel kunnen ze niettemin ook "randgemeenten" worden genoemd.

\+
\+ \+

Artikel 4 beperkt zich niet tot een opsomming van de gemeenten uit het Duitse taalgebied ; het verandert ook het rechtsgebied van de rechterlijke kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith ; Kalmis, dat door de wet van 15 september 1919 bij het kanton Aubel was gevoegd, gaat over naar het kanton Eupen ; Büllingen, Butgenbach, Elsenborn en Rocherath, die door de wet van 6 maart 1925 in het kanton Malmédy waren opgenomen, gaan over naar het kanton Sankt-Vith.

Beter ware de samenstelling van het Duitse taalgebied niet voorgoed aan die van de rechterlijke kantons vast te koppelen en tevens de grenzen van die kantons aan te passen in bepalingen, die de tekst van de evengenoemde wetten van 1919 en 1925 zouden wijzigen, de nodige overgangsmaatregelen zouden bevatten en aan het slot van het ontwerp hun plaats zouden krijgen.

.../...

Desnoods zou een bijkomend artikel de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken aan die bepalingen kunnen aanpassen. Daarom zou de Minister van Justitie bij de redactie van het ontwerp betrokken moeten worden en het samen met zijn ambtgenoot van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt moeten voordragen en medeondertekenen.

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP.

Dit hoofdstuk handelt over "plaatselijke" diensten. Deze zuiver conventionele benaming behoort in een inleidend artikel te worden omschreven.

De twee afdelingen van dat hoofdstuk bepalen, de ene voor het Nederlandse, het Franse en het Duitse taalgebied, de andere voor de Brusselse agglomeratie, welke taal de plaatselijke diensten moeten gebruiken:

1° in binnendienst, in betrekkingen met de diensten waaronder ze ressorteren en in betrekkingen met de overige diensten (artikelen 6 en 11) ;

2° in berichten, mededelingen en formulieren ten behoeve van het publiek (artikelen 7 en 12) ;

3° in betrekkingen met particulieren (artikelen 8 en 13) ;

4° in akten die particulieren aangaan en in aan hen af te geven getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen (artikelen 9 en 14).

... /...

De laatste artikelen van iedere afdeling trekken uit de onderscheiden taalregelingen de passende gevolgen inzake benoembaarheids- en bevorderbaarheidsvereisten, ambtsuitoefening en verdeling van het werk over de "diensten".

+

+ +

In de artikelen 6 tot 9 zou beter moeten uitkomen, dat in het Nederlandse, het Franse en het Duitse taalgebied als regel geldt het gebruik van de taal van het gebied, en dat de bijzondere bepalingen alleen beogen, nu eens het gebruik van een tweede, soms zelfs van een derde taal, voor te schrijven of toe te laten ten behoeve van minderheidsgroepen, dan weer in de afgifte van officiële vertalingen te voorzien.

+

+ +

Bij vergelijking van de artikelen 6 en 8, waarvan alleen het eerste de term "uitsluitend" bezigt, blijkt dat het verbod bij de stukken een vertaling te voegen wél geldt voor de binnendienst en voor betrekkingen met andere diensten uit hetzelfde gebied, maar niet voor betrekkingen met particulieren.

+

+ +

.../...

Artikel 9.

Van artikel 9 kunnen beter twee artikelen worden gemaakt, waarvan het ene alleen over "akten", het andere alleen over getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen zou handelen. Voor beide soorten van stukken geldt niet dezelfde regeling. Behalve in de overgangsgemeenten, waar de belanghebbenden tussen de drie in ons land gesproken talen mogen kiezen, worden akten steeds in de taal van het gebied opgemaakt. Voor getuigschriften enz... is de regeling ruimer in die zin, dat aan belanghebbenden ook nog in andere gemeenten enige keuze wordt gelaten, met name tussen het Nederlands en het Frans in de elf randgemeenten, tussen het Frans en het Duits in de gemeenten uit het Malmédyse en uit het Duitse taalgebied.

Ter zake van de "akten" waarop artikel 9 toepassing vindt, moet worden verwezen naar de begripsomschrijving die tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 1932 is gegeven. Het betreft hier, in de ruimste betekenis van het woord, akten die de diensten opmaken aangaande particulieren en akten die tussen beide tot stand komen.

\+

\+ \+

Artikel 10.

Artikel 10, § 1, stelt een algemeen beginsel, ook voor gemeenten met een speciale taalregeling, waarop de §§ 2, 3 of 4 van hetzelfde artikel toepassing vinden.

\+

\+ \+

Paragraaf 2 stelt regelen voor het personeel van plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de onder artikel 7, § 2, van het ontwerp genoemde gemeenten, welke de Raad van State in de artikelen 3 en 4 van zijn tekst voorstelt "randgemeenten" te noemen.

In de bepalingen waarin het regelen voor het personeel vaststelt, maakt het ontwerp nergens een onderscheid tussen ambtenaren naargelang zij onder de ene of de andere van de in artikel 1 genoemde autoriteiten ressorteren, behalve dan in artikel 10, § 2, waar het enerzijds handelt over ambten of betrekkingen "bij de gemeentebesturen" (vier alinea's), anderzijds over ambtenaren van plaatselijke diensten "die onder de Staat ressorteren of daarmee gelijkgesteld zijn" (vijfde lid). Een nauwkeuriger omschrijving van beide begrippen is nodig wil men duidelijk maken, dat alle in artikel 1 genoemde openbare diensten daaronder vallen. "Gemeentebesturen" vervange men door "besturen van gemeenten en van aan gemeenten ondergeschikte overheidspersonen"; "plaatselijke diensten die onder de Staat ressorteren of daarmee gelijkgesteld zijn" door "andere plaatselijke openbare diensten dan die van gemeenten en van aan gemeenten ondergeschikte overheidspersonen".

+

\+ +

.../...

Het vierde lid van § 2 stelt het slagen voor een taalexamen als een voorwaarde voor deelneming aan toelatings- of bevorderingsexamens. Om benoemd of bevorderd te worden, is het niet altijd nodig voor een examen te zijn geslaagd, zodat het meer in de rede zou liggen, het slagen voor een examen over talenkennis als een voorwaarde voor benoeming te stellen. Dit heeft de Raad van State in zijn voorgestelde tekst gedaan. Acht de Regering dat taalexamen alleen nodig voor zover het statuut van de ambtenaar een beroepsexamen voorschrijft, dan behoort zij de tekst van de Raad dienovereenkomstig te wijzigen.

Gaat de Regering op de wenk van de Raad niet in, dan moet het vierde lid hoe dan ook beginnen met de woorden : "Geen kandidaat voor ambten of betrekkingen als genoemd in het tweede en het derde lid mag ... ". Geen van de in het tweede lid genoemde ambtenaren komt immers normaal voor bevordering in aanmerking.

+

\+ +

Het vijfde lid van § 2 bepaalt : "Aan de ambtenaren verbonden aan de plaatselijke diensten, die onder de Staat ressorteren of daarmee gelijkgesteld zijn, wordt een aan de te vervullen functies aangepaste taalkennis opgelegd volgens de hierboven vermelde criteria".

Zo geformuleerd, eist die bepaling geen taalexamen voor ambtenaren van "plaatselijke diensten die onder de Staat ressorteren of daarmee gelijkgesteld zijn".

.../...

Wel eist het van sommigen een bepaalde taalkennis, maar daarover zal de voor de organisatie van de dienst verantwoordelijke overheid oordelen, met de middelen die zij goedvindt. Het tweede lid van § 2 is niet toepasselijk op ambtenaren van "plaatselijke diensten die onder de Staat ressorteren of daarmede gelijkgesteld zijn", aangezien het alleen ambten van gemeenten of onderstandscommissies betreft. Voor de evengenoemde ambtenaren geldt dus alleen de in het derde lid van § 2 neergelegde regel, dat ambtenaren die met het publiek omgaan, een elementaire kennis van de tweede taal moeten bezitten. Acht de Regering een examen nodig om de elementaire kennis van de tweede taal, die geëist wordt van bepaalde onder het vijfde lid van § 2 bedoelde ambtenaren, te kunnen toetsen, dan moet zij de door de Raad van State voorgestelde tekst aanvullen. Oordeelt zij, dat sommige ambtenaren in betrekkingen die niet onder gemeentebesturen of onderstandscommissies ressorteren, niet een "elementaire" maar een "voldoende" kennis van de tweede taal moeten bezitten, dan behoort zij aan de tekst van de Raad ofwel - zoals in het tweede lid - een opsomming van de betrekkingen waarvoor een voldoende kennis van de tweede taal wordt geëist toe te voegen, ofwel de Koning met het aanwijzen van die betrekkingen te belasten.

\+

\+ \+

Paragraaf 3 bepaalt : "In de gemeenten van het overgangsgebied worden de betrekkingen waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek derwijze toegekend dat het publiek, zonder de minste hinder, kan te woord gestaan worden in zijn eigen taal". Soortgelijke bepalingen staan in § 4 van hetzelfde artikel, in

.../...

artikel 18, § 7, in artikel 28 en in artikel 29, § 3. De bepalingen van de artikelen 10, § 4, 28 en 29, § 3, zijn echter beperkt tot het gebruik van twee talen. Al die artikelen laten de besturen, waaraan de wet verplichtingen tegenover het publiek oplegt, de mogelijkheid hun diensten vrij te organiseren, mits zij bij de gekozen organisatie die verplichtingen nakomen.

Door het publiek de gelegenheid te geven zich in bepaalde gemeenten van de taal van zijn keuze te bedienen, kunnen die artikelen de indruk wekken, dat het in andere gemeenten van het land dit recht niet zou hebben, hetgeen niet overeen te brengen zou zijn met de vrijheid die gewaarborgd is in artikel 23 van de Grondwet. Een arrest van het Hof van Cassatie, van 8 augustus 1895, stelt dat dit artikel 23 "a pour effet d'assurer le droit de se servir de la langue de leur choix à tous les citoyens agissant comme tels, dans le cercle de leurs intérêts individuels, soit dans leurs rapports entre eux, soit vis-à-vis de l'autoritié" (Pas. 1895, I, blz. 269). Met artikel 23 machtigt de Grondwet de wetgever tot het regelen van het talengebruik voor handelingen van het openbaar gezag, zodat hij mag bepalen, dat de administratie in bepaalde gemeenten verplicht is, het publiek te woord te staan in de taal waarvan het zich bedient. In de evengenoemde artikelen van het ontwerp moet dus tot uitdrukking komen, dat de wet alleen het gebruik der talen door het bestuur regelt, en in geen geval het gebruik door de bestuurden.

+

+ +

In § 3 geve men aan, welke talen het bestuur moet gebruiken in de gemeenten van het overgangsgebied, welke de Raad van State in artikel 4 van zijn tekst voorstelt "overgangsgemeenten" te noemen.

+

+ +

Artikelen 11 tot 14.

De artikelen 11 tot 14 versterken het beginsel van de tweetaligheid voor alle diensten van de Brusselse agglomeratie. Dat beginsel vertoont drie facetten. Alle collectieve stukken voor het publiek zijn tweetalig (artikel 12). Daartegenover staat, dat een particulier voor alle akten of andere stukken die hem aangaan of voor hem bestemd zijn (artikel 14) en ook voor zijn mondelinge of schriftelijke betrekkingen met de diensten (artikel 13), Nederlands of Frans kan kiezen, met als belangrijke afwijking echter, dat een in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gevestigd rechtspersoon steeds antwoord krijgt in de taal van dat gebied. Die taal moet ook worden gebruikt voor de betrekkingen tussen diensten van de agglomeratie en diensten van die gebieden (artikel 11, § 2). Derde facet van de tweetaligheid : in de binnendienst en in betrekkingen met de hogere en met de andere diensten van de agglomeratie is, naar bepaalde maatstaven, óf het Nederlands óf het Frans te gebruiken (artikel 11, § 1). De diensten van de agglomeratie zijn dus nooit verplicht zich van het Duits te bedienen.

\+

\+ \+

Artikel 11, § 1, gaat nu bij het aanleggen van de maatstaven voor de keus van de taal in de binnendienst en in betrekkingen met hogere autoriteiten volkomen onlogisch te werk. Het wekt de indruk, dat de zaken in principe worden behandeld in de taal

.../...

waarin de particulieren ze hebben ingediend. In feite echter is het zó, dat de te gebruiken taal in beginsel wordt bepaald naar de plaats waar de zaak zich objectief laat localiseren en dat de subjectieve maatstaf, met name de taal van belanghebbende, dit is de particulier die de zaak heeft ingediend of de ambtenaar over wiens positie het gaat, alleen wordt toegepast als zulke localisatie niet mogelijk is; ten slotte is er, bij gemis van een subjectieve maatstaf, ruimte voor keuze, in die zin dat de ambtenaar die er mee belast wordt de zaak te behandelen, dit zal doen in de taal welke officieel de zijne is.

Artikel 15.

Normaal moet de hier gebruikte uitdrukking "ambten en betrekkingen" in plaatselijke openbare diensten die in de Brusselse agglomeratie gevestigd zijn, zo worden uitgelegd, dat zij alleen op het personeel van die besturen slaat, niet op burgemeesters, schepenen, gemeenteraadsleden, voorzitter en leden van commissies van openbare onderstand, voorzitter en leden van de raad, of van het bureau van kerkmeesters, van kerkfabrieken.

+

\+ +

.../...

Zoals ze gesteld is,komt § 1 van artikel 15 neer op een veralgemening van het ingangsexamen in plaatselijke openbare diensten die in de Brusselse agglomeratie zijn gevestigd, want het stelt de examens verplicht, ook voor diensten waar de huidige statuten dit niet doen. Zelfs eist het een toelatingsexamen voor ambtenaren die de overheid uit een gewestelijke of centrale dienst wenst over te plaatsen naar een plaatselijke dienst, die in de Brusselse agglomeratie is gevestigd en onder hetzelfde bestuur ressorteert. Is de redactie van de paragraaf geheel zoals de Regering het wenst, dan reikt het ontwerp verder dan het krachtens zijn opzet kan gaan; door examens over andere vakken dan talenkennis voor te schrijven, treft het terzake van de werving van ambtenaren in overheidsdiensten een regeling, die berust op andere overwegingen dan de taalverplichtingen van die diensten.

Bedoelt de Regering het toelatingsexamen niet te veralgemenen, dan dient zij § 1 zo te redigeren, dat de tekst duidelijk alleen slaat op de toelatingsexamens die eventueel door de personeelsstatuten zijn opgelegd.

Bij het eerste lid van § 4 van artikel 26 is een soortgelijke opmerking te maken.

\+

\+ \+

.../...

Anders dan in § 3 van artikel 9 van de wet van 28 juni 1932, wordt in § 1 van artikel 15 niet meer gezegd, dat de kandidaten de taal mogen kiezen waarin zij hun toelatingsexamen afleggen; de ontwerpwet bepaalt zelf die taal : het Nederlands of het Frans "naar gelang van de taal waarin zij, volgens hun diploma's of studiegetuigschrift, hun onderwijs genoten hebben". Paragraaf 4 van artikel 26 bevat een soortgelijke bepaling inzake werving van ambtenaren in centrale diensten waarvan de werkzaamheid het gehele land bestrijkt. Door de werking van artikel 27 wordt zij toepasselijk verklaard op de werving van personeel van uitvoeringsdiensten waarvan de zetel in de Brusselse agglomeratie is gevestigd en de werkzaamheid het gehele land bestrijkt. Bij die bepalingen is het volgende op te merken :

1° Als verschillende diploma's toegang geven tot eenzelfde graad, zal een kandidaat die één van die diploma's na studies in de ene taal, en een ander na studies in de andere taal zou hebben behaald, naar keuze voor de Nederlandse of de Franse examens mogen opkomen.

2° Door de taal van het ingangsexamen vast te koppelen aan de taal van het diploma of studiegetuigschrift, veronderstelt de tekst, dat gegadigden voor overheidsbetrekkingen altijd een diploma of een getuigschrift moeten bezitten. De huidige statuten eisen

.../...

dit echter niet altijd;in beginsel wordt geen diploma of getuigschrift gevraagd van kandidaten voor betrekkingen vierde categorie bij het Rijkspersoneel (zie bijlage bij het koninklijk besluit van 6 februari 1954, tot wijziging van artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel).

Is de Regering niet voornemens alle onder de ontwerp-wet vallende overheden te verplichten, hun huidige wervingsregeling te wijzigen door namelijk een diploma of een getuigschrift voor alle graden te eisen, dan zou de tekst een aanvullende bepaling moeten bevatten voor het geval, dat de kandidaat noch diploma noch studiegetuigschrift moet overleggen. Zulk een bepaling is echter niet nodig wanneer de tekst wordt geïnterpreteerd als uit te gaan van de taal van de studies, zelfs in het geval dat geen bepaald diploma of getuigschrift moet worden overgelegd.

3° Krachtens de ontwerp-wet zullen in bepaalde betrekkingen alleen mogen worden benoemd zij die of in het Nederlands of in het Frans hebben gestudeerd; van overeenkomstige benoeming zijn daarmee uitgesloten Belgen die in België in het Duits hebben gestudeerd, behalve nochtans in het geval van artikel 26, § 4, derde lid, en ook Belgen die in het buitenland noch in het Nederlands, noch in het Frans hebben gestudeerd en zich op gelijkwaardigheid van hun diploma met een in België afgegeven diploma kunnen beroepen.

.../...

Belgen kunnen immers in België lager en middelbaar onderwijs in het Duits volgen (artikel 54 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs en artikel 58 van de bij koninklijk besluit van 30 april 1957 gecoördineerde wetten op het middelbaar onderwijs), terwijl de gelijkwaardigheid van diploma's in een aantal wetten is geregeld, met name in de wet van 2 juli 1956 betreffende de gelijkwaardigheid der universitaire titels.

Het kan niet de bedoeling van de Regering zijn geweest, Belgen die in het Nederlands, noch in het Frans hebben gestudeerd, van benoeming in bepaalde betrekkingen uit te sluiten, want dit zou ingaan tegen het beginsel van artikel 6 van de Grondwet: dat alle Belgen gelijkelijk tot overheidsbedieningen benoembaar zijn. De bepalingen van het ontwerp die handelen over de taal waarin gegadigden moeten hebben gestudeerd, zijn dus aan te vullen.

\+

\+ \+

De formule die § 4 gebruikt ter omschrijving van de ambten waarvan de titularissen voor een examen over de voldoende kennis van de tweede taal geslaagd moeten zijn, is vaag en kan een bron van betwistingen worden. Verduidelijking is nodig.

In de Franse tekst vervange men "direction supérieure" door "haute direction".

.../...

Artikel 16.

Met artikel 16 wordt, op het gebied van de burgerlijke stand, tegelijk afgeweken van en een aanvulling gegeven op de regelen, neergelegd in de eerste twee afdelingen van het hoofdstuk III :

1° in afwijking van het beginsel, dat de voor het publiek bestemde stukken in de Brusselse agglomeratie, in het Duitse taalgebied en in de gemeenten met speciale taalregeling in twee (soms zelfs in drie) talen gesteld moeten zijn, worden bekendmakingen inzake akten van de burgerlijke stand alleen gedaan in de taal van de desbetreffende akte of - naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard - eventueel in de taal van de door belanghebbende gevraagde vertaling;

2° het gemeentebestuur stelt de akten van de burgerlijke stand in de taal van het gebied waartoe het behoort, maar ook overschrijving daarvan door het bestuur van enige tot het Nederlandse of het Franse taalgebied behorende gemeente zonder speciale taalregeling geschiedt in de taal van het gebied. De akte wordt vertaald door het bestuur dat ze ontvangt, het bestuur dat ze verzendt of de gouverneur van de provincie, al naar het geval.

Het ware gewenst beide bepalingen op te nemen in de artikelen die er door aangevuld worden. Maar die bepalingen behoeven ook zelf aanvulling in de door de gemachtigde ambtenaar aangegeven zin; voorts moeten zij er rekening mee houden, dat de diensten van de

.../...

Brusselse agglomeratie en van de randgemeenten geacht worden geen Duits, en die van het Duitse taalgebied en van de gemeenten uit het Malmédyse geen Nederlands te kennen.

HOOFDSTUK IV.

In een inleidend artikel ware aan te geven, wat moet worden verstaan onder "gewestelijke dienst" en het "ambtsgebied" ervan. "Ambtsgebied" is gewoon het grondgebied waarover de dienst bevoegdheid heeft. Op te merken valt, dat het ontwerp aan het begrip "ambtsgebied" blijkbaar niet overal dezelfde inhoud geeft (men vergelijke in dat opzicht de artikelen 17 en 18 met artikel 20). Zoiets is volstrekt te vermijden.

\+

\+ \+

Het vierde hoofdstuk gaat anders te werk dan het derde : de artikelen behandelen niet meer achtereenvolgens verschillende onderwerpen, maar geven ineens en volledig de regeling voor iedere groep van gewestelijke diensten. Die groepen worden bepaald volgens de taalstructuur van het ambtsgebied van de dienst, en wel naar gelang het bestaat :

.../...

- als eerste groep, uit gemeenten van het Franse of het Nederlandse taalgebied zonder speciale taalregeling (artikel 17);

- als tweede groep, uit gemeenten van het Duitse taalgebied,

ofwel

uit gemeenten van het Nederlandse of het Franse taalgebied met speciale taalregeling of met verschillende taalregelingen (artikel 18);

- als derde groep, uit gemeenten van de Brusselse agglomeratie

ofwel

én uit gemeenten van de Brusselse agglomeratie, én uit gemeenten van het Nederlandse of het Franse taalgebied, of van beide gebieden tegelijk (artikel 21);

- als vierde groep, uit gemeenten van verschillende taalgebieden, de Brusselse agglomeratie uitgezonderd (artikel 20).

+

+ +

.../...

Zoals ze geformuleerd zijn, laten die artikelen de taalregeling er schijnbaar in de eerste plaats van afhangen, of de zetel van de dienst binnen dan wel buiten de agglomeratie is gevestigd. In feite is het andersom en wordt de toe te passen regeling in beginsel bepaald door de taalregeling van de plaatselijke diensten van het ambtsgebied ; zodra echter een dienst uit een bepaalde groep zijn zetel in de agglomeratie heeft, is op hem een andere regeling toepasselijk, want de gemeente waar die zetel zich bevindt, wordt, naar gelang van het geval, gelijkgesteld met een randgemeente of met een gemeente van de agglomeratie die tot het ambtsgebied mocht behoren.

Het ontwerp neemt niet alle mogelijkheden onder ogen. Aan de hand van de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, heeft de Raad van State bepaalde leemten kunnen aanvullen.

In dit verband zij opgemerkt, dat de gewestelijke diensten wier ambtsgebied verschillende taalgebieden buiten de Brusselse agglomeratie bestrijkt, zich ingevolge artikel 20 niet van het Duits mogen bedienen. Dit lijkt echter niet de bedoeling van de Regering te zijn voor het geval dat de zetel van de dienst in het Duitse taalgebied of in een gemeente uit het Malmédyse ligt. Artikel 20 ware derhalve in te delen in twee paragrafen, waarvan de tweede dat geval zou regelen.

.../...

Ter wille van de duidelijkheid is het volstrekt noodzakelijk dat de meeste verwijzingen die in de artikelen 17 tot 21 van het ontwerp voorkomen, vervangen worden door een aanhaling van de teksten zelf waarnaar wordt verwezen.

Zoals voor de plaatselijke diensten uit het Nederlandse, Franse of Duitse taalgebied en voor de diensten uit de Brusselse agglomeratie (artikelen 10 en 15) is gedaan, zouden ook alle bepalingen betreffende het statuut van het personeel der gewestelijke diensten (artikel 17, partim, 18, § 1, 18, § 7, 19, 20, § 3, en 21 partim) in één artikel moeten worden samengebracht. Over die bepalingen handelen de volgende opmerkingen.

Artikel 20.

De zinsnede in § 3 "zonder nochtans aan de regel van de gewestelijke recrutering onderworpen te zijn" heeft geen rechtsinhoud, want het ontwerp noch enige andere wet verplichten de besturen, hun personeel in hun gewest te recruteren. Maatstaf voor de recrutering is in het ontwerp het kennen van (bijvoorbeeld artikel 10, § 1), of het gestudeerd hebben in een bepaalde taal (artikel 26, § 4). Op de in artikel 20 bedoelde diensten rust de verplichting verscheidene talen te gebruiken en toch eist men bij de recrutering, behoudens voor ambtenaren die omgang met het publiek hebben, alleen de kennis van de taal van de zetel. Om hun taak te kunnen vervullen, moeten die diensten echter over ambtenaren beschikken die ook nog een andere taal kennen. Uit § 1, 3°, blijkt overigens, dat de kandidaten het toelatingsexamen kunnen afleggen in een andere taal dan die

.../...

van het gebied waar de dienst zetelt. Zelfs voor ambten zonder omgang met het publiek zal de dienst dus, naast ambtenaren die alleen de taal van het gebied van de zetel kennen, tweetalige ambtenaren recruteren, wier toelatingsexamen dan in een andere taal dan die van meergenoemd gebied kan worden afgenomen. § 3 ware dan ook als volgt te lezen :

"§ 3. Het personeel van die diensten moet de taal kennen van het gebied waar de dienst zetelt. De overheid kan personeel aanwerven dat bovendien één van beide andere talen machtig is.

De diensten worden zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite te woord kan worden gestaan in de talen welke deze wet in de gemeenten uit het ambtsgebied erkent".

In de door de Raad van State voorgestelde tekst komen die bepalingen onder artikel 24, §§ 2 en 3.

Artikel 22.

Artikel 22, § 4, bedoelt artikel 5 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, de inkleding, de bekendmaking en de inwerkingtreding van wettelijke en verordenende teksten zo te wijzigen, dat sommige koninklijke en ministeriële besluiten voortaan nog slechts in één taal worden gesteld.

De regel, dat teksten eentalig kunnen zijn, wijkt af van het beginsel dat sinds de wet van 18 april 1898 is vastgelegd.

.../...

De ontwerp-wet betreft alleen besluiten van inwendige organisatie ("wanneer zij enkel de overheden of diensten interesseren") of besluiten met individuele strekking, met andere woorden besluiten die geen verordeningen zijn en die niet vooraf bekendgemaakt hoeven te zijn om verbindende kracht te hebben. Toch ware het dienstig te bepalen, dat zij alleen dan in één taal opgemaakt mogen worden, als bekendmaking noch verplicht is, noch voorgeschreven wordt. Het zou misstaan, dat in het Belgisch Staatsblad bekend te maken besluiten, waarbij dus alle staatsburgers geacht worden een, zij het alleen maar feitelijk, belang te hebben, slechts in één taal worden gesteld.

Voorts is de ontworpen redactie gebrekkig : zij verwijst naar "deze", dit is naar de ontworpen "wet", terwijl de tekst bestemd is om in een andere wet plaats te nemen.

* \+

Het tweede lid van § 4 is niet volkomen duidelijk. Wellicht is het zó te verstaan, dat voor het onderzoek en de voorbereiding van de besluiten de taal van de binnendienst moet worden gebruikt. Maar dan is de tekst overbodig, want die materie is al in § 1 van het artikel geregeld.

Volgens VAN DALE heeft "ontwerpen" echter ook als betekenis "uitdenken, beramen". Is dat hier de bedoeling, dan heeft men te maken met een bepaling zonder rechtsinhoud. Op een denkproces, iets zuiver innerlijks, heeft de wet immers geen vat.

Hoe dan ook, de Regering zou duidelijk moeten stellen wat zij bedoelt.

.../...

Artikel 26.

Dit artikel stelt regelen die het personeelsstatuut in centrale diensten van diensten wier werking gans het land bestrijkt, afstemmen op de taalbehoeften. Bedoeld worden de centrale besturen van Ministeries en instellingen van openbaar nut, kortom, de centrale diensten van enige in artikel 1, §§ 1 en 2, bedoelde dienst waarvan de werkzaamheid gans het land bestrijkt. Het artikel vindt ook toepassing op het personeel van de administratieve diensten van de Raad van State en van het Rekenhof.

\+ +

De tekst onder § 1 is die van artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 januari 1933 - dat alleen voor de Rijksbesturen gold, maar met enkele lichte wijzigingen waaruit duidelijk blijkt, dat men de besturen vaker dan in het verleden in Franse en Nederlandse diensten gesplitst wil zien.

\+ +

De §§ 2 en 3 vervangen de "taalrollen" door twee "taalkaders", een Nederlands en een Frans.

Artikel 9, § 4, van de wet van 28 juni 1932 had het over een "taalgroep". Van een "rol" van het personeel is men eerst gaan spreken in het koninklijk uitvoeringsbesluit van 6 januari 1933. In de omgang is dit "taalrol" geworden. Artikel 25, § 4, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, is die benaming tenslotte komen bekrachtigen.

.../...

Toch zijn de twee begrippen verschillend. Thans zijn het de ambtenaren die op een rol, de Franse of de Nederlandse, staan. Niet de betrekkingen worden voor ambtenaren van een bepaalde rol gereserveerd, behalve voor besturen die in Nederlandse en Franse diensten zijn ingedeeld of wanneer een administratieve beslissing ze vóór de benoeming voor deze of gene rol reserveert.

Volgens het ontwerp nu zullen én de ambtenaren én de betrekkingen een taalindeling krijgen, onverschillig of er ingevolge § 1 al dan niet splitsing is. De vaststelling van het voor ieder taalkader te reserveren aantal betrekkingen zou bij de Koning berusten.

Aan de nieuwe betekenis die de term "kader" in het ontwerp krijgt, is het bezwaar verbonden, dat verscheidene wetten er een andere betekenis aan gegeven hebben en een lange bestuurspraktijk die dat heeft bekrachtigd. In zijn huidige betekenis geeft een "kader" het aantal aan iedere dienst verbonden ambtenaren van iedere graad aan. Het wordt vastgesteld met het oog op bestuurs- en begrotingscontrole, maar deelt de betrekkingen niet in naar de talenkennis die van de ambtenaren wordt gevergd (zie onder meer artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en afdeling I van hoofdstuk I van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel. Zie ook de vele koninklijke besluiten die het kader van het personeel der Ministeries vaststellen).

+

.../...

Het ontwerp nu beoogt geen administratieve of budgettaire controle, maar regeling van het gebruik van de talen. Alleen uit een oogpunt van dat gebruik treft het voorzieningen inzake organisatie van de diensten. Het moet dus zo worden verstaan, dat het de Koning geen bevoegdheid geeft om de personeelssterkte van de in artikel 1, §§ 1 en 3, bedoelde diensten vast te stellen waar hij dat niet reeds krachtens een andere tekst vermag. Aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ontleent de Koning voor vele instellingen de bevoegdheid tot het bepalen van het personeelskader. Hij bezit ze ook krachtens een aantal bijzondere wetten die instellingen van openbaar nut tot stand hebben gebracht. Maar hij bezit ze niet ten aanzien van alle overheidslichamen bedoeld in artikel 1, §§ 1, 2 en 3, van het ontwerp. Volgens de gemachtigde ambtenaar brengt het ontwerp geen verruiming van 's Konings bevoegdheid inzake het vaststellen van het personeelskader van sommige instellingen van openbaar nut, en vermag de Koning, waar hij zulke bevoegdheid niet krachtens een andere tekst bezit, niets meer te doen dan de betrekkingen, waarvan een andere overheid vooraf het aantal heeft bepaald, over twee taalkaders te verdelen.

+

Naast de taak die hen onder de ontworpen wet doet komen, kunnen de in § 2 van artikel 1 bedoelde personen ook een particulier bezigheid uitoefenen die er helemaal buiten valt. Te hunnen opzichte zal 's Konings bevoegdheid ertoe beperkt blijven, de bedieningen, nodig voor de vervulling van hun taak in 't belang van 't algemeen, over beide taalgroepen te verdelen.

+

.../...

Het begrip "billijk evenwicht" uit artikel 9 van de wet van 28 juni 1932, dat is geïnterpreteerd als niet te verplichten tot het reserveren van de helft der betrekkingen voor ambtenaren van iedere taalrol (zie onder meer het arrest van de Raad van State CREVECOEUR en consorten, nr 3158, van 18 februari 1954), is in het ontwerp vervangen door "numeriek evenwicht".

Blijkens de memorie van toelichting betekent die uitdrukking numeriek gelijke bezetting van ieder kader. Beter ware dan ook van "numerieke gelijkheid" te spreken.

+

Het ontwerp beoogt geen numerieke gelijkheid in iedere graad maar wel op iedere trap van de hiërarchie, zodat groepering, op eenzelfde trap, van gelijke of ongeveer gelijke graden mogelijk zal zijn. Het begrip "trap van de hiërarchie" wordt niet nader bepaald. Kan men het voor de Rijksbesturen wellicht op één lijn stellen met het begrip "algemene graden", zoals dit verstaan wordt in artikel 5 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, voor de overige onder de ontwerpwet vallende besturen kan het, als het onverduidelijkt blijft, bron van betwistingen worden. Ter voorkoming daarvan ware het gewenst de Koning de zorg op te dragen, te bepalen welke graden tot eenzelfde trap behoren.

.../...

Het eerste lid van § 3 kan dan als volgt worden gelezen :

"De Koning bepaalt voor iedere centrale dienst het getal van de voor elk kader te reserveren betrekkingen, en wel zo dat er op alle trappen van de hiërarchie numerieke gelijkheid is.

Hij bepaalt welke graden tot eenzelfde trap van de hiërarchie behoren".

+

De in het ontwerp neergelegde gelijkheidsregel is alleen dan toe te passen als men de betrekkingen met slechts één titularis tot dezelfde hiërarchische trap rekent als die met verscheidene titularissen. Perfecte toepassing van die regel eist, dat op iedere trap van de hiërarchie een even getal voor de betrekkingen wordt vastgesteld. Mocht dat op iedere trap niet altijd mogelijk zijn, dan ware te bepalen dat, als het getal der betrekkingen oneven is, één ervan niet meetelt bij de verdeling over beide taalkaders (zulke formule is ingevoerd bij artikel 33 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958).

+

In het tweede lid van § 3 vervange men de zinsnede "in een andere verhouding dan de hierboven aangeduide het Nederlands of het Frans taalgebied interesseren" door de woorden "het Franse en het Nederlandse taalgebied in ongelijke mate aangaan".

+

.../...

In het derde lid van § 3 schrijve men "tweetalig adjunct" in plaats van "taaladjunct".

\+ +

De opmerkingen bij het eerste lid van § 4 zijn hiervoren geformuleerd, waar artikel 15, § 1, van het ontwerp is besproken.

\+

Die § 4 begint met te bepalen dat de kandidaten het toelatingsexamen in het Nederlands of het Frans afleggen naar gelang hun diploma doet blijken dat ze in deze of gene taal hebben gestudeerd, en voegt er in een tweede lid aan toe, dat ook hun "indeling" naar die maatstaven geschiedt. Dit wekt de indruk dat er twee maatstaven zijn, terwijl er in feite maar één is, want de taal van het examen is die van het diploma of getuigschrift.

Tenzij de Regering mocht bedoelen, voor alle ambten in centrale diensten het slagen voor een toelatingsexamen én het bezit van een diploma of getuigschrift als benoemingsvereiste te stellen, zou zij voor de indeling in de taalkaders verscheidene, naar een bepaalde volgorde toe te passen criteria moeten bepalen.

\+

.../...

Het derde lid van § 4 treft voorzieningen voor de "kandidaten die afkomstig zijn uit het Duitse taalgebied of uit de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5". Aan te geven ware wat onder "kandidaten afkomstig ..." moet worden verstaan. De afkomst kan bepaald worden naar de geboorte of naar het domicilie. Er zij aan herinnerd, dat de Raad van State in zijn tekst voorstelt, de in artikel 7, § 5, bedoelde gemeenten aan te duiden als "gemeenten uit het Malmédyse".

\+ +

Paragraaf 5 van artikel 26 kan als volgt worden gesteld :

"De ambtenaar kan alleen worden bevorderd tot een van de betrekkingen die voorbehouden zijn voor het kader waartoe hij behoort".

\+ +

Paragraaf 6 behoudt, met enige aanpassing, de regel uit artikel 4, § 3, van de wet van 28 juni 1932, die benoeming van tweetalige adjuncten voorschrijft.

Precies zoals nu zal ook in het vervolg de benoemende overheid te oordelen hebben of een dienstchef de tweede taal niet voldoende kent. Maar een dienstchef die voor het in het derde lid van § 3 voorgeschreven examen geslaagd is, zal zij niet meer als eentalig kunnen aanmerken. Het ontwerp geeft niet aan hoe de

.../...

tweetalige adjunct zijn kennis van de tweede taal moet bewijzen. Ter voorkoming van willekeur ware voor te schrijven, dat de als tweetalig adjunct aan te wijzen ambtenaar voor evengenoemd examen moet zijn geslaagd.

\+

\+ +

Paragraaf 7 zegt, dat de regelen in §§ 1 tot 6 "geleidelijk worden toegepast". Hij bepaalt een termijn voor de bekendmaking van de besluiten tot uitvoering en een termijn voor de volledige inwerkingtreding van die paragrafen. Hij stelt ook overgangsmaatregelen in uitzicht.

De termen "geleidelijk toegepast" zijn enigszins vaag. Uitgemaakt moet kunnen worden op welke datum de nieuwe, in artikel 26 neergelegde regelen in de plaats komen van de thans geldende bepalingen van de wet van 28 juni 1932, waarvan sommige in artikel 42 van het ontwerp nochtans zonder meer worden opgeheven. Stellig, zoveel overheden zullen met de nieuwe regelen rekening moeten houden en zoveel verschillen zijn er in de wets- en verordeningsbepalingen die thans op hun personeel toepassing vinden, dat de inwerkingtreding van de §§ 1 tot 6 niet zonder moeilijkheden zal gaan. Maar de formule van het ontwerp is gevaarlijk voor de rechtszekerheid. Daarom ware het gewenst de vaststelling van de data waarop de bepalingen van in artikel 26, §§ 1 tot 6, in werking

.../...

treden, aan de Koning op te dragen. Die data kunnen dan gespreid worden, niet alleen voor de bepalingen van die paragrafen maar ook voor de instellingen waarop de wet toepasselijk zal zijn.

+

Blijkens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar gaat het hier over termijnen van orde die dus enkel als aanwijzing zijn bedoeld; ook als ze verstreken zijn, behoudt de Koning de hem opgedragen verordeningsbevoegdheid.

+

Wederom volgens de inlichtingen door de gemachtigde ambtenaar verstrekt, moeten de overgangsmaatregelen ten behoeve van de personeelsleden die bij de inwerkingtreding van de wet in dienst waren, het mogelijk maken hen bij een van beide taalkaders in te delen naar andere maatstaven dan de in § 4 bepaalde.

+

Om al die redenen, ware § 7 als volgt te stellen :

"§ 7. De besluiten die de Koning ter uitvoering van de §§ 1 tot 6 vaststelt, worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

.../...

Die besluiten geven aan op welke data de bepalingen van die paragrafen gedeeltelijk of geheel in werking zullen treden en stellen voor de ambtenaren en beambten die bij de inwerkingtreding van deze wet in dienst zijn, overgangsmaatregelen vast, met dien verstande dat het, te rekenen van de inwerkingtreding van die besluiten zelf, niet langer dan drie jaar mag duren vooraleer het tegenwoordige artikel algehele toepassing krijgt".

\+ +

Aangezien artikel 26, §§ 1 tot 6, niet onmiddellijk in werking treedt, ware in artikel 42 van het ontwerp aan te geven dat de bepalingen van de wet van 28 juni 1932 die het personeel van de centrale diensten betreffen, niet onmiddellijk worden opgeheven.

Afdeling II.

In afdeling II zijn er twee paragrafen, waar normaal onderafdelingen worden verwacht, te meer daar artikel 29 zelf al in paragrafen is ingedeeld.

Voorgesteld wordt :

"Onderafdeling I. - Diensten die in de Brusselse agglomeratie zetelen.

Onderafdeling II,- Diensten die buiten de Brusselse agglomeratie zetelen".

\+

.../...

Artikel 29.

Als voorbeeld van een uitvoeringsdienst die buiten de Brusselse agglomeratie zetelt en waarvan de werkzaamheid het land bestrijkt, zijn aan te halen de diverse diensten, gevestigd op de nationale vlieghaven.

+ +

In § 1, in de opsomming van de openbare diensten van de Brusselse agglomeratie, zijn de daar gevestigde uitvoeringsdiensten vergeten.

De voorgestelde tekst voorziet in die leemte en vereenvoudigt de redactie van het eerste lid.

In het tweede lid laten de woorden "van de andere taalstreek" veronderstellen, dat er buiten de Brusselse agglomeratie en het gebied waar de uitvoeringsdienst zetelt, maar één ander taalgebied overblijft. De voorgestelde tekst houdt er rekening mede, dat er vier taalgebieden zijn.

+ +

Paragraaf 3 geeft aan, welke talenkennis wordt geëist van de personeelsleden die omgang met het publiek hebben. Het zegt niets over de talenkennis welke de overige personeelsleden moeten bezitten. De thans geldende wetgeving verplicht de overheid niet, in zulke diensten alleen kandidaten te benoemen die de taal kennen van het gebied waar de dienst zetelt (arresten Raad van State

.../...

LACOURT en consoorten, nr 1411, 27 maart 1952; SEMPELS en consoorten, nr 7667, 1 maart 1960; LENGELE en LELIEVRE, nr 8693, 29 juni 1961). Aan de wetgever te oordelen of hij zich hierover moet uitspreken.

Artikel 30.

Dit voorschrift moet dienen om taalincidenten bij kiesverrichtingen te voorkomen.

In acht genomen het doel van de bepaling en het feit dat de memorie van toelichting van voorzitters en bijzitters van "stembureaus" spreekt, is het duidelijk dat het ontwerp met "voorzitters van verkiezingsbureaus" uitsluitend die van stembureaus bedoelt.

De stemming heeft in de gemeente plaats, Er kan dus worden volstaan met het voorschrift, dat in de stembureaus de talen worden gebruikt, die aan de plaatselijke diensten in hun betrekkingen met particulieren zijn opgelegd.

Artikel 30 leze men dan als volgt :

"De voorzitters van stembureaus, die niet bij machte zijn de kiezers te woord te staan of voor te lichten in de talen welke deze wet voorschrijft te gebruiken in de betrekkingen van plaatselijke diensten met particulieren, wijzen een secretaris aan die hen daarin kan bijstaan".

.../...

Artikel 31.

De eerste volzin is de tekst van artikel 10 van de wet van 28 juni 1932. De tweede wijst erop, dat men de maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten op het personeel van alle openbare diensten toepasselijk wil maken. De maatregelen die vastgesteld zijn bij koninklijk besluit van 6 januari 1933 en bij besluit van de Regent van 28 april 1947, gelden alleen voor het personeel van de centrale Rijksbesturen, niet voor het personeel in van de Staat afhangende buitendiensten of in openbare instellingen (arresten Raad van State LEMAN, nr 7808, van 21 april 1960, en BOUFFIOULX, nr 5774, van 28 maart 1957).

Voornoemde besluiten bepalen zich niet tot het vrijwaren van verkregen rechten, maar laten ook toe sommige personeelsleden een bevordering te geven waarop ze bij de inwerkingtreding van de wet van 28 juni 1932 geen verkregen recht hadden. De uitdrukking "vrijwaring van de persoonlijke rechten die mochten verkregen zijn", in artikel 31 van het ontwerp, mag dus worden geïnterpreteerd in de zin die de besluiten van 6 januari 1933 en 28 april 1947 eraan gegeven hebben.

+

De in dit artikel bepaalde termijn is, volgens de gemachtigde ambtenaar, een termijn van orde. Als hij verstreken is, behoudt de Koning de bevoegdheid die het ontwerp hem opdraagt.

.../...

Artikel 32.

Ook de termijn in § 1 van dit artikel is er een van orde.

\+ +

Paragraaf 2 vrijwaart de persoonlijke, verkregen rechten van de personeelsleden die werken in de plaatselijke diensten gevestigd in de gemeenten, welke de Raad van State in de artikelen 3 en 4 van zijn tekst voorstelt "randgemeenten" te noemen. Niets wijst erop, dat de woorden "persoonlijke, verkregen rechten" hier de bijzondere betekenis hebben welke bij de bespreking van artikel 31 is gememoreerd. Ze zijn dus in de gewone betekenis op te vatten. Gevolg hiervan is dat § 2 de betrokkenen wél de persoonlijke positie laat behouden die bij de inwerkingtreding van deze wet de hunne is, maar het niet mogelijk maakt ze tot een hogere graad te bevorderen als zij niet voldoen aan de nieuwe eisen die het ontwerp voor benoeming tot die graad stelt.

\+ +

Paragraaf 3 bepaalt, dat de gemeentelijke overheden wier personeel zich op de bepaling inzake vrijwaring van verkregen posities mocht beroepen, de maatregelen moeten treffen die nodig zijn voor de toepassing van sommige artikelen van het ontwerp, met name van artikel 10, § 2. Dat artikel eist een voldoende kennis van de tweede taal voor de gemeentesecretaris, de gemeenteontvanger, de politiecommissaris, alsook voor de secretaris en de ontvanger van de commissie van openbare onderstand.

.../...

Aan te geven ware hoe die verplichting met behoud van de verkregen positie zal worden nagekomen. De bestaande wetgeving lijkt geen andere mogelijkheden open te laten dan de ambtenaar die geen voldoende kennis van de tweede taal bezit in disponibiliteit te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en met verminderde wedde. Zulke maatregel is niet bestaanbaar met artikel 32, § 2, van het ontwerp.

Om de bij de opmerkingen betreffende artikel 10, § 2, aangegeven reden, dienen de woorden "en van aan gemeenten ondergeschikte openbare personen" te worden toegevoegd aan de woorden "de overheden van gemeenten" (in het ontwerp "de gemeenteoverheden").

Artikel 33.

Ook hier gaat het over maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten en is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 32, § 2.

In het eerste lid schrijve men "... overgangsmaatregelen of maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten voor ...", en late men in de uitdrukking "plaatselijke en gewestelijke openbare diensten" het adjectief "openbaar" vervallen.

\+ +

Te oordelen naar de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar geeft artikel 33, tweede lid, de provinciegouverneurs geen verordeningsbevoegdheid. Zij kunnen dus alleen individuele maatregelen treffen.

.../...

Artikel 34.

Dit artikel onttrekt de ter uitvoering van deze wet vast te stellen maatregelen aan de syndicale raadpleging. De Raad van State acht het dienstig erop te wijzen, dat de geldende wetten en verordeningen de vaststelling van het statuut van het personeel ook nog aan andere voorafgaande formaliteiten onderwerpen. De Koning zal die formaliteiten, aangezien het ontwerp ze niet afschaft, in acht moeten nemen wanneer het gaat om uitvoeringsmaatregelen in verband met de persoonlijke positie van het personeel der openbare diensten. Als voorbeeld van zulk een formaliteit moge worden genoemd de raadpleging van de beheerslichamen van de instellingen van openbaar nut (voor de formaliteiten te vervullen vóór het vaststellen van het personeelsstatuut, zie het advies van de Raad van State bij het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut - Omnilegie 1961, blz. 327 en 328).

Nog andere teksten, met name artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, bepalen dat de Koning het statuut van het personeel vaststelt op de voordracht van de Minister of de Ministers onder wie de instelling ressorteert en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort. Bij gemis van nadere bepaling in de tekst, moeten dus ook die regelen in acht worden genomen.

.../...

Artikel 35.

De verwijzing naar het Wetboek der zegelrechten verbetere men als volgt :

"Artikel 59[1], 16°, van het Wetboek der zegelrechten ...".

Artikel 36.

Door de gedecentraliseerde diensten te verplichten tuchtrechterlijk in te grijpen, of althans een tuchtonderzoek in te stellen voor tekortkomingen aan taalvoorschriften, beperkt het ontwerp hun autonomie.

Maar zelfs in het ontworpen systeem blijft het zaak van de tuchtoverheid, het bestaan en de ernst van de feiten te beoordelen en de uit te spreken straf te kiezen.

Artikel 37.

Volgens dit artikel "zijn nietig alle handelingen en administratieve verordeningen die naar vorm of naar inhoud strijdig zijn met de bepalingen van deze wet". In de Franse tekst is "ou" vergeten.

.../...

Over de aard van de nietigheid zij allereerst opgemerkt, dat de Regering niet aan een nietigheid van rechtswege, dit wil zeggen los van enige vaststelling door de bevoegde overheid, schijnt te hebben gedacht. Uit het tweede lid van hetzelfde artikel en uit artikel 39, § 4, derde lid, blijkt, dat de nietigheid van de daar bedoelde akten hetzij aangegeven, hetzij vastgesteld moet worden, hetgeen een bemoeiïng van de wettelijk bevoegde overheid veronderstelt. Voorts is het een beginsel in het administratief recht, dat nietigheid van rechtswege hoge uitzondering is. Aangezien de tekst van het ontwerp geen strijdige aanwijzingen bevat, zal de bemoeiïng van de bevoegde overheid dus hoe dan ook vereist zijn.

Uit de gebiedende bewoordingen van artikel 37, eerste lid, blijkt overigens, dat de bevoegde overheid in de opvatting van de Regering de nietigheid moet vaststellen zodra zij tot de bevinding komt, dat er strijd is met de wet.

Het ontwerp zegt ook niet, wie zich op de in artikel 37 bedoelde nietigheid kan beroepen. Buiten de gevallen van artikel 39, § 4, derde lid, dat bepaalde beroepen bij de Raad van State betreft, zal hier dus de gemeenrechtelijke regel gelden, dat een eis tot nietigheid slechts ontvankelijk is als er persoonlijk en wettig belang voorhanden is.

De Regering schijnt niet te willen afwijken van de orde van bevoegdheid van de overheden die gemachtigd zijn om een nietigheid vast te stellen, dit zijn de hoven en rechtbanken, de Raad van State of de toezichthoudende overheden, binnen de grenzen van hun onderscheiden bevoegdheid en binnen de wettelijke termijnen.

.../...

Aangezien de Regering aan de woorden "bestuurshandelingen en -verordeningen" (in de tekst van het ontwerp "handelingen en administratieve verordeningen") de ruimst mogelijke strekking wil geven, vallen dus onder nietigheidssanctie niet alleen bestuurshandelingen in de zin van "rechtsgevolgen hebbende handelingen van bestuursoverheden", maar ook alle handelingen van "openbare diensten" in de zin van artikel 1 van het ontwerp, of zij al dan niet uit zich zelf rechtsgevolgen kunnen hebben.

Nietig zullen dus kunnen worden verklaard niet alleen rechtshandelingen zoals akten van de burgerlijke stand en uitvoerbare beslissingen, maar ook akten van procedure of bekendmaking, of nog mededelingen allerhande, zoals blote berichten.

Al naar gelang van de aard van de handeling of akte zal de nietigheidssanctie dus in sommige gevallen zeer gewichtige rechtsgevolgen hebben, terwijl zij er in andere gevallen alleen zal toe leiden, dat het met schending van de taalvoorschriften van de wet opgemaakte stuk ongedaan wordt gemaakt.

De sanctie van de wet zal overigens zeer onevenredige gevolgen kunnen hebben, als bijvoorbeeld de gerechtsinstanties gedwongen zouden zijn akten, die zeer belangrijke rechten voor derden hebben doen ontstaan, nietig te verklaren alleen maar omdat een gemeentenaam verkeerd gespeld zou zijn.

Met nadruk moet hier worden gewezen op de ongemeen zware gevolgen welke de nietigheidssanctie voor akten van de burgerlijke stand zal hebben.

.../...

Een nietig verklaarde akte van de burgerlijke stand kan maar door een vordering tot verbetering worden rechtgezet; het beschikkend gedeelte van het vonnis of arrest zoals het op de registers is overgeschreven, geldt dan als akte.

+

De tekst van het ontwerp stelt inhoud en vorm van de akten tegenover elkaar. Dit is een ongewone terminologie. Men kan zich afvragen of onder "inhoud" in werkelijkheid niet de grond wordt verstaan, in tegenstelling tot de vorm. Een geval van nietigheid naar de grond zou dan zijn een benoeming van een ambtenaar die de door de wet vereiste talenkennis niet bezit, ook al is de benoemingsakte in de voorgeschreven taal gesteld.

Luidens het tweede lid stuiten "de wegens overtreding van deze wet nietig verklaarde handelingen de verjaring zomede de proceduretermijnen die op straf van vervalverklaring opgelegd zijn".

Deze tekst is ontleend aan artikel 40, derde lid, van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken. Voor de toepassing van dit derde lid doelt de term "akten" alleen op akten in de geschillenprocedure.

.../...

In bestuurszaken moeten sommige handelingen binnen de gestelde termijnen worden verricht, bv. als de toezichthoudende overheid optreedt; voorts houden bepaalde machtigingen of vergunningen op uitwerking te hebben als daarvan niet binnen een gestelde termijn gebruik is gemaakt.

Bedoelt de Regering, dat die termijnen door het vaststellen van de nietigheid van de akte worden gestuit, dan moet ook aan een stuiting van termijnen in de bestuursprocedure worden gedacht.

Artikel 38.

Volgens § 2 worden de leden van de commissie door de Koning benoemd op voordracht van de Nederlandse, de Franse en de Duitse Cultuurraad.

Het koninklijk besluit van 7 februari 1938, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1951, heeft twee Cultuurraden, een Nederlandssprekende en een Franssprekende, ingesteld. Een Duitssprekende is er vooralsnog niet.

Wel is er een ontwerp van wet houdende organisatie van de Cultuurraden (Senaat, 1959-1960, nr 9), dat thans bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers berust (Kamer, zitting 1959-1960, nr 569). In dit, door de Senaat goedgekeurde ontwerp zijn twee Cultuurraden voorzien, een in het Vlaamse en een in het Waalse landsgedeelte; artikel 25 van die tekst bepaalt : "De Koning zal een

.../...

culturele instelling oprichten die de door deze wet aan de Cultuurraden toegewezen bevoegdheid geheel of gedeeltelijk uitoefent voor de Duitssprekende Belgen".

Te oordelen naar het laatste lid van artikel 38, § 2, bedoelt de Regering met "Cultuurraden" de instellingen waarvan de oprichting thans bij de Wetgevende Kamers in behandeling is.

De benaming "Duitse Cultuurraad" beantwoordt dus niet geheel aan de terminologie van artikel 25 van het ontwerp van wet houdende organisatie van de Cultuurraden.

+

In het vierde lid van § 2 stelle men de leeftijd ineens op 65 jaar.

Verkiest de Regering de tekst van haar ontwerp, dan dient zij te verwijzen naar "artikel 1, eerste lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen".

Artikel 39.

In § 1 vervange men de woorden "In het kader van" door "In de uitoefening van".

+ +

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet ieder Minister de commissie raadplegen alvorens hij een beslissing neemt "omtrent alle zaken van algemene aard die de toepassing van de wet betreffen". Geeft de commissie haar advies niet binnen 45 dagen, dan treedt de Minister van Binnenlandse Zaken in haar plaats op en geeft hij zijn advies aan de betrokken Minister.

Als dit de bedoeling van de Regering is, uit de tekst van § 2 komt zij niet duidelijk te voorschijn.

De Minister van Binnenlandse Zaken kan zich niet in de plaats van de commissie stellen tenzij de aan de commissie gestelde vraag hem is voorgelegd. Bepaald zou dus moeten worden, dat de adviesvragende Minister na verloop van die 45 dagen dezelfde vraag aan de Minister van Binnenlandse Zaken dient voor te leggen.

Paragraaf 2 leze men als volgt :

"§ 2. De Ministers vragen het advies van de commissie over alle zaken van algemene aard die de toepassing van de wet betreffen.

Wordt het gevraagde advies niet binnen 45 dagen verleend, dan legt de betrokken Minister de zaak voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die zich in de plaats van de commissie stelt".

\+ +

.../...

Luidens artikel 1, § 4, van het ontwerp worden onder "openbare diensten" verstaan alle personen en diensten die onder de wet vallen. In artikel 39, § 3, kunnen dus de woorden "en gezagdragers die aan de wet onderworpen zijn" als overbodig vervallen.

Met het oog op de overeenstemming met artikel 1, § 2, van de door de Raad van State voorgestelde tekst, moet ook het woord "openbare" vervallen.

"Opmerkingen" ware te verkiezen boven "mededelingen".

\+ +

Volgens het tweede lid van § 4 is de commissie "ertoe gemachtigd een speciaal toezicht te houden op de examens die in het kader van deze wet uitgeschreven worden en er waarnemers naar toe te zenden".

In de memorie van toelichting verklaart de Regering zich niet nader over de desbetreffende bevoegdheden van de commissie.

Volgens de redactie van § 4 zou de bemoeiing van de commissie ertoe beperkt blijven, dat zij waarnemers naar de examenzittingen stuurt en vervolgens de door haar nodig geachte opmerkingen maakt; in het geval van artikel 10, § 2, vierde lid, van het ontwerp is de commissie met een direct toezicht (in het Frans : "contrôle direct") op de examens belast, hetgeen - al zegt het ontwerp daar verder niets over - op nog meer dan een "toezicht" schijnt te wijzen.

\+

.../...

Ondanks de algemene bewoordingen van § 4, derde lid, bedoelt de Regering hier niet af te wijken van de gevestigde orde van bevoegdheid.

Eisen tot nietigheid van akten van de burgerlijke stand of van "administratieve handelingen", die uitgaan van de rechterlijke macht of van de orde der advocaten, zullen dus tot de bevoegdheid van de gewone rechter behoren.

Aangezien de memorie van toelichting niets naders verklaart, kan men zich afvragen of de Regering alleen de commissie bevoegd wil verklaren om de Raad van State te verzoeken, de nietigheid van de in artikel 39, § 4, derde lid, bedoelde handelingen vast te stellen.

In zulk een systeem zou een belanghebbende in de zin van artikel 11 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State verhinderd zijn, een rechtsmiddel te ontlenen aan een voor hem grieftoudende schending van de taalwet.

Indien de Regering het anders bedoelt, zou de tekst als volgt moeten beginnen :

"Zij is gemachtigd om bij de Raad van State de nietigheid te eisen ...".

+

Eisen tot nietigheid van bestuurshandelingen, opgevat als handelingen van de bestuursoverheid met rechtsgevolgen, dus ook benoemingen, bevorderingen en op de wet betrekkelijke koninklijke besluiten, zijn niets anders

.../...

dan beroepen tot nietigverklaring als bedoeld in artikel 9 van de wet van 23 december 1946 en moeten binnen dezelfde termijnen worden ingesteld.

Inzake eisen tot nietigheid van andere dan de zoëven bedoelde "bescheiden" en "administratieve handelingen" verruimt de ontwerp-wet de bevoegdheid van de Raad van State, die voortaan materiële akten, zonder enig rechtsgevolg uit zichzelf, nietig zal kunnen verklaren. In deze gevallen lijkt het nodig te zijn, een voorafgaand beroep bij de steller van de akte verplicht te stellen opdat de akte opnieuw in overeenstemming met de wettelijke taalvoorschriften kan worden gebracht, en de termijnen daarvoor te regelen.

\+ \+

Volgens § 6 beslist de Minister van Binnenlandse Zaken in de plaats van de commissie, als de commissie die de klacht heeft ontvangen daarover niet binnen 180 dagen heeft geadviseerd. In het geval van dit artikel geeft de commissie alleen maar advies; logischerwijze zou ook de Minister dus niets meer kunnen doen. De Regering zou hier haar bedoeling moeten verduidelijken.

Artikel 40.

Meent de Regering te moeten bepalen, wanneer de Minister van Binnenlandse Zaken het jaarverslag van de commissie bij de Wetgevende Kamers indient, dan moet zij, in het eerste lid van artikel 40, eerst bepalen wanneer de commissie bij de Regering verslag doet.

.../...

Het derde lid van artikel 40 leze men als volgt:

"In een aanvullend verslag deelt dezelfde Minister aan de Wetgevende Kamers mede, welk gevolg gegeven is aan zaken waarin hij ingevolge artikel 42, §§ 2 en 6, in de plaats van de commissie is opgetreden".

Artikel 41.

Dit artikel wijzigt impliciet het besluit van de Regent van 20 december 1949 wat betreft de Franse spelling van de namen der gemeenten Oudergem, Schaarbeek, Sint-Joost-ten-Node en Watermaal-Bosvoorde, en de Nederlandse spelling van de naam der gemeente Terhulpen. Het geeft een Nederlandse naam aan Houthem, Luingne en Herseaux. Anderdeels wijzigt het de Nederlandse en de Franse spelling der namen van sommige overgangsgemeenten en van sommige gemeenten uit het Duitse taalgebied en zegt het, dat de Duitse naam van de gemeenten uit het Duitse taalgebied ongewijzigd blijft. Op te merken is echter, dat voornoemd besluit van de Regent geen enkele Duitse benaming heeft bekrachtigd en voor de gemeenten uit de Brusselse agglomeratie nu eens aan de Franse, dan weer aan de Nederlandse benaming of spelling voorrang geeft, iets wat naar de geest van het ontwerp zeker niet meer te verantwoorden is.

.../...

Artikel 41 ware derhalve met inachtneming van bovenstaande opmerkingen aan te vullen.

Artikel 42.

Deze bepaling dient tot opheffing van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1954, met uitzondering echter van de bepalingen van die wet waarvoor thans aan de Wetgevende Kamers wijzigingen zijn voorgesteld (ontwerp van wet tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen en tot wijziging van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken en van de wet van 14 juli 1932 houdende taalregeling in het lager en in het middelbaar onderwijs, Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1961-1962, nr 194).

Dit laatste ontwerp, zoals de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken het heeft geamendeerd, voegt aan de wet van 28 juni 1932 een aantal bepalingen toe, onder nieuwe artikelen, nieuwe paragrafen en nieuwe alinea's : zo onder meer artikel 8, § 3, artikel 9, § 2, derde, vierde, vijfde, zesde en zevende lid, artikel 10bis, die dus krachtens artikel 42 van het thans aan de Raad van State voorgelegde ontwerp in werking blijven.

.../...

Op het voornemen van de wetgever kan niet worden vooruitgelopen; de Raad van State kan alleen maar constateren, dat artikel 42 van de hem voorgelegde ontwerp-wet in de huidige stand van de teksten geheel onwerkzaam is.

Over het tweede lid zij opgemerkt, dat het formulier van machtiging tot coördinatie ongewoon en, naar de letter opgevat, onuitvoerbaar is. De Koning wordt namelijk niet gemachtigd tot het coördineren van de overblijvende bepalingen van de wet van 28 juni 1932 met die van de nieuwe wet, maar van artikelen uit de wet van 1932 en met artikelen uit de nieuwe wet.

Voorts moge worden verwezen naar de algemene opmerking II, die vooraan in het advies is gemaakt.

\+

\+ \+

De tekst hierna houdt, binnen de grenzen van het mogelijke, rekening met al deze opmerkingen; hij bevat ook nog andere vormwijzigingen waarbij commentaar overbodig is.

.../...

Tekst van de Regering.

WETSONTWERP OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN IN BESTUURSZAKEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is gelast in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp in te dienen waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- TOEPASSINGSSFEER VAN DE WET.

Artikel 1.-

§ 1. Deze wet is toepasselijk op de gecentraliseerde openbare diensten, op de openbare inrichtingen en op de andere gedecentraliseerde openbare diensten van de Staat, van de provincies en van de gemeenten, tenzij hun handelingen inzake taalgebruik geheel of ten dele door een andere wet worden beheerst.

Door de Raad van State voorgestelde tekst.

ONTWERP VAN WET OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN IN BESTUURSZAKEN.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt zijn gelast in Onze naam, het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.- TOEPASSINGSSFEER VAN DE WET.

Artikel 1.-

§ 1. Deze wet is van toepassing :

1° op gecentraliseerde en gedecentraliseerde openbare diensten van Staat , provincies en gemeenten, voor zover zij inzake het gebruik van de talen niet onder een andere wet vallen ;

.../...

§ 2. Zij is toepasselijk op de natuurlijke en rechtspersonen die concessiehouder zijn van een openbare dienst of die belast zijn met een taak die de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en die de wet of de openbare machten hun hebben toevertrouwd ten nutte van het algemeen belang.

2° op natuurlijke personen en rechtspersonen die concessiehouder van een openbare dienst zijn of belast zijn met een taak, welke de grenzen van een privaat bedrijf te buiten gaat en hun door de wet of de overheid in het belang van 't algemeen is opgedragen ;
(onder voorbehoud van opmerking IX)

§ 3. Zij beheerst de werking en de organisatie van de diensten van de Raad van State en van het Rekenhof zomede de administratieve handelingen uitgaande van de schooloverheden, van de rechterlijke macht en van dezer medewerkers. Zij beheerst eveneens de kiesverrichtingen.

3° op het administratieve werk en de organisatie van de diensten van de Raad van State en het Rekenhof ;

4° op administratieve handelingen van de rechterlijke macht, van dezer medewerkers en van schooloverheden van gesubsidieerde vrije inrichtingen ;
(onder voorbehoud van de opmerkingen over artikel 1)

5° op kiesverrichtingen.
(onder voorbehoud van de laatste opmerking over artikel 1)

§ 4. De besturen, diensten, inrichtingen of personen, die bij de vorige paragrafen bedoeld zijn, worden in de volgende artikelen aangeduid door "Openbare diensten".

§ 2. De onderscheiden diensten, met een bepaalde territoriale bevoegdheid, van de in § 1 bedoelde besturen, openbare diensten en instellingen, alsook de daar vermelde natuurlijke personen, worden hierna "diensten" genoemd.

De bepalingen die in deze wet betrekking hebben op het personeelsstatuut in de aldus begrepen diensten, gelden alleen voor het personeel van de besturen en personen bedoeld in § 1, 1° en 2°, en voor het administratief personeel van Raad van State en Rekenhof.

.../...

HOOFDSTUK II. - DE TAALGEBIEDEN.

Artikel 2 (nieuw artikel).-

Er zijn in het land vier taalgebieden : het Nederlandse, het Franse, het Duitse en de Brusselse agglomeratie.

Artikel 2.-

Het Nederlands taalgebied omvat de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen, zomede de arrondissementen Leuven en Brussel, behalve de gemeenten vermeld in artikel 5.

Artikel 3.-

Het Nederlandse taalgebied omvat :

1° de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen ;

2° het arrondissement Brussel, behalve de gemeenten vermeld in artikel 6 ;

3° het arrondissement Leuven.

Een speciale taalregeling hebben de gemeenten : Dilbeek, Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Strombeek-Bever, Wemmel en Wezembeek-Oppem, hierna "randgemeenten" te noemen.

.../...

Artikel 3.-

§ 1. Het Frans taalgebied omvat de provinciën Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, zomede het arrondissement Nijvel, behalve de gemeenten vermeld in artikel 4.

§ 2. In het arrondissement Verviers vormen de gemeenten Balen, Gemmenich, Hendrik-Kappelle, Homburg, Membeek, Montsen, Moresnet, Sippenaken en Welkenraat een overgangsgebied.

Artikel 4.-

Het Franse taalgebied omvat :

1° de provincies Henegouwen, Luxemburg en Namen ;

2° de provincie Luik, behalve de gemeenten vermeld in artikel 5 ;

3° het arrondissement Nijvel.

Speciale taalregelingen hebben:

1° in het arrondissement Nijvel : de gemeenten Kasteelbrakel, Terhulpen en Waterloo, hierna "randgemeenten" te noemen;

2° in het arrondissement Verviers :

a) de gemeenten Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Malmédy, Robertville en Weismes, hierna "gemeenten uit het Malmédyse" te noemen ;

b) de gemeenten Balen, Gemmenich, Hendrik-Kapelle, Homburg, Membeek, Montsen, Moresnet, Sippenaken en Welkenraat, hierna "overgangsgemeenten" te noemen.

Artikel 4.-

Het Duits taalgebied omvat de gemeenten Kalmis, Eupen, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Nieuw-Moresnet, Walhorn, Hauset, Eynatten, Raeren, Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn, Rocherath, Amel, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Sankt-Vith, Schoenberg en Thommen (arrondissement Verviers).

De eerste tien gemeenten werden gegroepeerd in een kanton met Eupen als hoofdplaats. De overige gemeenten vormen samen een kanton met Sankt-Vith als hoofdplaats.

Artikel 5.-

Het Duitse taalgebied omvat de gemeenten :

a) Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kalmis, Kettenis, Lontzen, Nieuw-Moresnet, Raeren en Walhorn ;

b) Amel, Büllingen, Bütgenbach, Crombach, Elsenborn, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Rocherath, Sankt-Vith, Schoenberg en Thommen.

.../...

Artikel 5.-

De Brusselse agglomeratie omvat de gemeenten Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde.

Artikel 6.-

De Brusselse agglomeratie omvat de gemeenten : Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde.

HOOFDSTUK III.- GEBRUIK VAN DE TALEN DOOR PLAATSELIJKE DIENSTEN.

Artikel 7 (nieuw artikel).-

Voor de toepassing van deze wet worden onder plaatselijke diensten verstaan diensten in de zin van artikel 1, § 2, waarvan de werkzaamheid niet meer dan één gemeente bestrijkt.

Afdeling 1.- Nederlands, Frans en Duits taalgebied.

Artikel 6.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse, Franse en Duitse taalgebieden gebruiken uitsluitend de taal van het gebied voor hun binnendienst, voor hun betrekkingen met de hogere openbare diensten waaronder zij ressorteren en voor hun betrekkingen met de andere openbare diensten van het taalgebied waartoe zij zelf behoren. In hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke openbare diensten, die gevestigd zijn in de Brusselse agglomeratie, gebruiken zij steeds hun eigen binnendiensttaal.

Artikel 8.-

Iedere plaatselijke dienst die in het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied is gevestigd, gebruikt uitsluitend de taal van zijn gebied in zijn binnendiensten, in zijn betrekkingen met de diensten waaronder hij ressorteert en in zijn betrekkingen met de overige diensten uit hetzelfde taalgebied en uit de Brusselse agglomeratie.

.../ ...

§ 2. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de gemeenten van het overgangsgebied voegen zich naar de regeling die bij voorgaande paragraaf opgelegd is aan de plaatselijke openbare diensten van het Frans taalgebied.

De zaken, die door de inwoners worden ingediend, worden echter in binnendienst behandeld in de taal waarvan door de betrokkenen gebruik gemaakt wordt.

In de overgangsgemeenten echter wordt een zaak die door een particulier in het Nederlands of in het Duits is ingediend, in die taal in binnendienst behandeld.

Artikel 7.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse en Franse taalgebieden stellen de berichten en mededelingen die zijn richten aan het publiek alsook de formulieren die zij aan het publiek uitreiken in de taal van het gebied.

§ 2. In de gemeenten Dilbeek, Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Strombeek-Bever, Wemmel, Wezembeek-Oppem (arrondissement Brussel), Kasteelbrakel, Ter Hulpen en Waterloo (arrondissement Nijvel), worden de berichten en mededelingen aan het publiek, alsook de aan het publiek uitgereikte formulieren, gesteld in het Nederlands en in het Frans met voorrang aan de taal van het gebied waarbij de gemeente op grond van de artikelen 2 of 3 is ingedeeld.

Artikel 9.-

§ 1. Plaatselijke diensten die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied zijn gevestigd, stellen de voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren in de taal van het gebied.

Deze stukken worden bovendien gesteld :

a) in de tweede landstaal, in de randgemeenten ;

b) in het Duits, in de gemeenten uit het Malmédyse.

.../...

§ 5. In de gemeenten Bellevaux-Ligneuville, Beverce, Faymonville, Malmédy, Robertville en Weismes (arrondissement Verviers), worden de berichten en mededelingen aan het publiek, alsook de aan het publiek uitgereikte formulieren, gesteld in het Frans en in het Duits.

§ 3. In de gemeenten van het overgangsgebied kan de Koning, na onderzoek en advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, voor iedere betrokken gemeente voorschrijven dat er inzake berichten, mededelingen en formulieren afgeweken wordt van de eentaligheid.

§ 4. In de gemeenten van het Duits taalgebied worden de berichten en mededelingen aan het publiek, alsook de aan het publiek uitgereikte formulieren, gesteld in het Duits en in het Frans met voorrang aan eerstgenoemde taal.

Voor iedere overgangsgemeente kan de Koning na onderzoek door en advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht beslissen, dat iedere aldaar gevestigde plaatselijke dienst de evengenoemde stukken hetzij in het Frans en in het Nederlands, hetzij in het Frans en in het Duits, hetzij in de drie talen stelt.

§ 2. Plaatselijke diensten die in het Duitse taalgebied zijn gevestigd, stellen de voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren in het Duits en in het Frans.

Artikel 16.-

§ 1. In afwijking van artikel 7, §§ 2, 3, 4 en 5 zomede van artikel 12 worden de berichten die betrekking hebben op de burgerlijke stand enkel gesteld in de taal van de akten waarmee zij in verband staan.

§ 3. Met afwijking van § 1, tweede en derde lid, en van § 2, wordt elke bekendmaking met betrekking tot de burgerlijke stand uitsluitend gedaan in de taal van de desbetreffende akte of, bij voorkomend geval, in de taal waarin de belanghebbende verklaard heeft een vertaling te verlangen krachtens artikel 11.

.../...

Artikel 8.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse en Franse taalgebieden maken voor hun betrekkingen met de particulieren gebruik van de taal van het gebied.

§ 2. In de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 2, wordt er aan de particulieren geantwoord in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de taal die door de betrokken particulieren gebruikt wordt.

§ 3. In de gemeenten van het overgangsgebied wordt er aan de particulieren geantwoord in de taal waarvan door de betrokken particulieren gebruik gemaakt wordt.

§ 4. In de gemeenten van het Duits taalgebied en in de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5, wordt er aan de particulieren geantwoord in het Duits of in het Frans, naar gelang van de taal die door de betrokken particulieren gebruikt wordt.

Artikel 9.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse en Franse taalgebieden stellen de akten, getuigschriften, verklaringen en toelatingen in de taal van het gebied.

Artikel 10.-

Elke plaatselijke dienst die in het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied is gevestigd, gebruikt de taal van zijn gebied in zijn betrekkingen met particulieren.

Een particulier wordt echter in de door hem gebruikte taal te woord gestaan als hij zich :

a) in de tweede landstaal tot een in een randgemeente gelegen dienst wendt ;

b) in het Duits tot een in een gemeente uit het Malmédyse gelegen dienst wendt ;

c) in het Nederlands of in het Duits tot een in een overgangsgemeente gelegen dienst wendt ;

d) in het Frans tot een in het Duitse taalgebied gelegen dienst wendt.

Artikel 11.-

§ 1. Elke plaatselijke dienst die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied is gevestigd, stelt de akten die particulieren aangaan, in de taal van zijn gebied.

.../...

§ 2. Ieder belanghebbende, die er de noodzakelijkheid van aantoont, kan zich echter een vertaling daarvan in een van de drie talen kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van uitgifte of voor echt verklaard afschrift. De belanghebbende richt zijn vraag aan de gouverneur van de provincie waar hij metterwoon gevestigd is of, indien het een in of uit het Duits te vertalen akte of getuigschrift geldt, aan de gouverneur van de provincie Luik.

Iedere belanghebbende die er de noodzaak van aantoont, kan zich kosteloos een gewaarmerkte vertaling van de akte in de tweede landstaal of in het Duits doen bezorgen. Die vertaling heeft waarde van uitgifte of van gelijkluidend afschrift. De particulier dient ze bij de gouverneur van de provincie van zijn woonplaats of, voor vertaling in het Duits, bij de gouverneur van de provincie Luik aan te vragen.

§ 3. In de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 2, worden de akten gesteld in de taal die bij deze wet voor de inwendige diensten wordt voorgeschreven ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van het geval, kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen, worden gesteld in de taal aangeduid door de belanghebbende verzoeker.

Met afwijking van het tweede lid kan iedere belanghebbende in een randgemeente of in een gemeente uit het Malmédyse kosteloos en zonder verantwoording van zijn aanvraag, bij de dienst die de akte heeft opgemaakt, een gewaarmerkte vertaling met waarde van uitgifte of van gelijkluidend afschrift verkrijgen :

a) in de tweede landstaal, als de dienst in een randgemeente gevestigd is ;

b) in het Duits, als de dienst in een gemeente uit het Malmédyse gevestigd is.

§ 6. In de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5, worden de akten gesteld in het Frans ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Duits kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie, of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen, worden gesteld in het Frans of in het Duits volgens de aanduidingen verstrekt door de belanghebbende verzoeker.

.../...

§ 4. In de gemeenten van het overgangsgebied worden de akten en getuigschriften, verklaringen en toelatingen, gesteld in de taal waarvan de belanghebbende verzoekers het gebruik vragen.

§ 5. In de gemeenten van het Duits taalgebied worden de akten gesteld in het Duits ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Frans kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen, worden gesteld in het Duits of in het Frans, volgens de aanduidingen verstrekt door de belanghebbende verzoeker.

Artikel 16.-

§ 2. De eentalige gemeentebesturen maken steeds gebruik van hun binnendiensttaal voor het overschrijven van de akten van de burgerlijke stand in hun registers. Indien de over te schrijven akte uitgaat van een gemeentebestuur, dat onderworpen is aan artikel 9, §§ 3, 4, 5 en 6 of aan artikel 14, voegt dit bestuur er, zo nodig, een vertaling bij. Indien de akte uitgaat van een eentalig gemeentebestuur uit een ander taalgebied, wordt de vertaling uitgereikt volgens de regelen vermeld in artikel 9, § 2.

§ 2. Met afwijking van § 1 stelt iedere plaatselijke openbare dienst die in een overgangsgemeente is gevestigd, de akten die particulieren aangaan, in het Frans, het Nederlands of het Duits, naar gelang van de wens van de belanghebbenden.

§ 3. Elke plaatselijke dienst die in het Duitse taalgebied is gevestigd, stelt de akten die particulieren aangaan in het Duits.

Iedere belanghebbende kan zich daarvan kosteloos een gewaarmerkte Franse vertaling, met waarde van uitgifte of van gelijkluidend afschrift doen bezorgen.

§ 4. Ieder gemeentebestuur schrijft de akten van de burgerlijke stand over in de taal van zijn gebied. Gemeentebesturen van overgangsgemeenten echter schrijven ze over in de oorspronkelijke taal.

Wanneer in een andere taal dan die van de akte moet worden overgeschreven :

1° vraagt het gemeentebestuur, dat de akte van een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of het Franse taalgebied ontvangt, de vertaling daarvan aan bij de gouverneur van zijn provincie of bij de gouverneur van de provincie Luik, naar gelang van het geval.

.../...

2° voegt het gemeentebestuur van een randgemeente, een gemeente uit het Malmedyse, een overgangsgemeente, een gemeente uit het Duitse taalgebied of een gemeente uit de Brusselse agglomeratie, hetwelk de akte verzendt, er zelf de vertaling bij, tenzij de gemeente die de akte ontvangt, wettelijk tot het vervaardigen van die vertaling bevoegd is. Voor de Duitse vertaling van akten van een randgemeente of een gemeente van de Brusselse agglomeratie en voor de Nederlandse vertaling van akten uit het Duitse taalgebied, wendt het gemeentebestuur dat de akte ontvangt, zich tot de gouverneur van de provincie Luik.

Artikel 9.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse en Franse taalgebieden, stellen de akten, getuigschriften, verklaringen en toelatingen in de taal van het gebied.

§ 2. Ieder belanghebbende, die er de noodzakelijkheid van aantoont, kan zich echter een vertaling daarvan in een van de drie talen kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van uitgifte of voor echt verklaard afschrift. De belanghebbende richt zijn vraag aan de gouverneur van de provincie waar hij metterwoon gevestigd is of, indien het een in of uit het Duits te vertalen akte of getuigschrift geldt, aan de gouverneur van de provincie Luik.

Artikel 12.-

§ 1. Elke plaatselijke dienst die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied is gevestigd, stelt de aan particulieren uit te reiken getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in de taal van zijn gebied.

Iedere belanghebbende die er de noodzaak van aantoont, kan zich de vertaling ervan doen bezorgen onder de in artikel 11, § 1, bepaalde voorwaarden.

.../...

§ 3. In de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 2, worden de akten gesteld in de taal die bij deze wet voor de inwendige diensten wordt voorgeschreven ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van het geval, kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen worden gesteld in de taal aangeduid door de belanghebbende verzoeker.

§ 6. In de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5, worden de akten gesteld in het Frans ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Duits kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen worden gesteld in het Frans of in het Duits volgens de aanduidingen verstrekt door de belanghebbende verzoeker.

§ 4. In de gemeenten van het overgangsgebied worden de akten en getuigschriften, verklaringen en toelatingen gesteld in de taal waarvan de belanghebbende verzoekers het gebruik vragen.

§ 2. Met afwijking van § 1 wordt het stuk, naar gelang van de wens van de belanghebbende :

a) in het Nederlands of in het Frans gesteld, als de dienst in een randgemeente gevestigd is ;

b) in het Frans of in het Duits gesteld, als de dienst in een gemeente uit het Malmédyse gevestigd is ;

c) in het Frans, in het Nederlands of in het Duits gesteld, als de dienst in een overgangsgemeente gevestigd is.

.../...

§ 5. In de gemeenten van het Duitse taalgebied worden de akten gesteld in het Duits ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in het Frans kosteloos laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften, verklaringen en toelatingen worden gesteld in het Duits of in het Frans, volgens de aanduidingen verstrekt door de belanghebbende verzoeker.

§ 3. Elke plaatselijke dienst die in het Duitse taalgebied is gevestigd, stelt de aan particulieren uit te reiken getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in het Duits of in het Frans naar gelang van de wens van de belanghebbende.

Artikel 10.-

§ 1. Niemand kan in de plaatselijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Nederlandse, Franse en Duitse taalgebieden, tot een ambt of een betrekking benoemd of bevorderd worden, indien hij niet de taal kent van het gebied.

§ 2. In de gemeenten vermeld in artikel 7, § 2, moeten alle toelatingsexamens tot een ambt of betrekking bij de gemeentebesturen zomede alle bevorderingsexamens geschieden in de taal die bij deze wet voor de inwendige diensten is voorgeschreven.

De ambten van gemeentesecretaris, gemeenteontvanger, politiecommissaris, secretaris en ontvanger van de commissies van openbare onderstand zijn enkel toegankelijk voor de kandidaten die de tweede taal voldoende kennen, het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval.

Artikel 13.-

§ 1. In plaatselijke diensten die in het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied zijn gevestigd, kan niemand tot een ambt of betrekking benoemd of bevorderd worden, indien hij de taal van het gebied niet kent.

§ 2. In de randgemeenten moeten de examens die voor toelating of bevordering tot een ambt of betrekking in besturen van gemeenten en van aan gemeenten ondergeschikte openbare personen eventueel vereist zijn, plaats hebben in de taal van het gebied.

De ambten van gemeentesecretaris, gemeenteontvanger, politiecommissaris, secretaris en ontvanger van commissies van openbare onderstand staan alleen open voor kandidaten die vooraf geslaagd zijn voor een examen over de voldoende kennis van de tweede landstaal, het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval.

.../...

Niemand mag een ambt, waarin hij omgang heeft met het publiek, waarnemen, indien hij niet een elementaire kennis bezit van de tweede landstaal, het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval.

In besturen van gemeenten of van aan gemeenten ondergeschikte openbare personen mag niemand een ambt waarin hij met het publiek omgang heeft, bekleden indien hij niet vooraf geslaagd is voor een examen over de elementaire kennis van de tweede landstaal, het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval.

Geen enkele van de in voorgaande twee alinea's bedoelde ambtenaren mag deelnemen aan de toelatings- of bevorderingsexamens, zo hij niet vooraf in een met vrucht afgelegd examen, bewezen heeft dat hij een aan de aard van het te begeven ambt aangepaste taalkennis bezit. Die examens geschieden onder het direct toezicht van de Vaste Commissie voor taaltoezicht.

De in het tweede en het derde lid bedoelde examens hebben plaats onder toezicht van de Vaste Commissie voor taaltoezicht.

Aan de ambtenaren verbonden aan de plaatselijke diensten, die onder de Staat ressorteren of daarmee gelijkgesteld zijn, wordt een aan de te vervullen functies aangepaste taalkennis opgelegd volgens hierbovenvermelde criteria.

In andere plaatselijke diensten dan die van gemeenten en van aan gemeenten ondergeschikte openbare personen mag niemand een ambt waarin hij met het publiek omgang heeft, bekleden indien hij niet een elementaire kennis bezit van de tweede landstaal, het Nederlands of het Frans, naar gelang van het geval.

§ 3. In de gemeenten van het overgangsgebied worden de betrekkingen waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek derwijze toegekend dat het publiek, zonder de minste hinder kan te woord gesteld worden in zijn eigen taal.

§ 3. In de overgangsgemeenten worden de diensten zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite in het Frans, in het Nederlands of in het Duits te woord kan worden gestaan.

.../...

§ 4. In de gemeenten van het Duits taalgebied en in de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5, worden diezelfde betrekkingen derwijze toegekend dat het publiek, zonder de minste hinder, kan te woord gestaan worden in het Frans of in het Duits.

§ 4. In de gemeenten van het Duitse taalgebied en in de gemeenten uit het Malmédyse worden de diensten zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite in het Frans of in het Duits te woord kan worden gestaan.

Afdeling 2.- Brusselse agglomeratie.

Artikel 11.-

§ 1. Ter behandeling van de zaken in binnendienst, voor hun onderlinge betrekkingen en voor hun betrekkingen met de hogere besturen waaronder zij ressorteren maken de plaatselijke openbare diensten, die gevestigd zijn in de Brusselse agglomeratie, zonder een beroep te doen op vertalers, gebruik van het Nederlands of van het Frans, volgens navolgend onderscheid :

1. Voor de zaken die uitsluitend in de agglomeratie gelocaliseerd of localiseerbaar zijn en voor de niet gelocaliseerde of niet localiseerbare zaken wordt, bijaldien zij door particulieren worden aanhangig gemaakt, de taal gebruikt waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.
Eveneens, wanneer het gaat om zaken die het personeel betreffen, wordt er gebruik gemaakt van de taal waarin het betrokken personeelslid zijn toelatingsexamen heeft afgelegd.

Artikel 14.-

§ 1. In zijn binnendiensten, in zijn betrekkingen met de diensten waaronder hij ressorteert en in zijn betrekkingen met de overige diensten van de agglomeratie gebruikt elke plaatselijke dienst die in de Brusselse agglomeratie is gevestigd, zonder een beroep op vertalers te doen, het Nederlands of het Frans volgens de onderstaande regelen :

A. Indien de zaak gelocaliseerd of te localiseren is :

1° uitsluitend in het Nederlandse of in het Franse taalgebied : de taal van dat gebied ;

2° tegelijk in de agglomeratie en in het Nederlandse of het Franse taalgebied : de taal van dat gebied ;

3° tegelijk in het Nederlandse en in het Franse taalgebied : de taal van het gebied waar de zaak haar oorsprong vindt ;

.../...

Voor alle andere uitsluitend in de agglomeratie gelocaliseerde of localiseerbare zaken, en voor alle andere niet gelocaliseerde of niet localiseerbare zaken, wordt de taal gebruikt waarin de behandelende ambtenaar zijn toelatingsexamen heeft afgelegd;

2. Voor de zaken die tegelijkertijd gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in het Nederlands en in het Frans taalgebied, wordt de taal gebruikt van het gebied waar de zaak haar oorsprong vindt, ongeacht de taal waarin zij ingediend worden. Dit geldt mede voor de zaken die tegelijkertijd in de twee gebieden en in de agglomeratie gelocaliseerd zijn. Nochtans wanneer zulke zaak haar oorsprong vindt in de agglomeratie wordt zij behandeld volgens de regelen vermeld onder nr 1 hierboven ;

3. Voor de zaken die uitsluitend gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in het Nederlandse taalgebied of tegelijkertijd in dit gebied en in de agglomeratie, wordt de Nederlandse taal gebruikt zelfs wanneer zij in een andere taal ingediend worden ;

4° tegelijk in het Nederlandse en het Franse taalgebied en in de agglomeratie, en haar oorsprong vindt in een van de eerste twee gebieden : de taal van het gebied ;

5° tegelijk in het Nederlandse en in het Franse taalgebied en in de agglomeratie, en haar oorsprong vindt in deze laatste : de hierna onder B voorgeschreven taal ;

6° uitsluitend in de agglomeratie: de hierna onder B voorgeschreven taal.

B. Indien de zaak niet gelocaliseerd en niet te localiseren is en :

1° een ambtenaar van de dienst betreft : de taal van diens toelatingsexamen ;
(onder voorbehoud van de algemene opmerking nr V)

2° door een particulier is ingediend : de door deze gebruikte taal ;

3° geen van de gevallen onder 1° en 2° zich voordoet : de taal van het toelatingsexamen van de ambtenaar aan wie de zaak wordt opgedragen.
(onder voorbehoud van de algemene opmerking nr V)

.../...

4. Voor de zaken die uitsluitend gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in het Frans taalgebied of tegelijkertijd in dit gebied en in de agglomeratie, wordt de Franse taal gebruikt, zelfs wanneer zij in een andere taal ingediend worden.

§ 3. De onderrichtingen en dienstorders aan het personeel zomede de formulieren en drukwerken die bestemd zijn voor het binnendienstgebruik of voor het publiek worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

§ 2. In hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke openbare diensten van de Nederlandse en Franse taalgebieden, gebruiken de in de Brusselse agglomeratie gevestigde plaatselijke openbare diensten de taal van die gebieden.

Artikel 12.-

In de Brusselse agglomeratie worden de berichten en mededelingen aan het publiek in het Nederlands en in het Frans gesteld.

Artikel 16.-

§ 1.In afwijking van artikel 7, §§ 2, 3, 4 en 5 zomede van artikel 12 worden de berichten die betrekking hebben op de burgerlijke stand enkel gesteld in de taal van de akten waarmee zij in verband staan.

§ 2. Dienstorders, onderrichtingen aan het personeel, en formulieren en drukwerken voor de binnendienst worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

§ 3. In zijn betrekkingen met diensten uit het Nederlandse of het Franse taalgebied, gebruikt elke plaatselijke dienst uit de agglomeratie de taal van dat gebied.

Artikel 15.-

Plaatselijke diensten die in de Brusselse agglomeratie zijn gevestigd, stellen de voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren in het Nederlands en in het Frans.

Bekendmakingen met betrekking tot de burgerlijke stand worden echter uitsluitend gedaan in de taal van de desbetreffende akte.

.../...

Artikel 13.-

§ 1. De plaatselijke openbare diensten, die gevestigd zijn in de Brusselse agglomeratie, maken voor hun betrekkingen met de private natuurlijke of rechtspersonen gebruik van het Nederlands of van het Frans naar gelang van de taal die door die personen werd gebruikt.

§ 2. Nochtans wordt er aan de private rechtspersonen, die gevestigd zijn in een eentalige gemeente van het Nederlands of van het Frans taalgebied, in de taal van die gemeente geantwoord.

Artikel 14.-

In de Brusselse agglomeratie worden de akten, getuigschriften, verklaringen en toelatingen gesteld in het Nederlands of in het Frans naar gelang van de taal die door de belanghebbende verzoeker wordt aangeduid.

Artikel 15.-

§ 2. De eentalige gemeentebesturen maken steeds gebruik van hun binnendiensttaal voor het overschrijven van de akten van de burgerlijke stand in hun registers. Indien de over te schrijven akte uitgaat van een gemeentebestuur, dat onderworpen is aan artikel 9, §§ 3, 4, 5 en 6 of aan

Artikel 16.-

Elke plaatselijke dienst van de agglomeratie gebruikt in zijn betrekkingen met een particulier de door deze gebruikte taal, voor zover dit Nederlands of Frans is.

Een privaat rechtspersoon echter, die in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of het Franse taalgebied is gevestigd, wordt echter in de taal van die gemeente te woord gestaan.

Artikel 17.-

§ 1. Plaatselijke diensten die in de Brusselse agglomeratie zijn gevestigd, stellen de akten die een particulier aangaan, alsook de hem af te geven getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de wens van de belanghebbende.

§ 2. Gemeentebesturen van de agglomeratie schrijven de in het Nederlands of in het Frans gestelde akten van de burgerlijke stand in de oorspronkelijke taal over. Van elke in het Duits gestelde over te schrijven akte vragen zij bij de gouverneur van de provincie Luik een gewaarmerkte vertaling, met waarde van uitgifte

.../...

artikel 14, voegt dit bestuur er, zo nodig, een vertaling bij. Indien de akte uitgaat van een eentalig gemeentebestuur uit een ander taalgebied, wordt de vertaling uitgereikt volgens de regelen vermeld in artikel 9, § 2.

of van gelijkluidend afschrift, voor zover zij er geen hebben ontvangen van het bestuur dat de akte heeft verzonden. Die vertaling is Nederlands of Frans naar gelang van de wens van de belanghebbende of, als geen zulke wens te kennis is gegeven naar gelang van de omstandigheden.

Zo nodig voegen dezelfde besturen een vertaling bij elke akte die buiten de agglomeratie moet worden overgeschreven, behalve als dit in het Duits moet gebeuren. In dit laatste geval vervaardigt de administratie die de akte ontvangt, zelf de vertaling ; van Nederlandse akten echter die in een gemeente uit het Malmédyse of uit het Duitse taalgebied moeten worden overgeschreven, vraagt het bestuur dat ze ontvangt, de vertaling aan bij de gouverneur van de provincie Luik.

Artikel 15.-

§ 1. De kandidaten voor een ambt of betrekking in de plaatselijke openbare diensten, die gevestigd zijn in de Brusselse agglomeratie, leggen een toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de taal waarin zij, volgens hun diploma of studiegetuigschrift, hun onderwijs genoten hebben. Gedurende hun loopbaan leggen zij de hun opgelegde bevorderingsexamens in dezelfde taal af als het toelatingsexamen.

Artikel 18.-

... (zie in het advies de opmerkingen bij artikel 15 van de tekst van de Regering) ...

.../...

§ 2. Het toelatingsexamen omvat voor al de kandidaten een schriftelijk gedeelte over de elementaire kennis van de andere taal.

§ 3. De bepalingen van voorgaande paragrafen zijn niet van toepassing op het vak- en werkliedenpersoneel.

§ 4. Worden afhankelijk gemaakt van het slagen in een schriftelijk examen over de voldoende kennis van de tweede taal de benoemingen tot de ambten waarvan de titularissen, tegenover de overheid waaronder zij ressorteren, verantwoordelijk zijn voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of voor het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hun is toevertrouwd.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van voorgaande paragrafen, kan niemand benoemd of bevorderd worden tot een ambt of betrekking, waarvan de titularis omgang heeft met het publiek, indien hij er niet mondeling van laat blijken door een aanvullend examengedeelte of door een bijzonder examen, dat hij een aan de aard van de waar te nemen functies aangepaste kennis bezit van de tweede taal.

§ 6. De hierboven bedoelde taalexamens of examen-gedeelten worden afgenomen onder het toezicht van de Vaste Wervingssecretaris.

.../...

HOOFDSTUK IV. - GEBRUIK VAN DE TALEN IN GEWESTELIJKE DIENSTEN.

Artikel 17.-

De bepalingen van de artikelen 6, § 1, 7, § 1, 8, § 1, 9, §§ 1 en 2, en 10, § 1, zijn toepasselijk op de gewestelijke openbare diensten waarvan de werkkring beperkt is tot een eentalig ambtsgebied.

Artikel 19 (nieuw artikel).-

Voor de toepassing van deze wet worden onder gewestelijke diensten verstaan diensten in de zin van artikel 1, § 2, waarvan de werkzaamheid meer dan één gemeente, maar niet het ganse land bestrijkt.

De werkingssfeer van een gewestelijke dienst wordt hierna "het ambtsgebied" genoemd.

Artikel 20.-

Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid uitsluitend gemeenten zonder speciale regeling uit het Nederlandse of uit het Franse taalgebied bestrijkt en die in dat gebied zetelt, gebruikt uitsluitend de taal van dat gebied in zijn binnendiensten, in zijn betrekkingen met de diensten waaronder hij ressorteert en in zijn betrekkingen met de overige diensten uit hetzelfde taalgebied en uit de Brusselse agglomeratie.

Voor het publiek bestemde berichten, mededelingen en formulieren stelt hij in de taal van zijn gebied.

In zijn betrekkingen met particulieren gebruikt hij de taal van zijn gebied.

.../

Akten die particulieren aangaan en hun af te geven getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen stelt hij in de taal van zijn gebied. Iedere belanghebbende die er de noodzaak van aantoont, kan zich de vertaling ervan doen bezorgen onder de in artikel 11, § 1, bepaalde voorwaarden.

Artikel 19.-

De bepalingen van voorgaand artikel zijn toepasselijk op de gewestelijke openbare diensten waarvan de zetel gevestigd is in de Brusselse agglomeratie doch waarvan de werkkring beperkt is tot een en hetzelfde taalgebied buiten de agglomeratie.

§ 2. Iedere in de Brusselse agglomeratie zetelende gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid uitsluitend gemeenten zonder speciale taalregeling uit het Nederlandse of uit het Franse taalgebied bestrijkt, is onderworpen aan de regeling van artikel 21, § 1. Te dien einde wordt de gemeente van de zetel als een tot het ambtsgebied behorende randgemeente beschouwd.

Artikel 18.-

§ 1. De bepalingen van de artikelen 6, § 1 en 10, § 1 zijn toepasselijk op de gewestelijke diensten waarvan de zetel gevestigd is buiten de Brusselse agglomeratie en waarvan de werkkring zich uitstrekt over gemeenten die onderworpen zijn aan verschillende taalregimes doch ingedeeld zijn bij een en hetzelfde ambtsgebied.

Artikel 21.-

§ 1. Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid :

a) ofwel gemeenten met speciale taalregeling of met verschillende regelingen uit het Nederlandse of het Franse taalgebied bestrijkt,

b) ofwel gemeenten uit het Duitse taalgebied bestrijkt

en die in hetzelfde gebied zetelt, gebruikt uitsluitend de taal van dat gebied in zijn binnendiensten, in zijn betrekkingen met de diensten waaronder hij ressorteert en in zijn betrekkingen met de overige diensten uit hetzelfde taalgebied en uit de Brusselse agglomeratie.

§ 2. Voornoemde gewestelijke diensten gebruiken in hun betrekkingen met de plaatselijke openbare diensten uit hun ambtsgebied dezer binnendiensttaal.

Aan het publiek te richten berichten en mededelingen en rechtstreeks af te geven formulieren stelt hij in het Nederlands, in het Frans en, bij voorkomend geval, in

.../...

het Duits, met voorrang voor de taal van het gebied. Berichten, mededelingen en formulieren die aan het publiek worden verstrekt door bemiddeling van plaatselijke diensten, worden gesteld in de taal of talen welke die diensten voor soortgelijke documenten moeten gebruiken.

§ 3. In hun betrekkingen met de particulieren gebruiken zij de taal waarvan die particulieren zich hebben bediend, tenzij het gebruik van die taal aan geen enkele plaatselijke openbare dienst uit het ambtsgebied bij deze wet wordt opgelegd.

Aan de private rechtspersonen, die gevestigd zijn in een eentalige gemeente uit hun ambtsgebied, antwoorden zij nochtans altijd in de taal van die gemeente.

In zijn betrekkingen met particulieren gebruikt genoemde gewestelijke dienst de taal van zijn gebied. Niettemin wordt in de door de particulier gebruikte taal geantwoord, indien het gebruik van die taal is opgelegd aan in het ambtsgebied gevestigde plaatselijke diensten. Aan private rechtspersonen die gevestigd zijn in een gemeente zonder speciale regeling uithet ambtsgebied wordt altijd in de taal van die gemeente geantwoord.

§ 4. Zij stellen de akten, getuigschriften, verklaringen en toelatingen in de taal aangeduid door de belanghebbende verzoekers, tenzij het gebruik van die taal aan geen enkele plaatselijke openbare overheid uit het ambtsgebied bij deze wet wordt opgelegd ; in dit geval zijn de bepalingen van artikel 9, §§ 1 en 2 toepasselijk.

Akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen stelt de gewestelijke dienst in de taal die de betrokkene opgeeft, indien het gebruik van die taal is opgelegd aan in het ambtsgebied gevestigde plaatselijke diensten. In de overige gevallen worden deze documenten in de taal van het gebied gesteld ; iedere belanghebbende die er de noodzaak van aantoont, kan zich de vertaling ervan doen bezorgen onder de in artikel 11, § 1, bepaalde voorwaarden.

§ 5. Zij stellen de ter zetel aan het publiek gerichte berichten en mededelingen alsook de aan het publiek uit te reiken formulieren in het Nederlands en in het Frans en eventueel ook in het Duits, met voorrang aan hun binnendiensttaal.

.../...

§ 6. De berichten en mededelingen die zij aan het publiek richten door toedoen van de plaatselijke openbare diensten zijn onderworpen aan de taalregeling die aan genoemde diensten ter zake bij deze wet wordt opgelegd. Hetzelfde geldt voor de formulieren die zij op dezelfde wijze ter beschikking stellen van het publiek.

§ 2. (nieuwe bepaling)
Iedere in de Brusselse agglomeratie zetelende gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid Nederlandstalige of Franstalige gemeenten met speciale regeling of met verschillende regelingen bestrijkt, is onderworpen aan de taalregeling van artikel 22. Te dien einde wordt de gemeente van de zetel geacht tot het ambtsgebied te behoren.

Artikel 21.-

De artikelen 11, 12, 13, 14 en 15 zijn toepasselijk op de gewestelijke openbare diensten waarvan de zetel gevestigd is in de Brusselse agglomeratie en waarvan de werkkring hetzij uitsluitend de agglomeratie hetzij tegelijkertijd deze laatste en gemeenten uit het Nederlands of/en het Frans taalgebied omvat.

Artikel 22.-

§ 1. Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid :

a) ofwel uitsluitend gemeenten uit de Brusselse agglomeratie,

b) ofwel gemeenten uit de agglomeratie en tevens gemeenten uit het Nederlandse of het Franse taalgebied of uit beide bestrijkt,

valt onder dezelfde taalregeling als de plaatselijke diensten die in de agglomeratie gevestigd zijn.

.../...

Artikel 20.-

§ 1. De gewestelijke openbare diensten waarvan de zetel gevestigd is buiten de Brusselse agglomeratie en waarvan de werkkring zich uitstrekt over twee of meer ambtsgebieden die niet behoren tot hetzelfde taalgebied, maken volgens navolgend onderscheid gebruik van het Nederlands of van het Frans ter behandeling van de zaken in binnendienst en voor hun betrekkingen met de hogere overheden waaronder zij ressorteren :

1. Voor zaken die alleen de zetel betreffen wordt de taal van de zetel gebruikt ;

2. Voor de zaken die gelocaliseerd zijn in de gemeenten uit het gebied wordt de taal van de betrokken gemeente gebruikt, tenzij die taal het Duits is ; in dit geval wordt de taal van de zetel gebruikt ;

3. Voor de zaken die het personeel betreffen wordt de taal gebruikt waarin de betrokkene ambtenaren hun toelatingsexamen hebben afgelegd.

§ 2. (nieuwe bepaling) Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid gemeenten uit de vier taalgebieden van het land bestrijkt, is onderworpen aan de taalregeling, in hoofdstuk V bepaald voor de uitvoeringsdiensten waarvan de werkzaamheid het ganse land bestrijkt.

Artikel 23.-

§ 1. Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid gemeenten uit verschillende taalgebieden, behalve de Brusselse agglomeratie, bestrijkt en die niet in het Duitse taalgebied of in een gemeente uit het Malmédyse zetelt, gebruikt in zijn binnendiensten en in zijn betrekkingen met de diensten waaronder hij ressorteert, het Nederlands of het Frans, volgens de onderstaande regelen :

1° voor zaken die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gelocaliseerd of te localiseren zijn : de taal van dat gebied ;

2° voor zaken betreffende een ambtenaar van de dienst de taal waarin hij zijn toelatingsexamen heeft afgelegd (onder voorbehoud van algemene opmerking V) ;

3° voor alle overige zaken : de taal van het gebied waar de dienst zetelt.

.../...

§ 2. De bepalingen van artikel 18, §§ 2, 3, 4, 5 en 6 zijn toepasselijk op de in voorgaande paragraaf bedoelde gewestelijke openbare diensten.

In zijn betrekkingen met plaatselijke diensten uit zijn ambtsgebied gebruikt hij de taal van het gebied waar de plaatselijke dienst gevestigd is.

Voor zijn berichten, mededelingen en formulieren die voor het publiek bestemd zijn, in zijn betrekkingen met particulieren en voor het stellen van akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen, valt hij onder toepassing van artikel 21, § 1.

§ 2. (nieuwe bepaling). Iedere gewestelijke dienst waarvan de werkzaamheid gemeenten van meer dan een taalgebied, behalve de Brusselse agglomeratie, bestrijkt en die zetelt in het Duitse taalgebied of in gemeenten uit het Malmédyse ... (zie opmerkingen over hoofdstuk IV).

Artikel 17.- Voor zijn verwijzing naar artikel 10, § 1.

Artikel 18.- § 1. Voor zijn verwijzing naar artikel 10, § 1.

Artikel 24.-

§ 1. In diensten als bedoeld onder artikel 20 of artikel 21, § 1, kan niemand tot een ambt of betrekking benoemd of bevorderd worden, indien hij de taal van het gebied niet kent.

§ 2. Het personeel van de in artikel 23, § 1, bedoelde diensten moet de taal kennen van het gebied waar de dienst zetelt. De overheid kan personeel aanwerven dat bovendien één van beide andere talen kent.

Artikel 18.- § 7. De betrekkingen waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek worden derwijze toegekend dat het publiek , zonder de minste hinder, kan te woord gestaan worden in de talen die bij deze wet voor de gemeenten uit het ambtsgebied erkend worden.

§ 3. De diensten bedoeld in de artikelen 20, § 2, 21, § 1, of 23, § 1, worden zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite te woord kan worden gestaan in de talen welke deze wet voor de gemeenten uit het ambtsgebied erkent.

.../...

§ 4. Voor het personeel van de in artikel 21, § 2, of in artikel 22, § 1, bedoelde diensten gelden de bepalingen van deze wet die toepassing vinden op het personeel van de in de Brusselse agglomeratie gevestigde plaatselijke diensten.

Artikel 19.- Voor zijn verwijzing naar artikel 18, § 7, naar artikel 10, § 1, via artikel 18.

Artikel 20.-

§ 3. Het personeel dat aan dezelfde diensten verbonden is moet de taal van de zetel kennen zonder nochtans aan de regel van de gewestelijke recrutering onderworpen te zijn. Ten aanzien van het personeel dat omgang heeft met het publiek wordt artikel 18, § 7, toegepast.

§ 5. (Nieuwe bepaling) Voor het personeel van de in artikel 22, § 2, bedoelde diensten gelden de bepalingen van deze wet die toepassing vinden op het personeel van de uitvoeringsdiensten waarvan de werkzaamheid het ganse land bestrijkt.

Artikel 21.- Voor zijn verwijzing naar artikel 15.

HOOFDSTUK V.

GEBRUIK VAN DE TALEN IN DIENSTEN WAARVAN DE WERKZAAMHEID HET GANSE LAND BESTRIJKT.

Afdeling I. - Centrale Diensten.

Artikel 22.-

§ 1. Ter behandeling van de zaken in binnendienst, voor hun onderlinge betrekkingen en voor die met de gewestelijke en plaatselijke openbare diensten uit de Brusselse agglomeratie voegen de centrale openbare diensten zich naar de bepalingen van artikel 11, § 1.

Artikel 25.-

§ 1. In hun binnendiensten en in hun betrekkingen met gewestelijke en plaatselijke diensten uit de Brusselse agglomeratie gedragen de centrale diensten zich naar artikel 14, § 1.

.../...

§ 2. In hun betrekkingen met de plaatselijke en gewestelijke openbare diensten van de Nederlandse, Franse en Duitse taalgebieden gebruiken zij de taal van die gebieden.

§ 3. De onderrichtingen aan het personeel, zomede de formulieren en drukwerken die bestemd zijn voor het binnendienstgebruik worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

§ 4. In artikel 5 van de wet van 31 mei 1961 wordt een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"Nochtans, mogen zij gesteld worden in één taal wanneer zij enkel de overheden of diensten interesseren waaraan hetzelfde taalregime bij deze wet wordt toegekend. De ministeriële besluiten die enkel een individuele draagwijdte hebben mogen eveneens in één taal gesteld worden".

De koninklijke en ministeriële besluiten, die wegens hun voorwerp in de twee talen dienen gesteld, worden oorspronkelijk ontworpen in de taal waarvan deze wet, ter behandeling van de zaken in binnendienst, het gebruik oplegt.

§ 2. In hun betrekkingen met plaatselijke en gewestelijke diensten uit het Nederlandse, het Franse en het Duitse taalgebied, gebruiken de centrale diensten de taal van het gebied.

§ 3. Onderrichtingen aan het personeel en formulieren en drukwerk voor de binnendienst worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

§ 4. Zie de opmerkingen over artikel 22, § 4, van het ontwerp.

Artikel 23.-

De berichten en mededelingen die de centrale openbare diensten aan het publiek richten door toedoen van de plaatselijke openbare diensten zijn onderworpen aan de taalregeling die ter zake aan genoemde diensten bij deze wet wordt opgelegd. Hetzelfde geldt voor de formulieren die zij op dezelfde wijze ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 26.-

Berichten en mededelingen welke de centrale diensten aan het publiek richten door bemiddeling van plaatselijke diensten, zijn onderworpen aan de taalregeling die deze wet daarvoor aan genoemde diensten oplegt. Hetzelfde geldt voor formulieren die zij op dezelfde wijze ter beschikking van het publiek houden.

.../...

De ter zetel aan het publiek gerichte berichten en mededelingen alsook de aan het publiek ter zetel uit te reiken formulieren worden gesteld in het Nederlands en in het Frans. Formulieren in de Duitse taal worden, zo nodig, ter beschikking gehouden van het publiek uit het Duits taalgebied.

Berichten en mededelingen welke de centrale diensten rechtstreeks aan het publiek richten, worden in het Nederlands en in het Frans gesteld. Hetzelfde geldt voor formulieren die zij zelf ter beschikking van het publiek houden. In het Duits gestelde formulieren worden, zo nodig, ter beschikking gehouden van het publiek uit het Duitse taalgebied.

Artikel 24.-

§ 1. De centrale openbare diensten maken voor hun betrekkingen met de particulieren gebruik van die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

§ 2. Nochtans wordt er aan de private rechtspersonen, die gevestigd zijn in een eentalige gemeente, in de taal van die gemeente geantwoord.

Artikel 25.-

De centrale openbare diensten stellen de akten, getuigschriften, verklaringen, toelatingen enz. , in die van de drie talen waarvan de belanghebbende verzoeker het gebruik aanduidt.

Artikel 27.-

§ 1. In hun betrekkingen met particulieren gebruiken de centrale diensten die van de drie talen waarvan de betrokkenen zich hebben bediend.

§ 2. Aan private rechtspersonen die gevestigd zijn in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of uit het Franse taalgebied wordt echter in de taal van dat gebied geantwoord.

Artikel 28.-

De centrale diensten stellen akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in die van de drie talen welke de betrokkene vraagt te gebruiken.

.../...

Artikel 26.-

§ 1. Telkens als de aard van de zaken en het aantal personeelsleden het rechtvaardigen worden de centrale openbare diensten ingedeeld in Nederlandse en Franse afdelingen, directies, bureaus of secties.

§ 2. De ambtenaren worden verdeeld over twee taalkaders : een Nederlands en een Frans.

§ 3. De getalsterkte van de Nederlandse en Franse taalkaders zomede de rangen van de ambtenaren worden door de Koning bepaald voor iedere centrale dienst, op grond van een numeriek evenwicht op alle trappen van de hiërarchie.

Van voorgaande regel kan, na raadpleging van de Vaste Commissie voor taaltoezicht, bij een in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed koninklijk besluit afgeweken worden ten aanzien van de centrale openbare diensten waarvan de attributen in een andere verhouding dan de hierboven aangeduide, het Nederlands of het Frans taalgebied interesseren.

Een bijzondere jaarlijkse toelage wordt toegekend aan de personeelsleden die voor een door de Vaste Wervingssecretaris samengestelde examencommissie het mondeling en schriftelijk bewijs leveren dat zij de tweede taal voldoende kennen. Het bedrag van die toelage wordt niet toegekend aan de ambtenaren die wegens hun aanstelling als taaladjunct een bevordering genoten hebben die zij anders niet hadden bekomen. Zij wordt evenmin toegekend aan de vertalers wier toelatingsexamen de kennis van de tweede taal tot voorwerp had.

Artikel 29.-

... (Zie in het advies de opmerkingen bij artikel 26 van het Regeringsontwerp) ...

.../...

§ 4. De ambtenaren leggen hun toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans naar gelang van de taal waarin zij, volgens hun diploma of studiegetuigschrift, hun onderwijs hebben genoten.

Hun indeling bij de taalkaders geschiedt aan de hand van dezelfde criteria.

De kandidaten die afkomstig zijn uit het Duits taalgebied of uit de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 5, mogen hun toelatingsexamen in het Duits afleggen op voorwaarde dat zij bovendien een examen afleggen over de grondige kennis van de Nederlandse of de Franse taal, naar gelang zij wensen ingedeeld te worden bij het Nederlands of bij het Frans kader.

De overgang van het ene kader naar het andere is verboden, behoudens klaarblijkelijke vergissing bij de indeling.

De bevorderingsexamens geschieden in de taal van het kader waarbij de examinandi zijn ingedeeld.

§ 5. De bevorderingen geschieden per kader.

.../...

§ 6. Wanneer een afdeling tot op de hoogste rang niet gesplitst is en de chef van die afdeling eentalig is, wordt hem met het oog op de eenheid in de rechtspraak een tweetalig adjunct toegevoegd. De adjunct mag niet tot hetzelfde kader als de chef behoren. Hij wordt vooraf met dezelfde of de onmiddellijk lagere rang bekleed.

§ 7. Voorgaande regelen worden geleidelijk toegepast. Zij moeten hun volledige uitwerking bereiken ten laatste drie jaar na de inwerkingtreding van de reglementaire bepalingen die, met het oog op hun uitvoering dienen getroffen.

Die reglementaire bepalingen moeten in het Staatsblad verschijnen ten laatste één jaar na de inwerkingtreding van de wet. Zij omvatten overgangsmaatregelen ten behoeve van de ambtenaren die in dienst zijn. Die maatregelen mogen nochtans de volledige toepassing van dit artikel, bij het verstrijken van de hierboven vastgestelde termijn niet in de weg staan.

.../...

Artikel 27.-

De bepalingen die het voorwerp zijn van voorgaande afdeling - met uitzondering van artikel 26 § 6 - zijn toepasselijk op de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel gevestigd is in de Brusselse agglomeratie en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt.

Artikel 28.-

De betrekkingen waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek worden derwijze toegekend dat het publiek, zonder de minste hinder in het Nederlands of in het Frans kan te woord gestaan worden.

Artikel 29.-

§ 1. De uitvoeringsdiensten waarvan de zetel gevestigd is buiten de Brusselse agglomeratie en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt, gebruiken de taal van hun zetel voor hun binnendienst en voor hun betrekkingen met centrale diensten, de plaatselijke en gewestelijke diensten van de Brusselse agglomeratie en het taalgebied waarin zij zelf gevestigd zijn.

Afdeling 2. Uitvoeringsdiensten.

Onderafdeling 1. - Diensten die in de Brusselse agglomeratie zetelen.

Artikel 30.-

De bepalingen van afdeling 1, met uitzondering van artikel 29, § 6, zijn van toepassing op de uitvoeringsdiensten die in de Brusselse agglomeratie zetelen en waarvan de werkzaamheid het ganse land bestrijkt.

Artikel 31.-

De diensten worden zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans te woord kan worden gestaan.

Onderafdeling 2. - Diensten die buiten de Brusselse agglomeratie zetelen.

Artikel 32.-

§ 1. De uitvoeringsdiensten die buiten de Brusselse agglomeratie zetelen en waarvan de werkzaamheid het ganse land bestrijkt, gebruiken de taal van het gebied van hun zetel in hun binnendiensten en in hun betrekkingen met diensten die in hetzelfde gebied of in de Brusselse agglomeratie zijn gevestigd.

.../...

Met de openbare diensten van de andere taalstreek corresponderen zij in de taal van die diensten.

§ 2. Met betrekking tot de berichten en mededelingen aan het publiek, de formulieren, de briefwisseling met de particulieren en de akten, getuigschriften, verklaringen, toelatingen enz., gedragen zij zich naar de voorschriften van de artikelen 23, 24 en 25.

§ 3. De betrekkingen waarvan de titularissen omgang hebben met het publiek worden derwijze toegekend dat het publiek, zonder de minste hinder in het Nederlands of in het Frans kan te woord gestaan worden.

Artikel 30.-

De voorzitters van de verkiezingsbureaus die niet bij machte zijn de kiezers te woord te staan of in te lichten in de taal of talen waarvan deze wet het verplicht gebruik voorschrijft voor de betrekkingen van de openbare diensten uit het betrokken gebied met de particulieren of het publiek, duiden een secretaris aan die aan voornoemde vereiste voldoet.

Met de diensten van beide andere taalgebieden corresponderen zij in de taal van het gebied waar die diensten zijn gevestigd.

§ 2. Berichten en mededelingen aan het publiek, formulieren, correspondentie met particulieren, akten, getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen worden gesteld overeenkomstig de artikelen 26, 27 en 28.

§ 3. De diensten worden zo ingericht, dat het publiek zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans te woord kan worden gestaan.

HOOFDSTUK VI. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 33.-

De voorzitters van stembureaus, die niet bij machte zijn de kiezers te woord te staan of voor te lichten in de talen welke deze wet voorschrijft te gebruiken in de betrekkingen van plaatselijke diensten met particulieren, wijzen een secretaris aan die hen daarin kan bijstaan.

.../...

Artikel 31.-

De vrijwaring van de persoonlijke rechten, die mochten verkregen zijn door de ambtenaren die in dienst waren op 9 juli 1932, mag de toepassing van deze wet niet in de weg staan. Die vrijwaring wordt voor alle openbare diensten geregeld bij een koninklijk besluit binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de wet.

Artikel 32.-

§ 1. Binnen een zelfde termijn kan de Koning, ten aanzien van de openbare diensten waarvan de taalregeling gewijzigd wordt, overgangsmaatregelen toelaten. De Vaste Commissie voor Taaltoezicht wordt vooraf geraadpleegd omtrent de wenselijkheid ervan. In geen geval mag de duur van bedoelde maatregelen drie jaar overschrijden.

§ 2. De persoonlijke rechten, die bij de inwerkingtreding van deze wet verkregen zijn door de ambtenaren die in dienst zijn in de plaatselijke openbare diensten gevestigd in de gemeenten bedoeld bij artikel 7, § 2, worden gevrijwaard.

Artikel 34.-

De vrijwaring van de persoonlijke rechten welke de ambtenaren en beambten die op 9 juli 1932 in dienst waren, mochten hebben verkregen, mag de toepassing van deze wet niet in de weg staan. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet bepaalt een koninklijk besluit de maatregelen tot vrijwaring van die verkregen rechten ten behoeve van de ambtenaren van alle openbare diensten.

Artikel 35.-

§ 1. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet kan de Koning overgangsmaatregelen vaststellen of laten vaststellen, naar gelang van het geval, voor de diensten waarvan de taalregeling gewijzigd wordt. Vooraf raadpleegt hij de Vaste Commissie voor taaltoezicht omtrent de wenselijkheid van die maatregelen. In geen geval mogen deze langer dan drie jaar gelden.

§ 2. De persoonlijke rechten die bij de inwerkingtreding van deze wet verkregen zijn door personeelsleden in dienst bij plaatselijke diensten die in de randgemeenten gevestigd zijn, worden gevrijwaard.

.../...

§ 3. De gemeenteoverheden waarvan personeelsleden aanspraak maken op het in voorgaand lid bedoeld voordeel, zijn er toe gehouden de maatregelen te treffen die nodig zijn voor de toepassing van de artikelen 7, § 2, 8, § 2, 9, § 3 en 10, § 2.

Artikel 33.-

Voor zover zulks mocht nodig blijken treft de Koning overgangs- of vrijwaringsmaatregelen ten behoeve van het personeel dat, bij de inwerkingtreding van deze wet verbonden is aan de plaatselijke en gewestelijke openbare diensten die gevestigd zijn in de Brusselse agglomeratie. In geen geval mogen die maatregelen de toepassing van de wet in de weg staan.

Onder hetzelfde voorbehoud treffen de provinciegouverneurs maatregelen om de voordelen te vrijwaren die verkregen worden door de gewestelijke gemeenteontvangers wier ambtsgebied beinvloed werd door de artikelen 1 en 2 van de wet van ... tot wijziging van provincie, arrondissements- en gemeentegrenzen.

Artikel 34.-

De bepalingen van de syndicale statuten zijn niet toepasselijk op de maatregelen die ter uitvoering van deze wet van node zijn.

§ 3. De overheden van gemeenten en van aan gemeenten ondergeschikte openbare personen, waarvan de personeelsleden aanspraak maken op toepassing van § 2, moeten de maatregelen treffen die nodig zijn voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13 (zie de opmerking bij artikel 32 van het ontwerp).

Artikel 36.-

Zie de opmerking bij artikel 33 van het ontwerp.

Artikel 37.-

Over maatregelen tot uitvoering van deze wet behoeven geen adviezen als voorgeschreven in de syndicale statuten te worden gevraagd.

.../...

Artikel 35.-

Artikel 59, 16° van het Wetboek der zegelrechten wordt gewijzigd als volgt : "16° akten opgemaakt of uitgereikt door de toepassing van de wet op gebruik van de talen in gerechtszaken of van de wet op het talen in bestuurszaken".

Artikel 36.-

De gezagdragers en ambtenaren die door bevelen of handelingen de bepalingen van deze wet omzeilen of pogen ongedaan te maken worden disciplinair gestraft.

Artikel 37.-

Zijn nietig alle handelingen en administratieve verordeningen die naar vorm of naar inhoud strijdig zijn met de bepalingen van deze wet.

De wegens overtreding van deze wet nietig verklaarde handelingen onderbreken de verjaring zomede de proceduretermijnen die op straf van vervalverklaring opgelegd zijn.

Artikel 38.-

§ 1. Er wordt onder de benaming "Vaste Commissie voor Taaltoezicht" een college gevormd dat tot taak heeft voor de toepassing van de wet te waken.

Artikel 38.-

Artikel 59[1], 16°, van het Wetboek der zegelrechten wordt gewijzigd als volgt : "16° akten opgemaakt of afgegeven voor de toepassing van de wetten op het gebruik der talen in gerechtszaken en in bestuurszaken".

HOOFDSTUK VII. - SANCTIES.

Artikel 39.-

Zie opmerking bij artikel 36 van het ontwerp.

Artikel 40.-

Zie opmerking bij artikel 37 van het ontwerp.

HOOFDSTUK VIII. - TOEZICHT.

Artikel 41.-

§ 1. Er wordt een Vaste Commissie voor taaltoezicht opgericht die tot taak heeft, op de toepassing van deze wet toezicht te houden.

.../...

§ 2. De Commissie bestaat uit elf leden, voor een duur van vier jaar door de Koning benoemd onder de kandidaten voorgedragen door de Nederlandse, Franse en Duitse Kultuurraden, de Nederlandse en Franse Kultuurraden, ieder voor vijf van de te begeven mandaten en de Duitse Kultuurraad voor een mandaat. De Koning benoemt bovendien onder dezelfde kandidaten elf plaatsvervangende leden.

Het lidmaatschap van de Commissie is onverenigbaar met het uitoefenen van om het even welk politiek mandaat.

De benoemingsvoordracht geschiedt op driedubbele lijsten.

Mogen enkel voorgedragen worden de kandidaten die in de loop van het te begeven mandaat de bij artikel 1 § 1 van de wet van 21 juli 1844, op de burgerlijke pensioenen, gestelde ouderdomsgrens niet overschrijden.

In afwachting dat de Kultuurraden opgericht worden, geschieden de bij deze paragraaf bedoelde voordrachten door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

§ 3. De Kamer van Volksvertegenwoordigers duidt de voorzitter van de Commissie aan. Die voorzitter moet de Nederlandse en Franse talen kennen.

§ 2 (eerste tot vierde lid).

Zie de opmerkingen bij artikel 38, § 2, van het ontwerp.

In afwachting dat de wet de nieuwe cultuurraden instelt, doet de Kamer van Volksvertegenwoordigers de in deze paragraaf voorgeschreven voordrachten.

§ 3. De Kamer van Volksvertegenwoordigers wijst de voorzitter van de Commissie aan. Hij moet Nederlands en Frans kennen.

.../...

§ 4. De rechtstoestand van de Commissie en die van haar voorzitter worden door de Koning bepaald.

§ 5. De kredieten die voor de werking van de Commissie vereist zijn, worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

§ 4. De Koning bepaalt de rechtstoestand van de Commissie en van haar voorzitter.

§ 5. ... (tekst van de Regering) ...

Artikel 39.-

§ 1. In het kader van haar opdracht deelt de Commissie aan de Regering alle voorstellen en alle opmerkingen mede welke zij tengevolge van haar bevindingen gepast acht.

§ 2. Zij dient vooraf geraadpleegd omtrent alle zaken van algemene aard die de toepassing van de wet betreffen. Indien het gevraagde advies niet binnen een termijn van 45 dagen verleend wordt, wordt de zaak door de Minister van Binnenlandse Zaken beslecht.

§ 3. De Commissie treedt rechtstreeks in betrekking met de openbare diensten en gezagdragers die aan de wet onderworpen zijn; deze maken haar het gevolg bekend dat zij aan haar mededelingen gegeven hebben.

§ 4. De Commissie mag ter plaatse alle vaststellingen doen en zich alle bescheiden of inlichtingen doen mededelen die zij nodig acht voor het onderzoek van de zaken en alle betrokken personen horen.

Artikel 42.-

§ 1. In het kader van haar opdracht brengt de Commissie de Regering op de hoogte van alle wenken en opmerkingen, die zij na gedane bevindingen nodig acht.

§ 2. De Ministers raadplegen de Commissie over alle zaken van algemene aard met betrekking tot de toepassing van deze wet. Wordt het gevraagde advies niet binnen vijfenveertig dagen verleend, dan legt de betrokken Minister de zaak voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die zich in de plaats van de Commissie stelt.

§ 3. De Commissie treedt rechtstreeks in contact met de diensten; deze delen haar mede welk gevolg zij aan haar opmerkingen hebben gegeven.

Zie de opmerkingen bij artikel 39, § 4, van het ontwerp.

.../...

Zij is er toe gemachtigd een speciaal toezicht te houden op de examens die in het kader van deze wet, met of zonder tussenkomst van de Vaste Wervingssecretaris, uitgeschreven worden en er waarnemers naar toe zenden.

Zij vraagt aan de Raad van State de nietigheid vast te stellen van alle administratieve bescheiden, handelingen, benoemingen en bevorderingen die zij strijdig acht met deze wet of met de Koninklijke besluiten die ermee in verband staan. De kosten worden door het bestuur van de registratie en Domeinen voorgeschoten en als uitgave geboekt ten bezware van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

§ 5. De Commissie wordt gesplitst in twee afdelingen : een Nederlandse en een Franse.

De Nederlandse afdeling is bevoegd omtrent de zaken die gelocaliseerd of localiseerbaar zijn in eentalige Nederlandse gemeenten of gebieden. De Franse afdeling is bevoegd omtrent de zaken die gelocaliseerd zijn in eentalige Franse gemeenten of gebieden.

Alle andere zaken, daarin begrepen die welke betrekking hebben op de bescherming van de minderheden, behoren tot de bevoegdheid van de twee afdelingen samen.

§ 5. De Commissie bestaat uit twee afdelingen : een Nederlandse en een Franse.

De Nederlandse afdeling neemt kennis van de zaken die gelocaliseerd of te localiseren zijn in gemeenten zonder speciale regeling uit het Nederlandse taalgebied. De Franse afdeling neemt kennis van de zaken die gelocaliseerd of te localiseren zijn in gemeenten zonder speciale regeling uit het Franse taalgebied.

De verenigde vergadering der afdelingen is bevoegd voor alle overige zaken, ook voor die betreffende de bescherming van de minderheden.

.../...

Het Duitssprekend lid wordt enkel opgeroepen voor zaken waarin de gemeenten bedoeld bij de artikelen 4 en 7, § 5, betrokken zijn.

§ 6. Wanneer de Commissie, 180 dagen na het ontvangen van een klacht, in verband daarmee geen advies heeft uitgebracht, wordt de zaak door de Minister van Binnenlandse Zaken aan zich getrokken. Binnen 30 dagen treft hij een beslissing.

Artikel 40.-

Ieder jaar, brengt de Commissie bij de Regering een omstandig verslag uit over haar werkzaamheden.

Dit verslag wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken, in de loop van de maand april, op het bureau van het Parlement neergelegd.

In een aanvullend verslag deelt dezelfde Minister aan het Parlement het gevolg mede dat gegeven werd aan de zaken die aan de Commissie werden onttrokken bij toepassing van §§ 2 en 6 van voorgaand artikel.

Artikel 41.-

De spelling die in deze wet gebruikt wordt voor de Nederlandse en de Franse benaming van de erin vermelde gemeenten geldt als officiële spelling. De bestaande spelling

Het Duitssprekend lid wordt alleen opgeroepen voor zaken waarin gemeenten uit het Duitse taalgebied of uit het Malmédyse betrokken zijn.

Zie de opmerking bij artikel 39, § 6, van het ontwerp.

Artikel 43.-

Zie de opmerking bij artikel 40 van het ontwerp.

De Minister van Binnenlandse Zaken legt dit verslag in de loop van april bij de Wetgevende Kamers ter tafel.

In een aanvullend verslag deelt dezelfde Minister aan de Wetgevende Kamers mede, welk gevolg gegeven is aan zaken waarin hij ingevolge artikel 42, §§ 2 en 6, in de plaats van de Commissie is opgetreden.

HOOFDSTUK IX. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 44.-

Zie de opmerking bij artikel 41 van het ontwerp.

.../...

van de Duitse benaming van de gemeenten uit het overgangsgebied en uit het Duits taalgebied wordt onveranderd behouden. De Nederlandse spelling van Houthem, Luingne en Herseaux wordt Houtem, Lowingen en Herzeeuw.

Artikel 4.-

Het Duits taalgebied omvat de gemeenten Kalmis, Eupen, Hergenrath, Kettenis, Lontzen, Nieuw-Moresnet, Walhorn, Hauset, Eynatten, Raeren, Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn, Rocherath, Amel, Crombach, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Sankt-Vith, Schoenberg en Thommen (arrondissement Verviers).

De eerste tien gemeenten werden gegroepeerd in een kanton met Eupen als hoofdplaats. De overige gemeenten vormen samen een kanton met Sankt-Vith als hoofdplaats.

Artikel 45 (nieuw).-

§ 1. In artikel 1 van de wet van 15 september 1919 tot regeling van de stelling van het grondgebied van onzijdig Moresnet wordt "Aubel" vervangen door "Eupen".

§ 2. Artikel 5 van de wet van 6 maart 1925 betreffende de aanhechting der kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. De in artikel 1 bedoelde gebieden worden gesplitst in drie rechterlijke kantons, met name :

1° het rechterlijk kanton Eupen, hoofdplaats Eupen, waarvan het rechtsgebied de gemeenten Eupen, Eynatten, Hauset, Hergenrath, Kalmis, Kettenis, Lontzen, Neu-Moresnet en Walhorn omvat;

2° het rechterlijk kanton Malmédy, hoofdplaats Malmédy, waarvan het rechtsgebied de gemeenten Bellevaux-Ligneuville, Bevercé, Faymonville, Malmédy, Robertville en Weismes omvat;

3° het rechterlijk kanton Sankt-Vith, hoofdplaats Sankt-Vith, waarvan het rechtsgebied de gemeenten Amel, Büllingen, Bütgenbach, Crombach, Elsenborn, Heppenbach, Lommersweiler, Manderfeld, Meyerode, Recht, Reuland, Rocherath, Sankt-Vith, Schoenberg en Thommen omvat".

.../...

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel ... (zie de opmerking bij artikel 4 van het ontwerp) ...

Artikel 42.-

De wet van 28 juni 1932, op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1954 en bij de artikelen 3, 4 en 5 van de wet van ... wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 6, § 4, 8, § 3, 9, § 2, alineas 3, 4, 5, 6 en 7 zomede van artikel 10bis.

De Koning wordt gemachtigd laatstgenoemde bepalingen met de artikelen 7, § 3, 9, § 3, 10, § 2 en 32 van deze wet samen te vatten mits de nodige vormaanpassingen.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

Artikel 46.-

Zie de algemene opmerking II, de laatste opmerking bij artikel 26, en de opmerking bij artikel 42 van het ontwerp.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination, et par MM. LIGOT, BOLAND et COOLEN, substituts.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau, en door de HH. LIGOT, BOLAND en COOLEN, substituten.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.